Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

THE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LOS ANGELES

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

LE PRINCE

ALEXANDRE DE BATTENBERG

EN BULGARIE

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

PARIS. · IMPRIMERIE G. ROUGIER ET Cie, 1, RUE CASSETTE.

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CINQ ANS DE RÈGNE

LE PRINCE

Alexandre de Battenberg

EN BULGARIE

PAR

A. G. DRANDAR

PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR

PALAIS-ROYAL, 15-17-19, GALERIE D'ORLÉANS

—

1884

Droits de reproduction et de traduction réservés.

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Stack
Annex
5
077
532

CINQ ANS DE RÈGNE

LE PRINCE

ALEXANDRE DE BATTENBERG

EN BULGARIE

I

Le nouveau prince de Bulgarie est aussi un Allemand. Les sujets de l'empereur Guillaume ont toutes les gloires. Ceux que n'ont pas domptés leurs armes mendient leur alliance ou leur demandent des souverains. Il en est des nations comme des individus. La prospérité leur amène une foule d'admirateurs, de clients. Dans cet éclat jeté par le monde germanique, une bonne partie du prestige acquis a rejailli sur les nombreuses dynasties qu'il renferme dans ses frontières. Ces cours paisibles, maintenues dans une immobilité forcée par l'état d'impuissance politique où se trouvait le pays, donnaient l'exemple d'une grande régularité, d'une austérité de mœurs dont les défail-

2016235

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

lances restaient cachées derrière des coulisses soigneusement closes. Le type des souverains aimés de leurs sujets semblait avoir disparu du reste de l'Europe pour ne se retrouver qu'en Allemagne. Depuis Tacite et Mme de Staël, il était de mode d'exalter les solides mérites de la blonde Germanie. Artifices de moralistes, dira-t-on, en quête de comparaisons pour corriger les peuples en faveur desquels ils écrivent. Les masses ne voient que ce qu'on leur montre. On en a eu les preuves quand, à la suite de guerres ou de révolutions, des nationalités nouvelles se sont constituées. C'est à l'Allemagne que ces nationalités se sont principalement adressées pour en obtenir un roi ou un prince.

Othon de Bavière, Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha inaugurèrent cet exode de commis voyageurs en monarchie. Charles de Hohenzollern suivit plus tard. Un autre Hohenzollern faillit s'asseoir sur le trône de Charles-Quint. Tout récemment enfin, un prince de la famille régnante de Hesse-Darmstadt, Alexandre de Battenberg, a été appelé en Bulgarie.

Parallèlement, les héritières de trônes jetaient les yeux sur ces princes si recherchés. La reine Dona Maria de Portugal épousa Ferdinand duc de Saxe. Quatre ans après, Victoria d'Angleterre s'unissait au prince Albert de Saxe-Cobourg-Gotha. Quant aux femmes, on compte des princesses allemandes au foyer de presque toutes les maisons régnantes de

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

l'Europe. Si les relations de familles princières ne suffisent pas pour cimenter des alliances durables et efficaces de peuple à peuple, il n'en est pas moins exact de dire que ces relations entraînent avec elles une cordialité qui peut avoir son prix. Un conflit international s'élevant est plus aisément apaisé. M. de Bismarck a su utiliser pour ses desseins ce réseau d'alliances qui relie l'Allemagne aux autres monarchies européennes. Tout au moins a-t-il pour lui les princes, à défaut des peuples, assez difficiles à gagner heureusement.

Le sort de ces princes allemands, introduits au milieu de peuples assez différents du leur comme mœurs et tendances, n'a pas été exempt de déboires. — Volontiers chacun d'eux aurait importé avec lui les habitudes de déférence, d'obéissance passive qu'il avait remarquées dans son pays d'origine, entre gouvernés et gouvernants. Choisi, en quelque sorte, pour prêcher d'exemple, il ne devait guère être porté, on le conçoit, à laisser discuter cet exemple, encore moins à se conformer aux mœurs et coutumes locales.

Ferdinand de Portugal fut le prototype du genre. Sa nature d'épicurien aidant, il ne voulut influer sur les destinées des Portugais qu'en assurant, pour sa part, la continuité de leur race royale. En Belgique, Léopold eut à surmonter des difficultés de début. Il n'était pas uniquement prince consort comme le précédent ou comme le devint plus tard son cousin

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Albert en Angleterre. On l'avait proclamé roi, c'est-à-dire chef responsable dans une certaine mesure. Comme tel, il devait payer de sa personne.

Le séjour que Léopold venait de faire en Angleterre l'avait initié au mécanisme du gouvernement parlementaire. C'était, de plus, un prince de haute valeur. Devenu roi des Belges, il se crut appelé à faire l'éducation de ce peuple nouvellement né à la vie politique. Peut-être aussi lui restait-il de son origine un levain autoritaire. Ces circonstances expliquent les tiraillements qui eurent lieu lorsque Léopold se trouva en présence du rôle strictement limité que lui réservait la constitution belge. Ils se plaignit d'une manière non équivoque, déclarant que ses prérogatives légitimes étaient méconnues. Le tempérament céda bientôt à la froide raison. Le reste de la vie du roi Léopold montra en lui un modèle à citer pour les souverains constitutionnels.

Son compatriote Othon n'avait pas été aussi heureux en Grèce. Le contraste aussi était par trop grand entre le lourd Bavarois et ce peuple sémillant, fugace, qui a conservé dans leur entier les qualités ainsi que les défauts, les vices même, des Athéniens et des Byzantins. Roi et peuple passèrent trente années de leur vie, côte à côte, sans se comprendre. Un coup de vent emporta le peu populaire souverain. Il n'y eut en Grèce qu'un Allemand de moins.

Cette chute n'empêcha pas les Roumains, nationa-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

lité non moins hostile aux Allemands que les Grecs, de faire tomber leur choix sur un prince de Hohenzollern. Ajoutons toutefois que les Roumains s'étaient d'abord adressés au prince Jérôme Napoléon, au comte de Flandre qui refusèrent et que si, en dernier lieu, ils se tournèrent vers l'un des fils du chef de la branche catholique des Hohenzollern, ce fut à raison de la parenté existant entre ce dernier et Napoléon III alors très populaire en Roumanie.

Charles de Hohenzollern accepta avec empressement. Quoique la place de souverain, au milieu de la démocratie montante, devienne de plus en plus épineuse, dangereuse même, les emplois vacants ne restent pas longtemps sans titulaires.

Le prestige attaché au rang suprême, l'idée d'avoir un nom dans l'histoire et, s'il faut le dire, la jouissance d'une grasse liste civile, l'emportent sur l'appréhension des haines, des mouvements populaires, des complications intérieures ou extérieures. Il y a aussi, dans une semblable détermination, beaucoup de cette humeur inquiète qui pousse les Stanley, les Brazza en Afrique et, au bout du monde, tant d'Européens qui s'en vont chercher fortune. — Devenir roi d'un peuple, même petit, caresser certaines espérances de guerroyer à sa tête, est certainement préférable à la perspective peu alléchante d'arriver, après de longues années, au grade d'officier supérieur prussien, de donner et de recevoir toute sa vie des

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

saluts militaires, dans le rang, derrière les grands panaches des chefs, situation qui est encore aggravée par le *res angusta domi* des parents.

La résolution du prince candidat est prise. Il arrive à la frontière du pays sur lequel il a consenti à régner. Ce ne sont que réceptions, toasts et feux d'artifice. La joie populaire touche au délire. — Bon peuple, il ne sera pas malaisé de faire son bonheur. Souverain et nation sont dans leur lune de miel. Un contact journalier les amène à mieux se connaître. Le temps passe. Sans avoir besoin d'analyser pas à pas le phénomène, bornons-nous à constater que, invariablement, il y a déception de part et d'autre. Le prince aurait voulu qu'on lui gardât le même culte qu'au commencement et le peuple a déjà compté des défaillances chez celui qu'il saluait comme un sauveur.

C'est là un dénouement forcé, inévitable, qu'on soit prince régnant, président de république ou simplement maire de village, la désillusion semblant d'autant plus forte que le personnage est plus élevé. L'accord ne dura pas longtemps entre le prince Charles et les Roumains. Lui aussi tomba dans la faute commune. Le jeu des institutions locales le montra bientôt disposé à s'appuyer sur celui des partis du pays qui s'inspirait des traditions autoritaires, plus exactement dit, qui semblait le moins jouir de la faveur populaire. La situation finit par devenir extrêmement tendue en Roumanie. Sans la crainte qu'inspirait le redoutable

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

chancelier d'Allemagne, on peut être certain que le prince Charles aurait subi le sort du roi Othon.

La seconde période de la carrière du futur roi de Roumanie montre un ordre de choses régulier. Au dernier moment, alors que la rupture semblait près de se produire, il a eu la bonne inspiration de ne plus résister à la poussée qui l'entraînait. La rancune du parti vaincu a bien subsisté; mais c'est là le lot de toutes les têtes couronnées qui montrent obligatoirement quelque initiative. Le souverain qui suit d'autres conseils que les nôtres conduit toujours le pays à sa perte.

La guerre russo-turque, à laquelle les Roumains prirent part, contribua pour beaucoup à la réconciliation du prince Charles et de ses sujets. On avait été au feu ensemble. Un peu de gloire avait été récolté par la petite armée roumaine et cela avait suffi pour exalter les sentiments d'un peuple qui, à l'en croire, ne demande qu'à partir de nouveau en guerre. Certains noms obligent. A part la Prusse, il n'y a que les Roumains qui ont un Hohenzollern à leur tête.

Le prince, devenu le roi Charles, a aussi bénéficié des circonstances. Depuis vingt ans, la Roumanie s'est transformée. Des chemins de fer sillonnent son territoire. La fortune mobilière et immobilière du pays a plus que doublé. L'armée roumaine, qui ne comptait pas vingt mille hommes sous les gouvernements précédents, peut en mettre en ligne une centaine de mille

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

aujourd'hui. Tous ces progrès se sont accomplis, en majeure partie, pendant le règne du roi Charles. Comme Napoléon III en France, il arriva au moment psychologique pour recueillir le prestige d'une époque de prospérité, d'améliorations. Napoléon III gaspilla sa fortune; Charles Ier de Roumanie a conservé la sienne et cette fortune, aujourd'hui, est aussi solidement établie que mainte autre.

Les princes allemands auxquels la destinée a dévolu un trône en pays étranger, ont donc subi, à l'égal des autres, des vicissitudes diverses. Quand, par mégarde ou à dessein, ils ont heurté le sentiment public, ils ont été ou détrônés ou menacés de façon à toucher du doigt le sort inévitable qui les attendait. Ce n'est qu'en cédant à la volonté nationale librement exprimée, qu'ils ont pu sauver la situation. Sans doute, il est fort humiliant de ne pouvoir imposer à l'admiration du monde les qualités éminentes que l'on possède. En être réduit à l'état de porte-voix d'une majorité, de machine à signer des décrets, comporte de grandes amertumes. Que faire cependant, si les peuples modernes interdisent les coudées franches à ceux auxquels ils permettent de gouverner en leur nom ?

Les phénomènes politiques et psychologiques que nous venons de signaler se sont déjà répétés en Bulgarie pendant les cinq années qui viennent de s'écouler depuis l'avènement du prince Alexandre de Battenberg. C'était fatal. Tout début a ses difficultés.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

L'aurore d'un règne est d'autant plus troublée que le prince est plus jeune, plus confiant. Ses entraînements, sa versatilité, car il ne sait à qui se fier, sèment des agitations proportionnelles. N'ayant pas, devant lui, l'exemple de ses prédécesseurs, il tâtonne forcément dans la voie à suivre. Il est arrivé pour inaugurer un règne et un régime. L'opinion est surtout sévère aux insuccès politiques. Quand les peuples les plus anciennement civilisés courent aux abîmes, quand les plus vieux hommes d'État avouent, à la fin de leur vie, qu'ils se sont trompés, comment s'étonner des bévues des jeunes à leur entrée dans la carrière ? Les fautes de ces derniers sont élémentaires, il est vrai; c'est ce qui excite la verve des journaux, le sourire des diplomates. L'homme de sens rassis juge plus froidement et estime que les erreurs de l'inexpérience ont droit au moins à la même indulgence que l'aveuglement des prétendus sages.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

II

Dès les premiers coups de canon qui furent tirés sur le Danube entre Russes et Turcs, la presse commença à s'occuper des candidatures éventuelles au trône ou, si l'on veut, au siège princier de la province qui allait être délivrée. Le résultat de la guerre, à moins d'une complication européenne, ne faisait doute pour personne. Même après les échecs subis devant Plevna, on savait que la Russie était parfaitement en mesure de fournir l'effort nécessaire à l'écrasement final de sa rivale. Une fois le triomphe assuré, on supposait bien que le czar, s'il n'imposait pas aux Bulgares un gouvernement semblable au sien, ne les laisserait s'administrer à leur guise qu'autant qu'ils ne dépasseraient pas le système représentatif avec un prince à leur tête. Savoir quel serait ce prince était un thème assez important pour défrayer la polémique des journaux. Des candidatures furent inventées. Le

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Monténégrin Bojo Pétrovitch, dont la presse parla avec une sorte d'insistance, ne songea certainement pas à quitter ses montagnes. Par contre, un Bibescu de Roumanie, fils du *domn* renversé en 1848, fit connaître assez clairement ses prétentions. A moins d'être désigné expressément par Alexandre II, ce dernier candidat n'avait aucune chance d'être accepté des Bulgares, tant à cause de son infime extraction, que parce qu'il appartenait à une race aussi peu avancée que la leur.

Les chances du général Ignatieff, l'infatigable promoteur de la guerre, et du prince Dondoukoff-Korsakoff, qui, jusqu'au dernier moment, gouverna avec tact la province conquise, furent également discutées. Au fond, il ne s'agissait que de pressentir le choix du czar. Ceux qui se prétendaient bien informés prononçaient depuis longtemps le nom du prince Alexandre de Battenberg. A la chancellerie russe on parlait ouvertement de ce dernier comme ayant le plus de probabilités. L'empereur l'avait amené dans son état-major. Il aurait, aux yeux des Bulgares, le prestige d'avoir contribué à leur délivrance.

On pouvait prévoir que l'Europe verrait d'un mauvais œil, ne permettrait pas qu'un prince de la famille impériale de Russie reçût en apanage la nouvelle conquête. Cette sorte d'interdiction devait logiquement s'étendre à tout prince apparenté à l'une des grandes familles régnantes de l'Europe. Cependant il faudrait

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

bien aux Bulgares un souverain de souche princière. Une origine relativement illustre était nécessaire à ce souverain pour lui rallier tous les suffrages de ses futurs sujets. La Russie n'entendrait pas non plus se désintéresser complètement du sort de sa conquête. Elle voudrait avoir en Bulgarie un prince qui pût, en même temps, donner des garanties d'indépendance à l'Europe et permettre au cabinet de Pétersbourg la continuité d'une légitime influence dans le pays.

L'élection du prince Alexandre de Battenberg est née de cette double donnée. Par son père, Alexandre de Hesse, il appartient à la maison régnante de Hesse-Darmstadt. Son enfance s'était écoulée en Allemagne. A l'époque où éclata la guerre, il était sous-lieutenant dans les gardes du corps, à Postdam. Alexandre de Hesse, ayant épousé une comtesse de Haucke, dame d'honneur de l'impératrice de Russie, ne put transmettre à sa descendance que ce nom de Battenberg qui est celui d'un château près du Rhin, lequel avait appartenu autrefois à la famille grand-ducale de Hesse. Les cadets, même de simple famille princière, si cette famille est régnante, ne sauraient se mésallier sans voir appliquer à leur mariage ce terme peu harmonieux de morganatique, aux exigences duquel ils s'empressent de se conformer cependant, car il est la consécration de leur rang.

Une haute parenté, néanmoins, maintenait les Battenberg assez près du premier rang. La propre sœur

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

d'Alexandre de Hesse s'appelait Marie-Alexandrovna et était impératrice de Russie. Cette parenté n'enlevait nullement aux jeunes princes de Battenberg leur qualité d'Allemands et ne leur conférait aucun privilège en Russie, sauf celui d'être affectueusement reçus par la famille impériale, chaque fois qu'ils se rendaient à Pétersbourg. Alexandre, le cadet de ces princes, était particulièrement affectionné de sa tante et d'Alexandre II que charmaient sa bonne mine, sa timidité même.

Le souverain de la Bulgarie était trouvé. Où faire un meilleur choix que ce jeune prince, d'un extérieur à la fois sympathique et doux et qui, par surcroît, appartenait à une maison régnante d'Allemagne, à la famille impériale de Russie? Désigner un prince allemand aux Bulgares, c'était donner satisfaction à l'ombrageux lord Beaconsfield et s'attirer, en même temps, l'approbation du prince de Bismarck, le grand *deus ex machinâ* de l'Europe politique depuis 1870. Les hauts diplomates, pensa-t-on en Russie, passeraient facilement condamnation sur la qualité purement négative de neveu de l'empereur de Russie possédée par le jeune prince. On peut toutefois supposer, sans s'écarter de la vérité, qu'il entrait dans les intentions d'Alexandre II de se rattacher la Bulgarie aussi étroitement que possible. Ne pouvant la confier à des personnages aussi significatifs que le général Ignatieff ou le prince Dondoukoff sous l'autorité desquels ce n'eût été qu'une

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

simple *goubernia* russe, le czar avait tout naturellement été amené à la combinaison Alexandre de Battenberg. Jeune, sans expérience, devant sa fortune inespérée à la Russie, élevé dans le respect de la famille impériale, soumis à la double autorité du rang et de la parenté, le futur chef des Bulgares semblait réunir toutes les qualités qui devaient assurer au pays délivré une union indestructible avec la nation libératrice. La Russie recueillerait donc un fruit légitime des sacrifices faits par elle.

Pendant toutes les négociations qui avaient eu lieu, le prince Gortchakoff s'était montré très réservé. Il avait paru au Congrès de Berlin, il l'avait bien fallu. La guerre l'avait trouvé froid ; la victoire le laissa sceptique. Il n'était pas insensible, sans doute, à la gloire qui avait rejalili sur les armes moscovites, à l'effacement des derniers vestiges de 1855. Seulement, il craignait de constater un triomphe creux, une de ces victoires à la Pyrrhus, — à la Napoléon III, pour mieux dire. A ceux qui lui montraient l'étendard russe planté désormais sur les Balkans, il répondait en secouant la tête. Sans qu'il incriminât plus particulièrement les Bulgares, sa longue pratique des affaires, l'expérience de l'histoire lui disaient que l'ingratitude est le propre des collectivités comme des individualités. Le roi Lear n'est pas une exception, c'est une généralité. Si l'initié ne dévore pas toujours l'initiateur, le libéré ne cesse de supporter

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

malaisément la tutelle du libérateur. Lorsque le prince Gortchakoff disait à Berlin que les lauriers cueillis par les Russes s'étaient transformés en rameaux d'olivier, on peut être certain que le vieil homme d'Etat prévoyait déjà une seconde métamorphose qui ferait pousser des épines sur ces lauriers. Les exemples ne manquaient pas au sagace vieillard. Qui se souvient aujourd'hui, en Belgique, en Italie, du secours apporté par les armes françaises ? La Russie elle-même a-t-elle des adversaires plus déclarés que ces Grecs qu'elle contribua si efficacement à arracher au joug turc ?

Cette idée de l'ingratitude future des Bulgares avait obsédé le prince Gortchakoff jusqu'au sein du Congrès de Berlin. Il y déclarait qu'on se trompait étrangement si l'on redoutait que la Russie n'acquît le dévouement absolu des populations pour lesquelles elle avait versé des flots de sang. « Rendre service à un ami, ajoutait-il, c'est trop souvent s'en faire un adversaire. Cette vérité est encore plus applicable à la politique. »

Mais le chancelier du czar n'était pas homme à se lamenter inutilement sur l'attitude à venir des Bulgares. La position prise par la Russie à l'égard des chrétiens d'Orient l'avait entraînée fatalement à la guerre. Il ne s'agissait plus que de tirer tout le parti possible de la victoire, tout en prouvant à l'Europe que l'on ne poursuivait aucun but de conquête per-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sonnelle. La Bulgarie, affirmait le comte Schouvaloff au Congrès, ne deviendra pas une annexe russe. Un complet désintéressement dans le développement ultérieur des événements n'était cependant pas à espérer. Si la Russie, ajoutait le même homme d'Etat, semble se réserver une part d'action plus directe en Bulgarie, c'est qu'elle a pris aussi une part plus directe à la création de cette province.

Lord Salisbury ne semblait pas goûter beaucoup cette déclaration, pas plus que le comte Andrassy qui, à son tour, disait que l'Autriche-Hongrie ne pouvait pas se désintéresser de la constitution de pays rentrant dans sa sphère d'action.

Cette divergence d'opinion entre les représentants de l'Autriche et de la Russie, montra, dès le principe, l'antagonisme latent entre les deux puissances au sujet des pays balcaniques. On sait que, depuis, la lutte n'a fait que continuer, tantôt sourde, tantôt montant à la surface. A Berlin, il ne pouvait être question que d'une influence purement morale de part et d'autre. La Russie avait assez prouvé, en renonçant à la plupart des avantages du traité de San-Stefano, qu'elle n'avait pas en vue des annexions en Europe. Elle étonna même par sa modération. Le mot de reculade fut prononcé.

S'il s'était agi d'un agrandissement de territoire proprement dit, la Russie aurait été indubitablement plus opiniâtre à maintenir les conditions imposées au

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

vaincu. En persistant à défendre le traité de San-Stefano dans toute son intégrité, elle courait au-devant d'une guerre nouvelle où, cette fois, elle aurait eu en face d'elle l'Autriche, l'Angleterre avec l'Allemagne par derrière pour attiser le feu. Risquer un désastre en vue de constituer une grande Bulgarie, d'humeur d'autant plus indépendante qu'elle serait plus forte, dépassait les intérêts immédiats de la Russie. Le prince Gortchakoff ne résista que dans la mesure nécessaire pour se ménager une retraite honorable.

Du territoire compris dans le traité de San-Stefano, une partie fit retour à la Turquie, une autre forma la province mi-autonome de Roumélie, la troisième reçut le nom de Bulgarie avec Sophia pour capitale; un district important, la Dobroudja, fut incorporé à la Roumanie, enfin un autre district, celui de Nisch, vint agrandir, de ce côté, la Serbie. Le gouverneur de Roumélie était à la nomination du sultan et pour cinq ans sous l'approbation des grandes puissances. Seule, la Bulgarie eut le droit de choisir son prince.

On ne peut qu'être frappé de l'aberration humaine qui souvent obtient, au prix de longs efforts, ce qu'il lui était loisible de prendre sans peine aucune. Une guerre ruineuse et sanglante avait produit, à peu de chose près, l'ordre de choses que la conférence de Constantinople avait prescrit à la fin de 1876. Les deux divisions de Bulgarie supérieure et de Bulgarie infé-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

rieure s'y trouvaient avec chacune un gouverneur à leur tête, nommé également par le sultan avec l'approbation des puissances et pour une période de cinq années. C'était une autonomie presque complète et identique à celle dont jouit la Roumélie actuellement. La seule différence est que la Bulgarie possède une indépendance plus grande avec un prince héréditaire à sa tête. Valait-il la peine de ravager l'Europe et l'Asie pour un aussi mince résultat ? Le sultan résista à la pression des puissances, estimant qu'une défaite seule pouvait lui imposer d'aussi dures concessions. Il n'était pas plus blâmable en ceci que ne l'avait été l'Autriche au sujet de la Vénétie ou que ne le seront dans l'avenir d'autres puissances pour des provinces desquelles l'orgueil national les empêche de se séparer à l'amiable.

Le Congrès de Berlin n'avait pas à s'occuper du futur prince de Bulgarie. Il se borna à établir, comme on s'y attendait, que ce prince n'appartiendrait à aucune des dynasties régnantes des grandes puissances européennes. La désignation en était réservée à une assemblée des députés de la nation qui serait convoquée à Tirnovo par les soins des autorités russes. Au préalable, une première assemblée des notables réunis dans la même ville élaborerait, avant l'élection du prince, le règlement organique de la principauté.

Aussitôt le prince institué, la nouvelle organisation serait mise en vigueur et la principauté entrerait en

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

pleine jouissance de son autonomie. Ces points décidés, des délais furent fixés à la Russie pour retirer ses troupes des provinces occupées.

Telle fut l'œuvre principale du congrès de Berlin. Les autres articles qui concernent la Bulgarie ont surtout trait à des détails de frontière, d'organisation intérieure ou à des engagements internationaux. Nous en reparlerons quand notre sujet l'exigera. On peut dire que les représentants des grandes puissances avaient bien mérité de l'humanité. Le traité au bas duquel ils apposèrent leurs signatures consacra quelque chose de mieux que la victoire de la force brutale : l'avènement à la vie politique de nationalités opprimées. Malgré l'opposition qui fut faite à la Russie pour des raisons d'équilibre européen, on ne pouvait méconnaître qu'il ne s'agissait plus uniquement du triomphe d'une race sur d'autres races égales en civilisation. Quelques ménagements qu'on voulût avoir pour une infortune courageusement supportée, on était obligé de s'avouer que la Turquie méritait en partie sa destinée. Aussi n'y eût-il aucune acrimonie dans les débats que présida, d'ailleurs, avec la supérioté qui le distingue, le prince de Bismark, un peu étonné toutefois d'associer son nom à une œuvre de réparation, comme ces âpres traitants qui, devenus maires sur la fin de leurs jours, distribuent des prix de vertu à leurs administrés.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

III

Aussitôt que le Congrès de Berlin eut terminé sa tâche, la Russie prit les mesures nécessaires pour mettre à exécution les articles qui la concernaient. Comme nous l'avons dit, le prince Dondoukoff-Korsakoff dirigeait alors les affaires bulgares avec un véritable talent d'administrateur. On peut reprocher aux hauts fonctionnaires russes des abus plus fréquents qu'ailleurs. Il serait injuste de leur refuser la hauteur des vues, l'initiative et la persévérance dans l'exécution. Entre les mains du prince Dondoukoff, la Bulgarie, qui venait de sortir d'un véritable chaos, était rapidement devenue une province organisée, déjà dotée de tous les services essentiels. L'heure étant venue de la laisser à elle-même, la Russie ne chercha pas à lui imposer une constitution de fantaisie et d'un fonctionnement difficile, de façon à créer des prétextes pour lui maintenir sa tutelle. A côté de la Bulgarie se

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

trouvait la Serbie, pays de même race, presque de même langue, depuis longtemps organisé et dont le pacte fondamental avait déjà fourni ses preuves. Si la constitution serbe avait assuré le libre développement des institutions locales, pourquoi ne pas l'appliquer à la Bulgarie sa voisine? On éviterait ainsi à celle-ci les lenteurs, les dangers même d'une expérience toujours délicate à faire.

Telle qu'elle fut présentée à l'Assemblée nationale de Tirnova, la constitution élaborée par le prince Dondoukoff ne s'écartait que fort peu de celle des Serbes. Ce projet de constitution établissait un prince élu et héréditaire, une chambre dans laquelle entreraient : 1° l'exarque bulgare ou son remplaçant, la moitié des évêques ou archevêques, à tour de rôle; 2° les présidents et les membres des cours d'appel, par moitié et à tour de rôle; 3° les présidents des tribunaux de première instance et de commerce, par moitié et à tour de rôle également; 4° les députés élus en vertu d'une loi électorale à élaborer, à raison de un député pour 20,000 habitants; 5° enfin les personnes à la désignation du prince, dans la proportion de une sur deux députés élus, le prince restant libre de choisir un nombre inférieur. Extraordinairement, une grande assemblée composée des mêmes éléments à peu près, mais avec un nombre double des députés élus, pouvait être convoquée en vue de modifications à faire subir à la constitution.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

La principale innovation consistait dans la création d'un corps spécial à attributions assez compliquées, qui aurait tenu lieu à la fois de Sénat, de conseil d'Etat, de cour de cassation et même de cour supérieure des comptes. Comme pour l'assemblée, le prince désignerait un tiers environ des membres, de sept à onze, les deux autres tiers devant se composer de députés choisis dans son sein par l'assemblée nationale, dans la proportion de deux par district. Tous ces conseillers étaient nommés pour deux ans.

Le conseil d'Etat avait, entre autres, dans ses attributions multiples, l'examen préalable des lois qui devaient être portées devant l'assemblée. Il devait donner un avis motivé sur toutes les questions qui lui seraient soumises par le gouvernement. Il déciderait des conflits entre les diverses administrations de l'État, mettrait les magistrats coupables en jugement, contrôlerait les dépenses ministérielles, autoriserait les emprunts départementaux ou communaux, etc., etc.

En mars 1879, des délégués de toutes les parties de la Bulgarie se réunirent à Tirnovo. Il en était venu de Roumélie et même de Macédoine. On sait de quel souffle sont animées ces assemblées primordiales. Elles veulent généralement tout raser de fond en comble, ne considérant comme valable que ce qui est établi par elles. La première question qui fut agitée à Tirnovo fut celle de refuser de se former en constituante, de protester contre le morcellement de la grande Bul-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

garie consommé à Berlin et de s'en retourner chacun chez soi, laissant l'Europe s'accommoder comme elle l'entendrait.

Cette attitude d'enfants boudeurs était trop peu pratique pour avoir chance d'être maintenue. De même que tous les Slaves, en général, les Bulgares ont le sens fin des Orientaux. Après leur mise en scène de la protestation, ils procédèrent docilement à l'examen du projet de constitution dû à l'initiative du prince Dondoukoff. Les premières discussions montrèrent une vivacité, une âpreté de termes moins particulière encore aux races du Midi qu'aux Bulgares eux-mêmes. Un député élevé en Roumanie et quelque peu frotté à la vie occidentale, M. Grécoff, sortit même de la salle dans un moment d'humeur.

D'abord les délibérations avaient été confuses. Une majorité ne se dessinait point. Le plus clairvoyant ne pouvait prévoir l'œuvre qui se dégagerait finalement de cette cohue d'opinions diverses. La commission qui fut nommée pour étudier le projet du prince Dondoukoff portait l'empreinte de l'indécision des esprits. Cette commission, composée de quinze membres, appartenait presque en totalité au parti qui devait rester en minorité à l'assemblée. On y voyait les noms de personnes qui ont joué un rôle important dans la suite : MM. Stoïloff, Balabanoff, Ikonomoff, Natchovitch, Grécoff, D. Zankoff, Voulkowitch, Poménoff, l'évêque Clément Branicki et l'archevêque Siméon Preslawski.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Le rapporteur, M. Poménoff, lut son projet dans la séance du 2 avril 1879. Ce projet ne s'écartait pas beaucoup de celui du prince Dondoukoff. Il maintenait le pouvoir législatif à une chambre et à un sénat. Dans le développement de ses arguments, le rapporteur manqua d'habileté. Il commença par dire que la commission désirait voir dans la constitution *souffler un esprit de conservatisme rationnel*. A son avis, une constitution libérale avait plutôt chance de nuire que d'être utile au peuple bulgare, étant donnés les progrès peu considérables que, sous le joug turc, il avait faits dans les voies de la civilisation; n'ayant joui jusqu'alors d'aucun privilège politique, il ne pouvait avoir acquis l'expérience nécessaire à l'exercice de droits aussi étendus que ceux de voter des lois.

Ces paroles, comme on devait s'y attendre, soulevèrent des rumeurs dans l'Assemblée. Il est toujours imprudent de dénier à d'autres ce que l'on prétend posséder soi-même. Dès cet instant, on vit la scission s'opérer entre ceux des Bulgares qui avaient fait leur éducation à l'étranger et ceux qui étaient restés presque toujours dans le pays. Les premiers s'inspiraient principalement des institutions qu'ils avaient vues fonctionner, les autres, de l'esprit, des tendances de la race. Les discussions furent vives. MM. Karavéloff, Slavéikoff, les futurs coryphées du parti libéral, attaquèrent avec violence le projet de la commission. Leur meilleur argument était qu'ils n'en voulaient à aucun

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

prix. M. D. Zankoff, s'étant rangé à l'avis de ces derniers en disant que telle avait été son attitude dans la commission, fut pris à partie par M. Grécoff qui lui reprocha d'avoir changé d'opinion. Des injures furent échangées de part et d'autre.

L'élection d'un prince héréditaire avait été acceptée par un assentiment général. Mais, dans la séance du 8 avril, la dispute recommença. La création du Sénat était arrivée en discussion. Voyant qu'ils n'auraient pas la majorité, MM. Balabanoff, Stoïloff, Grécoff, Natchovitch, un certain nombre de leurs adhérents, tous les hauts dignitaires ecclésiastiques, quittèrent la salle des délibérations. Le Sénat fut rejeté et une chambre unique votée. Comme conséquence de ce vote, les députés furent déclarés tous éligibles par la nation directement consultée. Seraient électeurs tous les citoyens âgés de vingt et un ans accomplis et éligibles les citoyens ayant atteint trente ans.

Des modifications sensibles avaient été apportées à l'œuvre préparatoire du prince Dondoukoff. Il s'inclina néanmoins devant le verdict des députés et en recommanda même vivement l'approbation à l'empereur de Russie. Il connaissait mieux les Bulgares que la minorité de l'assemblée de Tirnovo. Il savait que l'autonomie communale, dont ils avaient joui sous les Turcs, les avait habitués à débattre les intérêts de tous. En 1869, époque mémorable pour les Bulgares,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

la longue lutte qu'ils avaient soutenue pour l'indépendance de leur église nationale, avait été couronnée d'un plein succès. Chaque diocèse de Bulgarie avait élu un certain nombre de délégués qui se rendirent à Constantinople pour y élaborer en commun le statut organique de l'exarchat bulgare. Ces délégués étant rassemblés décidèrent que le peuple réuni en comices élirait les évêques ainsi que les membres des conseils diocésains. Dans toutes les délibérations qui avaient eu lieu, les députés bulgares avaient fait preuve de beaucoup de tact et d'habileté. La Porte a manqué là une bonne occasion de s'attacher pour toujours les Bulgares. Après leur avoir permis de reprendre leur autonomie religieuse, elle n'avait qu'à leur faire les mêmes concessions sur le terrain politique. Tous les *desiderata* des plus exigeants des Bulgares auraient été satisfaits si les décisions de la conférence de Constantinople avaient été mises en application.

Les Bulgares n'étaient donc pas aussi novices dans le système représentatif que voulaient bien le prétendre les membres de la minorité de l'assemblée. Un correspondant du *Times*, qui se trouvait alors à Tirnovo, envoya à son journal la description suivante :

« Lorsque j'entrai pour la première fois dans la salle de l'assemblée constituante de Tirnovo, je m'attendais à voir une demi-douzaine d'hommes en costume européen et le reste en vestes de paysan. Il n'y avait pas dix de ces derniers. Les autres étaient bien

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

habillés et paraissaient doués de beaucoup d'intelligence. Près des deux tiers parlaient français, une moitié environ, français et allemand; une douzaine connaissaient l'anglais.

« Il y eut, d'abord, quelque hésitation de la part des présidents, à propos des usages parlementaires; mais cette hésitation se dissipa bientôt et tout se passa avec une extrême régularité. Quelques orateurs se distinguèrent par leur mérite, etc. »

Ce n'était donc pas une assemblée de ruraux, encore moins de radicaux. En votant pour une seule chambre, la majorité n'était animée d'aucun esprit subversif ou révolutionnaire. Les deux chambres sont compréhensibles dans des pays aristocratiques comme l'Autriche et l'Angleterre, un peu moins en Belgique, en France où cependant l'on peut soutenir l'utilité d'un sénat composé d'illustrations et de vieux serviteurs de l'Etat. Pouvait-il être question de l'un ou l'autre de ces cas au milieu de la Bulgarie nouvelle, sans aristocratie, presque sans classe moyenne où tous ceux dont on citait les noms étaient des hommes nouveaux ? Les membres du second corps de l'Etat, qui étaient à la nomination du prince, seraient-ils autre chose que des favoris, des intrigants sachant se pousser, ou encore des invalides de la politique, des blackboulés du suffrage populaire ? De bonne foi quels services rendus auraient pu les signaler au choix du souverain ?

Le voyageur Cyprien Robert dit que les Slaves

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sont nés pour la vie représentative. Il aurait pu ajouter pour une vie représentative aussi directe, aussi large que possible. Les Slaves connaissent la discipline et la respectent, témoin les clans qui sont encore la base de l'organisation cantonale en Bosnie et même en Croatie. Aussi ne sauraient-ils comprendre les intermédiaires entre eux et ceux qui les administrent et gouvernent. Le dualisme dans le parlement est une importation anglaise, française, germanique, tout ce qu'on voudra; mais ne saurait convenir aux Slaves. En repoussant le conseil d'État, la majorité de l'assemblée de Tirnovo ne faisait qu'obéir au génie particulier de la race, faisant ainsi échec à la minorité composée d'éléments imbus de doctrines étrangères. Mentionnons, en passant, le chiffre de la liste civile princière qui fut fixé par l'assemblée. Le prince Dondoukoff avait proposé un million. Les députés accordèrent six cent mille francs. Tout le Bulgare est là. Il veut bien dépenser; mais jamais plus que le strict nécessaire.

La Constitution votée, les députés se séparèrent. De nouvelles élections furent fixées, cette fois pour la nomination du prince. Cette nomination eut lieu, toujours à Tirnovo, le 29 avril 1879. Si la volonté expresse des députés avait pu être respectée, ils n'auraient pas voulu d'autre souverain que le prince Dondoukoff en qui ils avaient pleine confiance, qu'ils avaient vu à l'œuvre et envers lequel ils étaient reconnaissants de tout ce qu'il avait fait pour le pays. Pour bien com-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

prendre les Slaves et pour être populaire parmi eux, il faut soi-même être Slave. Le prince Dondoukoff avait tous les défauts et toutes les qualités de la race. Un regard, un mot lui suffisait pour être éclairé lui-même et pour persuader les autres. Pressé par les députés d'accepter le trône de Bulgarie, il répondit qu'il était de toute impossibilité qu'un Russe fût élu. Il ajouta que le désir formel de l'empereur était que le choix des députés se fixât sur le prince Alexandre de Battenberg.

Un vœu d'Alexandre II, le libérateur du pays, était un ordre pour les Bulgares. Le prince Alexandre de Battenberg fut proclamé à l'unanimité, sans débat. Une commission de six membres fut élue pour porter le vœu de l'assemblée au jeune prince qui se trouvait alors auprès de l'empereur à Livadia. Le prince accepta. De ce jour il était Alexandre Ier, prince régnant de Bulgarie, avec le titre d'Altesse.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

IV

Parmi les six députés qui vinrent à Livadia apporter les décisions de l'assemblée nationale de Tirnovo, la personnalité la plus marquante était celle d'un jeune homme du nom de Stoïloff. Il était originaire de la Roumélie orientale. Ses parents l'avaient envoyé étudier dans une université d'Allemagne. Il avait été un des premiers à offrir ses services au prince Dondoukoff qui avait fait de lui un président de cour d'appel à Sophia. C'est à ce titre qu'il avait été nommé député à la première assemblée de Tirnovo, celle qui élabora le statut. Il y parla, se fit écouter. La seconde assemblée le compta au nombre des députés élus par le suffrage direct. M. Stoïloff avait de l'instruction ; il était réfléchi, parlait bien, de plus connaissait l'allemand qui était la langue maternelle du prince Alexandre. Toutes ces qualités qui l'avaient recommandé au choix de ses collègues, le firent apprécier

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

aussitôt de l'élu des Bulgares. Une autre raison, mystérieuse et naturelle, contribua, pour une large part, à la sympathie que, depuis lors, Alexandre Ier n'a cessé de témoigner à M. Stoïloff. Celui-ci est de petite taille et le prince de Bulgarie va dans les six pieds. Tout a son importance dans l'histoire. C'est pourquoi nous n'avons pas cru devoir négliger ce dernier détail. L'affinité qui existe entre les extrêmes est un phénomène connu en physiologie. L'immortel Cervantès a su trouver l'apposition du gigantesque Don Quichotte et du court Sancho Pança. Devons-nous rappeler la passion de Frédéric II, de Napoléon Ier, grands hommes au figuré seulement, pour les soldats de haute taille ?

Le prince de Bulgarie retint M. Stoïloff auprès de lui et se l'attacha en qualité de secrétaire intime, en attendant qu'il pût lui conférer une dignité plus importante. Ensuite, Alexandre Ier se mit en route pour faire aux chefs des grandes puissances la visite de rigueur. Partout il fut bien accueilli. On prétend que le prince de Bismarck lui aurait dit ces paroles fatidiques : « Allez en Bulgarie, prince, il vous en restera toujours un souvenir. » Ce tour de l'Europe se termina par Constantinople. On est habitué, dans la capitale turque, à ces visites de feudataires, lesquels ne sont pas plutôt de retour dans leur province, qu'ils s'embusquent pour tirer sur les troupes ottomanes. Inutile de dire que l'entrevue fut des plus cordiales.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Varna fut le premier point du territoire où se posa le pied du prince Alexandre. Le prince Dondoukoff l'y attendait. Il l'accompagna jusqu'à Tirnovo seulement. Sa mission se termina au moment précis où l'élu prêta à la constitution ce serment d'obéissance qui est le couronnement des souverains constitutionnels modernes. Comme Jeanne d'Arc, après avoir été à la peine, l'ancien gouverneur se trouvait à l'honneur. Ayant souhaité au prince Alexandre toutes sortes de prospérités, le prince Dondoukoff regagna directement la Russie, non sans jeter, dit-on, un regard de regret derrière lui. Désormais Alexandre Ier se trouvait seul en face de la nation à laquelle venait de le lier la déclaration suivante qu'il avait faite au sein de l'assemblée :

« Je jure, au nom de Dieu tout-puissant, que je maintiendrai saintement et inviolablement la constitution et les lois de la principauté, et que, dans tous mes actes, je n'aurai en vue que la prospérité et le bien du pays. Que Dieu m'assiste ! »

L'engagement était solennel, sacré. Des casuistes établiront que, pour des motifs supérieurs de salut public, un prince a le droit de manquer à la foi jurée. Libre à lui de se donner raison contre la nation tout entière. Seulement, qu'il n'oublie pas que l'exemple est donné. Partie d'en haut, la révolution ouvre la voie à la révolution venant d'en bas. Sans doute, une constitution n'est pas une arche sainte ; elle est per-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

fectible comme les autres lois. Quand le prince se décide à y porter la main, il doit faire comme Philippe-Auguste offrant, à Bouvines, la couronne au plus digne. Les mêmes éléments qui ont voté la constitution ont seuls le droit de la modifier, sinon il y a coup d'État.

Mais il n'était guère question de la violation de la constitution lors de la prestation de serment, pas plus qu'on ne songe à une séparation de corps le soir d'un mariage. De Tirnovo à Sophia, les ovations avaient continué. L'enthousiasme était indescriptible. Des larmes jaillissaient de tous les yeux. Après une interruption de cinq cents ans, venait de se renouer la chaîne de ces rois bulgares batailleurs dont le souvenir est toujours vivant dans le pays. Alexandre Ier paraissait vraiment être à la hauteur de ces manifestations délirantes. Son maintien digne, légèrement embarrassé, — on n'entre pas tout d'un coup dans la peau d'un tel rôle, — sa belle prestance, ses traits réguliers, ses vingt-deux ans même, lui attiraient tous les cœurs. La jeunesse du prince semblait correspondre à la création récente de la province nouvelle, et toutes deux justifiaient, à l'envi, les plus grandes espérances. Sur tout le parcours, il y avait eu des réceptions, des allocutions. Le prince ne sachant pas encore le bulgare, c'était M. Stoïloff qui répondait en son nom. Des hourras retentissants faisaient écho. En

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sorte qu'il eût été difficile de dire quel était le plus enivré, du prince ou du secrétaire.

Des motifs religieux, politiques, stratégiques, avaient milité en faveur de Sophia capitale. Elle avait été, de tout temps, la ville sainte des Bulgares. Située au milieu des Balkans, loin de tout mouvement commercial ou international, elle comptait une population musulmane peu nombreuse, sinon dans la ville même, au moins pour le reste du district. Ayant sa résidence à Sophia, le souverain de la Bulgarie nouvelle se trouve à proximité de la Macédoine, cette province encore turque qui est déjà une pomme de discorde entre les Serbes et les Bulgares, et que convoitent aussi l'Autriche et la Grèce. A Sophia enfin, Alexandre Ier empêche toute velléité d'expansion des Serbes de ce côté, en même temps qu'il se tient prêt à consommer l'annexion de la Roumélie. Tout en étant bien disposé pour les Serbes, le cabinet russe préférerait leur faire tourner les yeux vers l'ouest ou même vers le nord.

Quand les fêtes eurent pris fin à Sophia, l'on dut songer à constituer un gouvernement. On peut dire qu'il en est d'un règne comme d'une guerre. Le succès final dépend beaucoup des actions du début. En faisant son voyage circulaire à travers l'Europe, le prince Alexandre trouva à Brindisi le colonel russe Schépéleff que le prince Dondoukoff avait envoyé au-devant du souverain de Bulgarie pour lui exposer la situation générale du pays. Cet exposé se terminait par des con-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sidérations sur le manque réel, en Bulgarie, d'hommes qui fussent à la hauteur des circonstances. Mais, comme il fallait bien s'accommoder de ceux que l'on trouvait sous la main, le prince Dondoukoff recommandait à Alexandre Ier MM. D. Zankoff, Karavéloff et Grécoff, comme représentants des deux partis qui avaient divisé l'assemblée de Tirnovo.

Alexandre Ier, qui n'avait aucun choix préconçu, par la raison qu'il ne connaissait encore personne, se mit en devoir de suivre les conseils du prince Dondoukoff. Il fit demander télégraphiquement à M. D. Zankoff, alors gouverneur de Varna, s'il voulait faire partie du cabinet. M. D. Zankoff, qui était encore sous le souvenir de ses démêlés à Tirnovo avec M. Grécoff, refusa en apprenant qu'il aurait ce dernier pour collègue. Consulté de son côté, M. Karavéloff avait fait de son acceptation une condition de l'entrée aux affaires de M. D. Zankoff.

Ces refus essuyés, le prince fit une première faute. Au lieu de remplacer MM. Karavéloff et D. Zankoff par d'anciens constituants de même nuance, il s'en remit entièrement, pour la composition du ministère, à son secrétaire et aux amis de celui-ci. Si le souverain n'avait pas de préférences, M. Stoïloff avait les siennes. De ce jour, on le vit constituer avec MM. Grécoff et Natchovitch, une sorte de triumvirat, exclusif et jaloux, qui, après divers plongeons, surnage encore aujourd'hui. Les trois compères se sentirent bientôt

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les maîtres. Pour ne pas le laisser paraître — un parti ne tient le front haut que lorsqu'il agit au nom de nombreux adhérents, — ils offrirent l'intérieur avec la présidence du conseil à une personnalité honnête, mais assez effacée, M. Bourmoff. C'était un ancien professeur. Il avait fait ses études en Russie. Sa nomination ne pouvait être qu'agréable au cabinet de Pétersbourg dont on aurait ainsi l'appui. M. Stoïloff était déjà trop grand pour condescendre à devenir simple ministre. Métamorphosé en une sorte de maire du palais, de vice-prince, il se fit nommer chef du cabinet politique de Son Altesse. Ce titre lui donnait le droit d'assister aux délibérations du conseil. Quand les conservateurs détenaient le pouvoir, les ministres se réunissaient, en réalité, sous la présidence de M. Stoïloff lequel, assez souvent, les tançait d'importance. Encore étranger aux affaires, Alexandre Ier approuvait tout ce que décidait son conseil des ministres. M. Natchovitch avait eu les finances, M. Grécoff, la justice. Les affaires étrangères furent dévolues à M. Balabanoff, l'instruction publique au docteur Athanasovitch. La guerre ne pouvait appartenir qu'à un officier supérieur russe qui fut le général Parenzoff.

Tel qu'il était composé, le ministre obéissait complètement à l'impulsion du triumvirat dont nous avons parlé. Le *conservatisme*, mis en minorité à Tirnovo, dominait dans le gouvernement. Aussi, des symptômes d'opposition ne tardèrent pas à se manifester. Les

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ministres crurent ne pouvoir mieux les combattre que par des destitutions de fonctionnaires. Dans presque chacun de leurs employés, les membres du cabinet soupçonnaient un adversaire, un ennemi même. Destituer un agent hostile est une mesure inefficace si cet agent n'est pas remplacé par une personne dévouée. Or, c'étaient précisément les dévouements qui manquaient aux nouveaux ministres. Le pire des partis peut avoir une clientèle si, dans son passage au pouvoir, ses représentants ont eu le temps d'agiter, de se compromettre suffisamment pour être repoussés des autres partis. Leur fidélité au même drapeau devient ainsi une nécessité. Ce *caput-mortuum* de toutes les factions manquait même à MM. Natchovitch, Grécoff et consorts, aussi inconnus qu'ils étaient impopulaires.

Les conservateurs, — puisqu'ils s'étaient affublés de ce vocable,—ne pouvaient donc guère compter d'adhérents en dehors de leur petit état-major. Ceux qu'ils avaient nantis d'emplois voyaient en eux des signes trop certains d'une chute prochaine pour leur donner un concours loyal. Devant cette désaffection universelle, les ministres se laissaient aller à la dérive, attendant les événements, s'en remettant à des décisions ultérieures, au cas où montrer de la vigueur deviendrait nécessaire. Ils avaient le pouvoir en main et entendaient le garder. Après tout, les élections législatives qui, aux termes de la constitution, devaient avoir lieu bientôt, seraient peut-être plus favorables

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

au gouvernement que les organes de l'opposition ne semblaient le laisser prévoir. Le parti au pouvoir a toujours une influence considérable sur les élections, lors même qu'il ne fait pas peser sur elles tout le poids de l'administration. Si, parmi les députés élus, il y en avait un certain nombre de tièdes, on tâcherait de se les rattacher par la promesse de faveurs gouvernementales. L'on formerait ainsi, les fidèles aidant, une majorité qui, en usant des mêmes procédés, irait toujours en augmentant.

L'inquiétude était donc balancée par d'assez fortes espérances dans le camp ministériel. Courte fut l'illusion. Une écrasante majorité d'opposition sortit des urnes. Sur cent soixante-dix députés environ, ce fut à peine si l'on compta trente conservateurs. Tout le reste appartenait aux libéraux. La Chambre s'ouvrit le 27 octobre 1879. Le discours princier fut une de ces harangues paternelles, au moyen desquelles un gouvernement aux abois essaye d'amener à résipiscence une majorité égarée. Les libéraux n'eurent cure de cette éloquence. Dès le lendemain, ils émettaient un vote de méfiance contre le ministère. Quelques séances se passèrent dans des discussions confuses. Le 3 novembre, la Chambre était dissoute après avoir siégé six jours seulement. Dans l'oukaze qui mettait fin aux travaux de l'assemblée, il était dit qu'elle n'offrait ni les garanties suffisantes pour assurer la marche

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

régulière de l'Etat, ni un espoir quelconque d'appui ultérieur.

On le voit, la délibération n'avait pas été longue dans l'entourage du prince. Plus âgé, mieux au courant des choses gouvernementales, il aurait voulu savoir où tendait cette chambre qui, pour première décision, renversait un ministère. Peut-être qu'après avoir satisfait ses rancunes, elle se montrerait capable de gouverner. S'il en avait été autrement, si ces hommes nouveaux n'avaient produit qu'une anarchie sans nom, alors, mais seulement alors, le prince aurait eu recours à la mesure légale que la constitution mettait à sa disposition. L'opinion du pays et celle de l'Europe se fussent mises de son côté et, très certainement, il eut obtenu une majorité tout autre dans les futures élections. Et en faveur de qui le prince dissolvait-il la chambre ? D'un ministère qu'il avait composé au hasard, auquel la nation était restée étrangère, puisque la première assemblée législative n'existait pas encore. Strictement, ce n'était qu'un ministère provisoire, transitoire, de bon plaisir même, dont la mission était d'administrer jusqu'à la convocation de la chambre et pas au delà. En le gardant, Alexandre Ier outrepassait déjà ses prérogatives.

Le prince est un pouvoir, sans doute. A bien le considérer pourtant, ce pouvoir est une pure fiction. L'éclat dont les institutions l'entourent est adressé, non à l'homme, mais au représentant de la loi. C'est une

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de ces statues dorées devant lesquelles l'artisan qui l'a produite, s'il est croyant, s'incline une fois qu'elle est bénite. Le croyant, ici, c'est tout le monde, c'est, tout au moins, la majorité de la nation. Quand le prince ne possède plus cette majorité, le pacte est en grand danger d'être rompu. Aussi la logique ne s'accommode-t-elle guère d'un souverain qui ne se soumet pas à la volonté émise par le scrutin, quelle qu'elle soit. Il faut une vertu singulière, une grande hardiesse surtout, pour en appeler au pays mieux informé. Une nation a le droit de se tromper. Ce droit, un monarque ne saurait l'avoir.

La dissolution survenant aussi brusquement montra clairement que le prince faisait cause commune avec la coterie conservatrice. Dans les cercles diplomatiques, on s'étonna que la Russie eût donné si facilement son assentiment à une mesure de cette gravité. Pour le cas présent, comme pour bien d'autres, la vigilance du cabinet de Pétersbourg avait été mise en défaut. Un gouvernement constitutionnel est, par devoir, attentif à tout ce qui rentre dans sa sphère d'action. Il a un livre bleu ou jaune à distribuer à la représentation nationale. Des interpellations sont à prévoir et il faut se mettre en état d'y répondre. Chaque ministre est tenu constamment en haleine. L'esprit de suite peut manquer à un tel gouvernement, surtout s'il s'appuie sur une majorité changeante. Au

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

moins, ne saurait-on guère lui reprocher un défaut de surveillance.

Il en est autrement dans les pays de pouvoir absolu. Certains de ne devoir leur chute qu'à un ordre du maître, les ministres ont, parfois, des éclipses assez prolongées. A plusieurs reprises, le cabinet de Pétersbourg a été surpris par les événements de Bulgarie, en flagrant délit de somnolence. On avait cru faire assez en laissant aller, seul ou à peu près, le prince Alexandre occuper son trône. Il n'en serait que plus disposé, croyait-on, à prendre les avis de son conseil naturel, le consul de Russie. A faire accompagner le prince de mentors allemands, on risquait de provoquer à Sophia la même hostilité que les Bavarois d'Othon à Athènes. Substituer des tuteurs russes plus directs aurait excité l'ombrage des grandes puissances. Pour éviter ces deux inconvénients, on jeta le prince dans un pire qui fut de le livrer sans défense aux premiers intrigants venus. On se contenta, à Pétersbourg, d'envoyer, comme agent diplomatique à Sophia, M. Davidoff, ancien fonctionnaire de la chancellerie, homme intelligent, sur qui l'on croyait pouvoir compter. Mais son expérience fut jouée par l'habileté du trio conservateur qui, en entourant le représentant de la Russie d'attentions exagérées, sut le mettre dans ses intérêts. En prenant l'avis de ce dernier pour la dissolution, le parti semblait faire cause commune avec la Russie. L'intérêt du czar ne pouvait être autre

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

que de se mettre d'accord avec le prince qu'il venait de faire nommer et avec des ministres qui se montraient aussi respectueux envers la puissance libératrice.

M. Davidoff croyait d'autant mieux agir au profit de l'influence russe, que les chefs du parti libéral, enivrés de leur majorité à la chambre, avaient pris des allures de doctrinaires et prétendaient ne puiser leur force qu'en eux-mêmes. Entre les conservateurs qui recherchaient son appui et les libéraux qui étaient simplement polis avec lui, M. Davidoff pensa n'avoir pas à hésiter. Il se fia à un parti, à quelques hommes pour mieux dire, au lieu de réserver pour la nation entière la haute autorité morale dont il disposait.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

V

Quels étaient donc les trois héros qui se lançaient avec tant de hardiesse dans le champ plein de traquenards des expédients gouvernementaux? L'humble point de départ de chacun d'eux montre assez que, lorsque les satisfactions de la vanité et de l'ambition sont en jeu, certains hommes ne voient rien au-dessus d'eux.

M. Natchovitch, la forte tête du trio, était originaire de Sistov. Encore jeune, il se mêla activement à la propagande de l'émancipation des Bulgares, ce qui lui valut les persécutions des autorités ottomanes. Cette conduite était d'un patriote, nous nous plaisons à le reconnaître. En critiquant les capacités politiques de M. Natchovitch, nous ne voulons que relever les erreurs d'un homme qui, mieux mesuré dans ses aspirations, aurait pu rendre des services sérieux à son pays. Obligé de quitter la Bulgarie, M. Natcho-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

vitch se réfugia à Vienne, où il fonda une maison de commission. Les affaires marchèrent mal. Le jeune Bulgare ne possédait aucun des dons qui font le négociant. C'est pourtant à cette occupation si peu profitable que M. Natchovitch doit d'avoir pu gérer, avec un succès relatif, le ministère des finances en Bulgarie. Quand on connaît ses quatre règles, a dit quelqu'un, on est un aigle en matière financière. A défaut de connaissances spéciales, c'est une branche où le bon sens peut beaucoup. Pour qui le dictionnaire d'économie politique serait-il imprimé, si ce n'est pour les apprentis hommes d'État? M. Natchovitch déploya dans ses fonctions une grande puissance de travail. Il arrivait le premier au ministère et en repartait le dernier. Non content de lire attentivement tous les papiers qui lui étaient soumis, il était lui-même un scribe infatigable. Ces facultés d'homme de bureau indiquaient que de ce côté était porté tout l'effort intellectuel du nouveau ministre. L'initiative, le talent de persuader devaient lui faire défaut. M. Natchovitch est un personnage d'ordre inférieur. Précieux au second rang, il s'évanouit au premier. A la Chambre, il a toujours joué un rôle plus qu'effacé. S'il ne manque pas de ressources dans le conseil, il est incapable de rien exécuter de lui-même.

Tout autre se dévoila M. Grécoff. C'est l'homme de la parole, qu'il faut bien se garder de confondre avec l'homme d'action. Cette qualité de parleur, M. Grécoff

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

la doit d'abord à la diserte Roumanie où il est né de parents bulgares, ensuite à la profession d'avocat qu'il a embrassée. Il tient son diplôme de licencié en droit de la faculté d'Aix. La guerre le trouva juge dans un tribunal de première instance en Roumanie. De là à un portefeuille de ministre, même en Bulgarie, le saut est magnifique, comme on voit. Si M. Grécoff parle beaucoup, et quelquefois bien, il est, en revanche, le plus paresseux des avocats. Le portefeuille ministériel, qu'il a conquis et perdu plusieurs fois, n'a pas réussi à le galvaniser. Il réserve toute l'activité qui est en lui pour les séances de la Chambre ou quelques réunions préparatoires. Qu'on ne lui demande rien de plus. Ce n'est pourtant pas un philosophe. Le flot des grandeurs l'a monté avec lui. M. Grécoff est trop suffisant pour plaire à la démocratie.

Sans la guerre, M. Stoïloff eût été heureux de passer sa carrière dans un bureau quelconque de l'administration ottomane. Concédons qu'il y fût devenu bey. Qu'est cette dignité comparativement à l'importance qu'il a acquise dans la Bulgarie nouvelle? Comme Habacuc, il a été saisi et emporté avec une rapidité vertigineuse. Il quitte malaisément l'atmosphère d'encens et de poussière lumineuse à laquelle il s'est habitué. Ce n'est que dans ces derniers temps, quand il était menacé dans ses positions, qu'il a déployé une véritable énergie. Jusqu'alors, il s'était borné à soutenir ses féaux, lorsqu'ils étaient au pou-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

voir, et, s'ils tombaient, à préparer leur retour derrière le rempart inexpugnable de la faveur princière.

Ce n'était pas tout que de tailler, il fallait recoudre. Une fois débarrassés de la Chambre, les meneurs du ministère songèrent à affermir leur position et à préparer les voies en vue de nouvelles élections. Le terrible, pour ces équilibristes de la politique, est ce suffrage populaire qui, en somme, a toujours le dernier mot. Les préfets et sous-préfets de M. Bourmoff avaient laissé nommer des députés hostiles : M. Bourmoff fut sacrifié. Parmi les plus violents de ces députés, s'étaient signalés des instituteurs urbains et ruraux : le docteur Athanasovitch, qui les avait sous ses ordres comme ministre de l'instruction publique, fut invité sans autre forme, à retourner à Bucarest d'où il était venu. Le ministre des affaires étrangères, M. Balabanoff, était un personnage d'un peu plus d'importance que les deux derniers. Il dut néanmoins quitter le ministère. On lui reprochait de ne pas rendre visite à M. Davidoff, le protecteur du parti. D'un caractère assez peu malléable, M. Balabanoff était, en outre, convaincu de manquer de l'alliage nécessaire à une fusion avec MM. Natchovitch, Grécoff et Stoïloff.

Ainsi épuré, le ministère s'adjoignit, pour l'intérieur, M. Iconomoff, qu'on appela exprès de la Roumélie orientale où il jouissait de la réputation d'homme décidé. M. Natchovitch prit l'intérim des affaires étrangères. Il eût de même pris l'intérim de tous les

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ministères, s'il eût osé. L'instruction publique et la présidence du conseil furent offertes à l'évêque de Tirnovo, Clément Branicki. Les pieux Bulgares ne pourraient qu'être favorablement impressionnés en voyant un haut dignitaire de l'Église à la tête du gouvernement. Il n'en fut rien, comme la suite le prouva. Les orthodoxes, qui affichent le respect pour leurs prêtres, ne tolèrent pas que ceux-ci se mêlent des choses de la politique. Le personnage important de la nouvelle combinaison continua à être M. Natchovitch. Avide de pouvoir véritable, il se montrait coulant sur l'apparence. Sa nature un peu cauteleuse ne lui a jamais permis de prendre la première place.

Tout cabinet frais émoulu se doit de publier son programme. Celui-ci n'y manqua pas. A côté de la phraséologie habituelle, on releva, dans le document ministériel, des passages comme ceux-ci : « Le gouvernement s'engage à maintenir saintement la constitution. Les employés seront protégés contre l'arbitraire des supérieurs. Droits, prérogatives du prince, attributs du pouvoir législatif, demeurent sacrés pour le ministère. »

Derrière cette mise en scène, les destitutions furent accélérées. Deux mois après la dissolution de l'assemblée, le prince s'étant rendu à Moscou pour assister au jubilé du vingt-cinquième anniversaire de l'avènement au trône du czar, sonda ce dernier sur des modifications éventuelles à faire subir à la constitution bulgare.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Les changements désirés consistaient dans l'augmentation des prérogatives du prince, la réduction à cinquante du nombre des députés, dont vingt-cinq nommés par l'exécutif et vingt-cinq élus par les plus imposés de la nation. De plus, création d'un sénat de quinze membres, limitation du droit de réunion, introduction de la censure pour la presse. Le prince ajoutait qu'à ce prix seulement il espérait pouvoir gouverner la Bulgarie.

L'empereur, tout d'abord, fit des objections sérieuses à son neveu. Il redoutait pour lui l'inconnu d'une situation nouvelle. Changer la constitution, après lui avoir donné à peine le temps de fonctionner, était imprudent sous plusieurs rapports. Si la même chambre revenait, comme le prince le craignait, pourquoi ne pas essayer d'un rapprochement? Un examen sincère et en commun des situations respectives aurait chance de calmer bien des préventions. Quelques prétentions seraient sacrifiées de part et d'autre et ainsi l'on arriverait à un accommodement qui épargnerait au pays les agitations toujours dangereuses d'un changement radical.

Ces conseils si empreints de sagesse avaient fait impression sur le jeune prince. Mais, au retour, il retomba dans l'enlacement de ses ministres conservateurs. Les lettres qu'il continua à envoyer à Pétersbourg revinrent avec plus d'insistance sur la nécessité d'échapper à l'ordre de choses créé à Tirnovo. Un

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

document, qui fut publié deux ans plus tard, montre qu'Alexandre II avait fini par céder aux instances venues de Sophia. A la date du 10 mai 1880, deux mois après l'apparition du prince à Pétersbourg, M. de Giers adressait à l'agent diplomatique de Russie en Bulgarie, des instructions concernant les éventualités qui se produiraient. L'homme d'État russe insistait d'abord sur la nécessité d'avoir recours aux moyens de conciliation. Il signalait ensuite les écueils que le prince Alexandre pourrait rencontrer s'il passait outre. La position délicate qui serait faite à la Russie, au moment du changement médité, était soigneusement esquissée, afin d'avertir l'agent d'être circonspect. Au résumé, le prince de Bulgarie était laissé à peu près libre d'agir comme il l'entendrait. Cette longue épître eût pu être avantageusement remplacée par ces seuls mots : Laissez dire, laissez faire, tout en ouvrant les yeux. Nous avons parlé déjà des occultations que subit, de temps à autre, la politique russe ; nous n'insisterons pas.

Vers la même époque, un certain Farley, sujet anglais et ancien consul turc à Liverpool, était venu à Sophia à la recherche d'un poste ou d'une occasion de brasser des affaires. Un oukaze, qui ne fut pas publié, le nomma conseiller du ministère de l'intérieur. Le cabinet l'envoya, peu après, en Angleterre où il fit paraître, sous le titre de *New Bulgaria*, une brochure qui mettait en pièce la constitution de la principauté.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Farley ayant demandé à M. Gladstone son opinion, celui-ci lui répondit qu'il ne partageait pas sa manière de voir et qu'il ne conseillerait jamais au prince Alexandre de porter la main sur la loi fondamentale du pays. Ce dernier renseignement ressort de la correspondance que Farley adressa à l'époque, au gouvernement Bulgare.

Le ministère commençait donc déjà à préparer sérieusement les voies à un coup d'Etat; mais en théorie seulement. Malgré toutes les destitutions possibles, les hommes du gouvernement n'étaient pas de taille à diriger ou escamoter, comme on voudra, une opération électorale. Les élections s'approchaient, et tous les symptômes annonçaient qu'elles seraient, à peu de chose près, la reproduction des précédentes. Entre temps, quelques donneurs de conseils, consuls et autres, disaient aux ministres d'agir vigoureusement. M. Grécoff s'y préparait à sa manière en s'occupant activement de son prochain mariage. M. Natchovitch, n'osant mettre à profit les leçons de gouvernement à poigne que lui donnait son ami, le consul de France, M. Schéfer, — un ancien bonapartiste, — se bornait à traiter mélancoliquement de *vaches* ses adversaires politiques. Quant à M. Stoïloff, il planait hors de vue.

Toute action gouvernementale n'était cependant pas absente des élections. Partout le bruit avait été répandu que, si les libéraux triomphaient, ils chasseraient le prince. Un collège électoral effrayé avait

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

protesté à sa manière en élisant Alexandre Ier lui-même. Mais le flot était trop puissant pour pouvoir être endigué. Une majorité, encore plus considérable que la première, se prononça contre le ministère.

Le prince ouvrit, en personne, l'assemblée, le 4 avril. Il avait à peine quitté la salle que les ministres étaient pris violemment à partie. Les tribunes elles-mêmes se déchaînèrent contre eux. On sentait que la machine comprimée faisait explosion. Connaissant le sort qui l'attendait, le ministère avait, dès la veille, remis sa démission collective au prince.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

VI

La chute du ministère conservateur indiquait que, s'il avait envisagé un coup de force, ses préparatifs n'étaient pas encore terminés. Comme il arrive toujours en pareil cas, les libéraux eurent le triomphe implacable. Une dissolution non justifiée ramène infailliblement les mêmes éléments avec la colère en plus. Tout ce qui tenait de près ou de loin aux conservateurs fut expulsé des fonctions publiques. Ces dépossédés constituèrent un noyau de mécontents qui se réunirent autour des ministres tombés et leur donnèrent, pour la première fois, une apparence de parti. Les représailles furent poussées fort loin par la Chambre. Elle alla jusqu'à refuser le titre de citoyens à ceux des conservateurs qui étaient nés hors des limites de la Bulgarie. La mesure visait surtout M. Grécoff, auquel des manières dédaigneuses avaient attiré de nombreux ennemis. Devenu étranger dans

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

le pays, il ne fut même plus autorisé à exercer sa profession d'avocat devant les tribunaux.

Cette guerre mesquine et impolitique eut pour premier résultat d'éloigner encore davantage le prince des libéraux qui, d'ailleurs, ne firent que peu d'efforts pour se le concilier. Malgré des témoignages extérieurs de respect, ils lui gardaient rancune de la dissolution de la Chambre. Une campagne malheureuse avait modifié les dispositions des Bulgares à l'égard de leur prince. Des affiches injurieuses où son nom était prononcé avaient été trouvées et arrachées par la police. La nation, en masse, n'était pas solidaire de cette désaffection. Mais c'était déjà trop que de s'être aliéné la Bulgarie pensante et agissante.

Le ministère libéral avait été constitué sous la présidence de M. D. Zankoff qui prit les affaires étrangères. A part M. Karavéloff qui hérita des finances, les autres personnalités du ministère étaient assez effacées. Après son refus d'entrer dans une combinaison ministérielle avec M. Grécoff, M. D. Zankoff avait accepté des conservateurs qui voulaient l'éloigner du pays, le poste d'agent de Bulgarie à Constantinople. L'homme n'est qu'une argile pétrie par les circonstances. M. D. Zankoff a toujours été ce qu'on appelle un modéré. Son nom était populaire en Bulgarie. Son flair d'homme politique lui conseilla de rester prudemment à Constantinople jusqu'à ce que les événements se fussent dessinés à Sophia. Les sec-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

taires seuls prétendent conduire un peuple à leur guise. M. D. Zankoff était et est encore opportuniste, bien que le mot n'ait pas encore été appliqué en Bulgarie.

Élu à la première assemblée, M. D. Zankoff resta à son poste. Bien lui en avait pris. Les électeurs l'ayant choisi de nouveau après la dissolution, M. D. Zankoff n'hésita plus, cette fois, à se rendre à leur appel. Les libéraux l'emportaient définitivement. M. D. Zankoff était considéré comme un des chefs du parti. Il ne pouvait se dérober davantage sans être taxé d'avoir passé aux conservateurs.

On ne peut dénier à M. D. Zankoff l'une des premières places parmi les Bulgares de la génération actuelle. Il a le privilège de jouir de la haine particulière des conservateurs. C'est déjà un hommage. Ses ennemis le qualifient d'orateur médiocre, de ministre insuffisant, d'administrateur peu capable. Ils ne peuvent lui pardonner une action directe sur les masses. M. Zankoff est un homme simple et sympathique. Les habitudes de la vie orientale l'ont peut-être rendu un peu flottant dans sa manière de parler et d'agir ; mais là-bas, c'est une nécessité. M. D. Zankoff n'entend pas régenter les Bulgares. Il n'a que l'ambition de vouloir se mettre d'accord avec eux.

Certes, ce sont là des qualités sérieuses qui seront toujours mieux appréciées que des talents qui ne se laissent contempler que de loin. M. Natchovitch est

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

un homme de bureau, M. Grécoff, un homme de prétoire, M. Stoïloff, un homme d'antichambre. Ce n'est pas ainsi que l'on se fait connaître d'une nation. Les facultés privées ne suffisent pas. Il faut donner sa mesure comme homme public.

M. D. Zankoff devait surtout à son âge et à son ancienne popularité d'avoir été porté à la présidence du Conseil. Éloigné pendant les élections, il ne s'était pas trouvé en contact avec le corps électoral. Le vrai triomphateur était M. Karavéloff, qui avait lutté par la plume et par la parole. M. Karavéloff est le frère d'un poète bulgare qui mourut vers la fin de la guerre turco-russe. Son nom est donc fort avantageusement connu des Bulgares. C'est un homme moins politique que théorique, peut-être même un peu infecté d'intransigeance. Platon l'eût banni de sa république. M. Karavéloff n'en a pas moins une influence considérable en Bulgarie, tout aussi bien que son ami M. Slavéikoff. Tous les deux comptent parmi les chefs des libéraux et, comme tels, méritent de fixer l'attention.

Quelque curiosité était attachée à la nature des relations que le prince aurait avec ses nouveaux ministres. Après la dissolution, la campagne ultra-conservatrice qui avait suivi, les bruits de coup d'Etat qui avaient circulé, comment Alexandre Ier recevrait-il, à titre de conseillers, des hommes qu'il avait repoussés si délibérément et auxquels ses précédents

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ministres avaient attribué des tendances antidynastiques? En apparence, tout se passa convenablement. Les nouveaux ministres venaient, assez rarement toutefois, délibérer sous la présidence du prince lequel les recevait toujours avec beaucoup de cordialité. M. Stoïloff, lui-même, semblait au mieux avec eux. Un Occidental qui aurait vu ce tableau, en aurait conclu que le prince était tout à fait rallié aux libéraux et qu'il leur accordait la même confiance que naguère il témoignait aux conservateurs.

Il n'en était rien cependant. Si le souverain était sincère, le parti tombé était loin de se résigner. M. Stoïloff, qui en était toujours membre actif, veillait auprès du prince pour lui signaler les fautes des nouveaux ministres. La Chambre, de son côté, gardait la même attitude intransigeante contre ceux qui l'avaient dissoute une première fois. Dès qu'un député conservateur prenait la parole, sa voix était aussitôt couverte par une majorité furieuse. Un membre de la minorité fut même l'objet de voies de fait, de la part de ses adversaires, à la sortie de la Chambre. Le correspondant du *Times* n'eût pas reconnu son assemblée de Tirnovo.

Le ministère se faisait l'exécuteur fidèle des dispositions de la Chambre. La presque totalité des fonctionnaires de l'ordre administratif ou judiciaire, qui devaient leur nomination aux conservateurs, furent congédiés. Née de la veille, la Bulgarie était déjà

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

déchirée par l'animosité de parti qui accompagne les haines séculaires. Des singularités, qui n'ont leur analogie nulle part, se présentèrent souvent. Le prince se mit à refuser de signer certaines destitutions. Le fait eut lieu une première fois avec M. Karavéloff. Il se répéta pour ses collègues et pour lui-même. Ailleurs, des ministres ainsi traités par l'exécutif auraient aussitôt remis leur démission. A Sophia, ils se le tenaient pour dit et laissaient désormais en paix les fonctionnaires que protégeait l'égide princière.

Le prince, comme on le pense bien, ne connaissait pas personnellement ceux en faveur desquels il intervenait. Sa conduite était inspirée par MM. Stoïloff, Natchovitch et Grécoff. Du jour où il les a pris comme ministres, il est resté complètement sous leur influence, qu'ils aient occupé le pouvoir ou non. A côté du ministère officiel, a toujours fonctionné le ministère occulte de ces trois personnes. Leur action est visible dans tous les événements qui se sont passés depuis. Rongés de la nostalgie du pouvoir, ils n'ont jamais songé à se relever au moyen des suffrages du pays. C'eût été une campagne trop laborieuse et surtout de trop longue haleine. Le prince, seul, pouvait leur rendre ces bienheureux portefeuilles qui n'avaient cessé de danser devant leurs yeux. La propagande par la presse ne leur réussissait point. M. Natchovitch, le plus actif des trois, employait en vain ses jours et ses nuits à remplir les colonnes du *Bulgarski Glas*, l'or-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

gane du parti. Jamais le journal n'a fait ses frais. Il était lu par curiosité, par l'attrait que le public a toujours pour les feuilles d'opposition. Sa polémique laissait le public parfaitement calme. Avec ce système seul, une génération eût été nécessaire pour changer les dispositions des électeurs.

Cependant le temps s'écoulait. La session de la Chambre avait pris fin. Rien ne faisait prévoir aux conservateurs que leur tour reviendrait de sitôt. Un de leurs appuis, M. Davidoff, le consul de Russie, avait fait place à un autre consul, M. de Coumany. Le Cabinet de Pétersbourg avait pensé avec raison qu'un agent qui avait passé pour l'inspirateur des conservateurs, serait mal vu d'un cabinet libéral.

La position de la Russie est très difficile en Bulgarie. Elle ne peut se désintéresser, à l'égal des autres puissances, de la politique courante. C'est comme une bonne mère qui est obligée de subir les caprices et les entêtements d'un enfant gâté. Les journaux russes sont remplis de correspondances de Bulgarie qui montrent, tour à tour, conservateurs et libéraux trahissant la Russie et menant le pays à sa perte. Aussi, l'opinion est-elle très divisée en Russie au sujet de la principauté des Balkans.

En principe, le représentant du czar à Sophia est obligé d'appuyer le prince, par conséquent le parti conservateur, ce qui lui attire la haine des libéraux. S'il penche vers ces derniers, il a aussitôt contre lui

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tout le palais. Ce ne sont plus seulement les conservateurs qui l'attaquent, c'est le prince lui-même, en personne, qui demande son rappel à Pétersbourg. Une sourde irritation avait commencé en haut lieu quand on avait vu M. de Coumany nouer des relations cordiales avec le ministère libéral. Une circonstance particulière augmenta encore cette hostilité. M. de Coumany avait recommandé ouvertement l'entrepreneur russe Poliakoff qui se présentait pour construire les chemins de fer bulgares, quand le parti de la cour, les conservateurs, en un mot, accordaient toute leur protection à un Bulgare du nom de Hagiénoff, qui poursuivait le même but.

Souvent les plus grands événements en politique ont des dessous vulgaires. Cette question des chemins de fer a été la principale pomme de discorde qui a divisé conservateurs et libéraux, prince et agents russes. Quand les conservateurs étaient au pouvoir, Hagiénoff et ses compères se croyaient certains de la concession tant convoitée. Si les représentants de la Russie, ministres ou agents diplomatiques, reprenaient de l'influence, on voyait aussitôt les brasseurs d'affaires russes reparaître sur la scène. Il s'agissait bien de doter la Bulgarie de voies de communication pour développer sa richesse! Le but, des deux côtés, était de profiter de l'occasion pour se remplir les poches. Cette triste compétition, qui n'était un secret pour personne, a beaucoup contribué à éloigner l'opinion

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

du pays de l'idée de construire des chemins de fer. Il est regrettable que la personne du prince n'ait pas été laissée à l'écart de ces tripotages. A plusieurs reprises, M. Stoïloff et ses amis ne craignirent pas de le faire intervenir en faveur de Hagiénoff. Celui-ci étant Bulgare, le prince croyait sincèrement servir l'intérêt national.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

VII

Malgré cette mise en jeu d'intérêts opposés, le calme continuait en Bulgarie. La plus parfaite harmonie semblait régner entre le prince et le cabinet présidé par M. D. Zankoff. Celui-ci, ayant eu occasion de parler au souverain des intentions que lui prêtaient certains journaux de changer divers points de la constitution, en reçut l'assurance qu'il n'avait jamais eu cette pensée. Heureux de cette déclaration, M. D. Zankoff répliqua en disant que le ministère et la chambre désiraient rester constamment en communion d'idées avec le souverain; que si Son Altesse trouvait que quelques articles de la constitution pussent être modifiés d'une façon avantageuse, le ministère était prêt à lui offrir un concours qui serait certainement ratifié par la représentation nationale. Le prince répéta que la constitution devait rester au-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dessus des fluctuations de la politique et qu'il entendait être le premier à la respecter.

Nous n'avons pas rappelé ces entretiens du prince et de M. D. Zankoff pour le vain plaisir de mettre le premier en contradiction avec les ouvertures qu'il avait faites précédemment au czar. En politique, le langage n'a pas toujours un sens aussi absolu que dans les relations de la vie privée. La forme dubitative ou conditionnelle est fréquemment employée par les chancelleries, de même que les distinctions entre le subjectif et l'objectif. Il est donc fort possible que les conversations du prince Alexandre avec le czar ou même avec M. Zankoff aient eu lieu en termes génériques, et que le principal intéressé n'ait parlé de modifications constitutionnelles, que subjectivement, pour nous servir de l'expression consacrée.

Au reste, étant donnée la position particulière que le prince avait prise, il ne pouvait tenir un autre langage à M. D. Zankoff. C'était moins la constitution que les libéraux, qui gênait Alexandre Ier ou plutôt ses inspirateurs. Si ceux-ci avaient pu imaginer une combinaison qui les ramenât au pouvoir sans toucher au pacte juré à Tirnovo, ils l'auraient saisie avec empressement. Remanier ce pacte, même dans le sens le plus restrictif, n'aurait pas abouti au résultat désiré si l'opération était faite de concert avec les libéraux. Il ne fut donc jamais question, dans l'entourage du prince, du rapprochement si vivement recommandé à Péters-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

bourg. Tenté sérieusement, ce rapprochement avait des chances de s'accomplir, tout porte à le croire.

Nous devons dire, à la décharge du prince, que les encouragements ne lui manquaient pas dans la voie où il était déjà entré. Les quelques Allemands qu'il avait amenés avec lui pour l'administration du palais, ne pouvaient approuver que la Chambre circonscrivît étroitement le souverain dans le cercle de prérogatives dont ils étaient les premiers à bénéficier. En outre, la plupart des agents diplomatiques penchaient vers les conservateurs. Quand ceux-ci étaient au pouvoir, ils ménageaient beaucoup les représentants des puissances. Ils cherchaient là un appui pour remplacer celui du pays qui leur manquait. Maîtres du pouvoir à leur tour, les ministres libéraux eurent envers les consuls une conduite peu habile. Aux réclamations de ces derniers, ils opposaient volontiers des réponses dilatoires, une simple force d'inertie, parfois même une attitude cassante. L'on n'allait pas bombarder Varna, par exemple, pour des affaires internationales comme le paiement de l'annuité du railway Roustchouk-Varna ou le raccordement des chemins de fer occidentaux et orientaux, deux questions dont l'Angleterre et l'Autriche poursuivaient la solution auprès du cabinet de Sophia. Les aspirations des Bulgares avaient triomphé sur le terrain politique comme sur le terrain religieux. Pourquoi s'arrêteraient-ils maintenant devant les prescriptions du traité de Berlin ? A dire vrai, les ministres conser-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

vateurs n'ont guère été plus prodigues de concessions envers les agents diplomatiques étrangers. Au moins y ont-ils mis des formes.

Seul ou presque seul, M. D. Zankoff s'efforçait de maintenir un certain accord entre le palais et le ministère, entre le ministère et le corps diplomatique. Tâche difficile où le premier ministre, ne pouvant compter sur personne, devait finir par succomber. C'était lui, surtout, que visaient les conservateurs. Ils pensaient que M. D. Zankoff une fois tombé, les ministres libéraux commettraient des imprudences majeures qui entraîneraient leur perte. Bientôt se présenta une occasion que les conseillers secrets du prince ne négligèrent pas d'exploiter en vue de leurs desseins.

La Bulgarie avait été invitée, comme État riverain, à se faire représenter à la commission du Danube séant à Galatz. Avant la réunion de cette commission, l'Autriche avait fait rédiger son fameux avant-projet qui lui donnait, outre le titre de membre, la présidence de la commission avec voix prépondérante. On sait que cet avant-projet fit place plus tard à la contre-proposition Barrère. Pour s'assurer la majorité dans la commission, l'Autriche fit sonder, au préalable, les gouvernements des Etats riverains en y employant tous les moyens d'influence dont elle disposait. Elle avait à cette époque, comme agent à Sophia, le comte de Khevenhüller, homme hautain, qui, sentant derrière lui l'Autriche et l'Allemagne, prenait volontiers le ton

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

comminatoire dans ses relations avec l'autorité locale. Au reçu des instructions de son cabinet, le comte de Khevenhüller s'adressa à M. D. Zankoff qui, pris de court, lui répondit que la Bulgarie n'avait pas à s'opposer à ce que la présidence de la commission danubienne fût confiée à l'Autriche. Des instructions conformes furent envoyées par M. D. Zankoff, — il l'a du moins affirmé plus tard,— à M. Kyriak Zankoff, agent de Bulgarie à Bucarest et délégué à la commission de Galatz.

Une quinzaine de jours plus tard, la commission se réunissait à son siège habituel. Le représentant de l'Autriche était en possession des différentes réponses qu'avaient faites les gouvernements intéressés à la communication de l'avant-projet. Aussi ne fut-il pas médiocrement surpris de voir le délégué bulgare voter contre. Informé incontinent, le gouvernement autrichien télégraphia au comte de Khevenhüller pour qu'il protestât contre ce qu'il considérait comme un manque de parole. Celui-ci se rendit d'abord chez le prince et lui raconta l'incident avec tout le feu qu'y devait mettre le réprésentant d'une grande puissance insultée. M. Zankoff ayant été mandé au palais, maintint énergiquement n'avoir pas donné au délégué bulgare d'autre ligne de conduite que celle dont il avait parlé à l'agent diplomatique d'Autriche-Hongrie. Invité à s'expliquer, le délégué, M. Kyriak Zankoff, informa le ministère que sa conscience de bulgare patriote ne

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

lui avait pas permis d'agir autrement. Selon lui, les intérêts de la Bulgarie étaient identiques à ceux de Serbie, de Roumanie, petits États qui devaient se serrer pour pouvoir résister à la politique absorbante de leur puissante voisine.

Infliger un blâme à de telles raisons, c'eût été faire passer la Bulgarie dans le camp autrichien, et la Russie ne l'eût pas permis. Mais il fallait une victime au courroux austro-hongrois, et le prince ne pouvait tolérer qu'un ministre bulgare — libéral, il est vrai, et c'était sa condamnation, — osât se jouer d'un grand seigneur autrichien.

Avec un peu de bonne volonté, une rupture pouvait être évitée. Le ministère occulte ne le permit pas. Une note rédigée par M. Stoïloff et que l'on fit signer au prince, se plaignait au conseil des ministres de la conduite de M. Zankoff à l'occasion de la circonstance précitée et priait d'informer son Altesse de ce qui aurait été décidé. Mis ainsi en suspicion, M. Zankoff donna aussitôt sa démission; mais invité par ses collègues à rester dans le cabinet, il accepta l'intérieur, pendant que la présidence passait à M. Karavéloff.

Les conservateurs ne se tinrent pas pour satisfaits de ce dénouement. M. Zankoff dans le ministère, c'était peut-être l'éclat désiré par eux reculé indéfiniment. Peu de temps après, M. Karavéloff recevait la lettre princière suivante que nous reproduisons dans son entier, car elle est caractéristique.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« Mon cher Ministre,

« Plus de quinze jours se sont écoulés depuis que j'ai signalé à l'attention du conseil des ministres l'attitude équivoque de M. D. Zankoff dans l'affaire de la commission du Danube. Les déclarations de M. D. Zankoff, d'un côté, de l'autre celles de M. Beldiman, déclarations provoquées par le comte de Khevenhüller et données en présence des agents de Russie et d'Allemagne, ne laissent aucun doute à cet égard. Le cas présent n'est malheureusement pas le seul de cette catégorie. Je ne veux vous rappeler que l'incident Walter.

« Pour garder la dignité du gouvernement bulgare, j'ai tenu et je tiens à l'éloignement de M. D. Zankoff du ministère. J'espère que M. D. Zankoff, après ces regrettables incidents, jugera lui-même convenable de donner sa démission. Je comptais aussi que vous agiriez auprès de lui dans ce sens. Il s'agit, je vous le répète, de maintenir l'honneur et la réputation de la Bulgarie. Mon but n'ayant pas été atteint et l'assemblée devant se séparer demain, je me vois obligé de demander que M. D. Zankoff résigne le portefeuille de l'intérieur et vous prie de me présenter son successeur avant la clôture de la session. »

« Alexandre. »

Le lendemain, la volonté du prince était obéie.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

M. Slavéikoff, président de la chambre, prenait la place de M. D. Zankoff lequel, comme fiche de consolation, recevait la présidence de la commission agraire. Dans le coup qui l'atteignait, l'ancien président du conseil payait jusqu'à la querelle qui l'avait mis aux prises à Tirnovo avec M. Grécoff. L'empressement qu'avait mis ce ministère si décrié des libéraux à se soumettre aux injonctions princières, montre tout au moins qu'il n'était pas aussi rétif qu'on a bien voulu le dépeindre.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

VIII

Les faits invoqués par le prince contre M. D. Zankoff n'auront pas manqué de frapper le lecteur. Pour confondre son ministre, le souverain en appelait aux témoignages de deux agents diplomatiques et même d'un simple employé de consulat, M. Beldiman. C'était l'influence étrangère, pis encore, les conversations de la rue introduites directement dans les affaires du pays. De cet événement se dégageait, en outre, quelque chose de plus grave que l'action d'un prince régnant congédiant son ministre, c'était un jeune homme de vingt-trois ans traitant de haut un homme de cinquante-six, lequel n'avait été coupable, après tout, que de prendre trop à cœur les intérêts dont il avait charge.

Malgré tout le respect dont sont entourées les têtes couronnées, le public, aujourd'hui, les contemple face à face et n'est pas porté à l'indulgence en les jugeant.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Nous voudrions cependant dégager la personne du prince de toute impression fâcheuse. Ceux qui l'approchent, qui lui parlent, sont unanimes à témoigner de son affabilité, de l'accent de sincérité qui accompagne ses paroles, de la bonne foi qui préside à ses décisions, de la sympathie qu'inspire sa personne. Ils ajoutent enfin qu'on ne saurait lui refuser une bonne et saine intelligence. Comment s'expliquer dès lors la contradiction qui existe entre ces prémisses et nombre de faits ?

Un esprit supérieur seul, aidé d'une étude soutenue des hommes, aurait pu parvenir à discerner le vrai du faux, l'homme désintéressé — s'il s'en est trouvé — de l'ambitieux avide, au milieu de cette tourbe qui s'agita aussitôt autour du prince de Bulgarie. Son âge, l'éducation reçue, le livraient d'avance, pieds et poings liés, aux habiles. La place qui venait de lui être décernée était une cible offerte à toutes les cupidités du dehors comme à celles du dedans. A peine installé, il était sollicité d'épouser des rancunes, de s'allier à des vengeances. Elevé dans le respect du monde officiel, il lui répugnait d'attribuer des motifs détournés aux démarches de certains agents diplomatiques.

Le prince Alexandre devait à des raisons d'égoïsme politique d'avoir été jeté sur son trône, sans guide, presque adolescent, seul, comme le matelot Selkirk dans son île. — Jeunesse du souverain, source des grandes fortunes — a dit La Bruyère. Ces paroles

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

avaient comme servi de mot d'ordre aux plus âpres convoitises. Les premiers arrivés, — les conservateurs, — occupèrent la place et y firent bonne garde pour en fermer désormais l'accès aux autres. Alexandre Ier a toujours trouvé en eux des courtisans adroits à envelopper leurs conseils dans des formules spécieuses de pur dévouement à sa personne. Ses fantaisies même — qui n'en aurait pas eu à sa place et à son âge ? — ses fantaisies étaient sûres d'avance de l'entière approbation de ses complaisants. Il se trouvait piètrement logé dans le conaq laissé par les Turcs. Vite, M. Stoïloff et les siens s'empressèrent d'appuyer le désir princier de bâtir un superbe palais. Après réflexion, on se décida à agrandir, à transformer le conaq, ce qui coûta finalement plus cher qu'une construction toute neuve. On se lança ainsi dans de grandes dépenses que le Bulgare économe vit d'un œil mécontent. A la Chambre, les députés accordèrent avec mauvaise grâce les crédits demandés. Le prince s'en offensa. Les conservateurs firent chorus avec lui. Cette difficulté d'obtenir de la Chambre l'argent nécessaire pour la reconstruction du palais, est pourtant une des causes principales du coup d'Etat. Un souverain, — ceci est une règle élémentaire, — doit scrupuleusement se garder de blesser les susceptibilités de son peuple. Il évitera surtout les comparaisons fâcheuses. Aujourd'hui encore, les rois de Roumanie et de Serbie sont beaucoup plus mal logés que le prince de Bulgarie. Qu'on donne du prestige au

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

souverain qui aspire à réunir un jour tous les Bulgares sous son sceptre, d'accord; mais la nation n'aura-t-elle pas une force d'expansion infiniment plus grande, alors que ses revenus seront intelligemment appliqués à favoriser le progrès sous toutes ses formes ?

Quand la Chambre termina sa deuxième session, les relations n'étaient pas précisément tendues entre elle et Alexandre Ier. Certains froissements même n'auraient pas eu lieu sans l'influence délétère des conservateurs sur l'esprit aveuglé du jeune prince. Le prurit du pouvoir tourmentait ceux-ci à l'extrême. Deux sessions s'étaient passées. La troisième, c'est-à-dire la dernière de la législature, s'écoulerait de même et tout faisait prévoir que les élections nouvelles seraient encore plus fatales aux conservateurs que les premières. Il fallait brusquer les choses. Plus que jamais, le prince fut étroitement circonvenu, on verra avec quel succès.

En mars 1881, l'assassinat d'Alexandre II amena le prince de Bulgarie à Pétersbourg. Les cérémonies funèbres terminées, le prince Alexandre eut plusieurs entretiens avec le nouveau czar. Ce fut la constitution de Tirnovo qui en fit principalement les frais. Il était impossible au prince de la maintenir plus longtemps. Son autorité légitime était, disait-il, méconnue, et le pays en état d'anarchie. Il sollicitait donc la permission et l'appui de la Russie en vue du changement projeté. Sa parole fut éloquente, persuasive. Alexandre III se trouvait lui-même en face de terribles diffi-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

cultés intérieures. Comment n'aurait-il pas été touché de celles que lui dépeignait son jeune parent? Le défunt empereur, d'ailleurs, n'avait-il pas déjà accordé, au prince de Bulgarie, à peu près ce qu'il revenait solliciter? M. de Giers consulté, paraphrasa la lettre qu'il avait écrite l'année d'auparavant à l'agent russe à Sophia. Le blanc-seing demandé fut délivré et le prince revint en Bulgarie plus allègre que soucieux.

La bonne nouvelle se propagea comme une traînée de poudre parmi les conservateurs. Tout ce que le pays comptait d'ambitieux déçus, de décavés politiques se réunissait dans un local, au su et au vu de la police, pour préparer les voies à l'opération méditée. Le gouvernement libéral avait connaissance de toutes ces menées; mais il les traitait de pures fanfaronnades. Il avait pour lui le pays. Le prince avait affirmé ne pas vouloir franchir les bornes d'une stricte légalité. Quel danger était donc à craindre?

Hagiénoff, cet entrepreneur dont nous avons déjà parlé, était l'âme du mouvement. C'était lui qui, de ses deniers, soutenait le *Bulgarski Glas*, l'organe du parti, qui pourvoyait à toutes les dépenses préliminaires. Avant la guerre, Hagiénoff avait été mêlé, en Roumanie, à des affaires plus ou moins louches. Quand les hostilités éclatèrent, il se jeta dans les fournitures aux armées russes. La paix signée, il se souvint qu'il était Bulgare. Un nouveau règne commençait sur la rive droite du Danube, et il se disait

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

que l'occasion serait bonne pour y faire des affaires profitables. A peine débarqué, le prince Alexandre trouva partout Hagiénoff sur ses pas, à Varna, à Roustchouk, à Bucarest, — où il alla rendre visite au prince Charles, — à Sophia enfin.

Pendant ces trajets divers, Hagiénoff avait eu occasion de se rapprocher de M. Stoïloff, déjà tout-puissant. Le jeune secrétaire était trop parfait courtisan pour ne pas aimer à être courtisé lui-même. D'un bond, Hagiénoff s'élança sur lui et ne le quitta plus. Qui saura jamais tous les miroitements dont se servit Hagiénoff pour éblouir le favori du prince? Son instinct lui avait dit que là était la source des grâces, le Pactole après lequel il courait. Il n'attendit pas longtemps. La transformation du conaq en un palais somptueux ayant été décidée, Hagiénoff l'obtint de la main à la main, sans licitation, avec des prix énormes, de quoi faire une fortune. De sa vie il n'avait touché une pierre, remué une pelletée de terre. A quoi bon? Il en serait quitte pour prendre un conducteur des travaux.

Les libéraux ayant ensuite triomphé, Hagiénoff se repentit un instant de s'être trop engagé avec les conservateurs. On le vit coqueter avec les chefs de la majorité, essayer de se rapprocher des nouveaux ministres. Il y renonça bientôt. Les affaires, comme il les entendait, étaient impossibles avec une Chambre soupçonneuse et fureteuse. Du côté du palais seule-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ment, c'est-à-dire des conservateurs, il pouvait avoir de l'espoir. Le moment venu, Hagiénoff devint le grand entrepreneur du coup d'Etat.

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

IX

Le 27 mai 1881, au matin, la proclamation suivante fut affichée sur les murs de la capitale et, successivement dans tout le pays.

« Bulgares !

« Il y a déjà deux ans qu'il a plu à Dieu, par l'élection unanime du peuple, de me confier les destinées de la Bulgarie.

« Suivant les conseils et les vœux de notre libérateur, mon oncle, l'empereur Alexandre II, mais non sans hésitation et sans de mûres réflexions, je me suis décidé à me soumettre aux décrets de la Providence divine et à consacrer ma vie à guider la Bulgarie dans la voie de la civilisation et du progrès (1).

(1) Nous donnons le texte français ; le texte bulgare dit ceci : « *A mener la Bulgarie à l'accomplissement de la mission qui lui a été désignée par l'histoire.* » Il fallait flatter la fibre patriotique.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« J'ai donc accepté le gouvernement de la principauté et j'ai travaillé à cette œuvre avec l'entière droiture de mon caractère. Dans l'espace de deux années, j'ai permis que l'on fît tous les essais possibles pour l'organisation et le développement régulier de la principauté ; mais tous ces essais ont déçu mes espérances. Aujourd'hui, plus que jamais, notre patrie discréditée à l'extérieur se trouve dans la plus grande désorganisation intérieure. Cet état de choses a ébranlé chez le peuple la foi dans la justice et l'équité et lui inspire des craintes pour son avenir.

« Bulgares ! j'ai prêté serment à la constitution. J'ai gardé mon serment et je le garderai jusqu'à la fin. Mais ce serment, en exigeant que « je maintienne religieusement et inviolablement la constitution et les lois de la principauté », m'oblige, en outre, d'avoir en vue, dans tous mes actes, « la prospérité et le bien du pays ».

« C'est donc pour la prospérité et le bien de la Bulgarie, que je considère comme un devoir sacré de déclarer solennellement à mon peuple que l'état actuel des affaires dans la principauté me rend impossible l'exécution de ma mission.

« Me basant sur les droits que me donne la constitution, j'ai décidé de convoquer, dans le plus bref délai, la grande Assemblée nationale, l'organe suprême de la volonté du pays, et de lui remettre, avec la couronne, les destinées du peuple bulgare.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« Pour garantir la tranquillité matérielle, pour donner le temps nécessaire à la population de pouvoir, sans entraves, comprendre et apprécier la décision qu'elle prendra et pour assurer liberté entière et impartialité dans les élections, j'ai chargé mon ministre de la guerre, le général Ehrnrooth, de composer un nouveau cabinet. Ce ministère n'aura qu'un caractère provisoire et gouvernera jusqu'à ce que la grande Assemblée nationale se soit prononcée.

« Si la grande Assemblée nationale ratifie les conditions que je considère comme indispensables au gouvernement du pays, conditions qui seront indiquées par moi et dont l'absence est le défaut fondamental de notre état actuel, dans ce cas seulement, je peux continuer à garder la couronne bulgare et porter ma lourde responsabilité devant Dieu et la postérité. Dans le cas contraire, je suis résolu à quitter le trône princier, à regret, mais avec la conscience que, jusqu'à la fin, j'aurai rempli mon devoir. »

« ALEXANDRE. »

Nous aurions trop beau jeu à analyser ce document que l'on donnait comme le fruit des sages méditations d'un prince de moins de vingt-quatre ans. On n'avait pas rougi de lui faire dire qu'il garderait son serment jusqu'à la fin, et cela au moment précis où il le violait. Suivait, comme corollaire, une distinction subtile entre deux membres d'une même phrase de

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

la constitution de Tirnovo : « Mais ce serment (le serment prêté par le prince), en exigeant que « je maintienne religieusement et inviolablement la constitution et les lois de la principauté », m'oblige, en outre, d'avoir en vue, dans tous mes actes, « la prospérité et le bien du pays. »

Les auteurs de la proclamation partaient de là pour faire déclarer au prince que c'était précisément « la prospérité et le bien du pays » qui l'empêchaient de respecter plus longtemps la constitution, qui le déliaient, en quelque sorte, de son engagement solennel.

Subterfuges indignes, sentant leur byzantinisme et où se reconnaît tout le caractère des fauteurs du coup d'Etat. Ils voulaient ne pas paraître sortir de la légalité, ou mieux, selon le modèle du genre, ils disaient ne sortir de la légalité que pour rentrer dans le droit. De leur acte de violence, ne pouvait résulter qu'une situation fausse que tous leurs efforts devaient tendre à présenter comme parfaitement justifiée.

L'âme de la décision prise était M. Natchovitch, M. Stoïloff le secondait; mais, à la rigueur, il se serait accommodé des libéraux si ceux-ci ne l'avaient pas menacé dans son fromage de Hollande. Hagiénoff aussi était là qui, pressé d'amasser, poussait à l'action. M. Grécoff se bornait à emboîter le pas, non par scrupule, mais par apathie naturelle. Quand les

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

autres agissaient, il parlait. Au résumé, il faisait sa partie dans le jeu commun.

On chercherait en vain un atome de patriotisme dans le groupe. M. Natchovitch, le plus désintéressé en apparence, ne pouvait plus se résoudre à redevenir un simple particulier; après avoir tâté du pouvoir. Les exemples ne manquent pas de ministres tombés qui sont morts de leur disgrâce. M. Natchovitch est un de ceux-là. L'ambition peut devenir une sorte de vertu quand elle a le bien public pour excuse, surtout si une véritable et saine popularité la soutient. Ce n'était pas là le cas pour M. Natchovitch. Le peu qu'il a fait en faveur du pays chaque fois qu'il a eu un portefeuille en main, a été annihilé par les faveurs dont il a comblé ses amis, par l'exclusivisme jaloux qui a signalé tous ses actes. Incapable de se rendre populaire, il a toujours rêvé d'un poste élevé et inamovible d'où il aurait pu gouverner et régenter à son aise. M. Stoïloff tenait, avant tout, à sa vice-principauté. Les relations intimes de M. Grécoff avec Hagiénoff achevaient d'expliquer l'entente commune. Ce n'était un secret pour personne à Sophia que la bourse de Hagiénoff était ouverte à ses trois amis qui ne craignaient pas d'y puiser. A plusieurs reprises, des remords de conscience ont paru tourmenter M. Natchovitch à l'égard de Hagiénoff. La pression de MM. Stoïloff et Grécoff, la crainte de rester isolé, ont fini par avoir raison de ses objections.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Il nous en coûte de dévoiler ces turpitudes. Le souci de la vérité nous y oblige. La genèse du coup d'Etat n'est pas autre. On verra que les conséquences ont logiquement suivi le point de départ. Pendant les deux ans et plus qu'ont duré les pleins pouvoirs, l'anarchie n'a fait qu'augmenter dans le pays, par la raison qu'à la constitution de Tirnovo n'a succédé ni un système, ni une ligne de conduite suivie avec persévérance; mais une somme d'appétits inavouables à satisfaire. C'est bien gratuitement qu'on a attribué tous ces troubles à une lutte d'influence entre l'Autriche et la Russie. Aucune des deux puissances n'a certainement songé à supplanter l'autre. A Vienne, on doit bien comprendre que le protectorat russe en Bulgarie n'est en réalité qu'une source d'embarras et l'on est convaincu, d'un autre côté, à Pétersbourg, que les hommes d'État austro-hongrois n'ont pas autre chose en vue que de maintenir et de développer les débouchés commerciaux de l'empire. Les tempéraments que ce double état de choses comporte, n'exigent donc pas un état d'hostilité permanente entre les agents diplomatiques des deux pays à Sophia. Ceux-ci seraient bien mal avisés s'ils le comprenaient autrement. Les partis, nous le savons, ne sont pas toujours scrupuleux sur le choix des armes. A plusieurs reprises, les conservateurs n'ont pas hésité à se faire appuyer par quelques consuls; mais cette aide n'a été que purement officieuse; elle n'a pas passé

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sur le terrain politique. En réalité, la lutte est restée circonscrite entre les trois ou quatre conservateurs que nous avons nommés, augmentés de quelques naïfs ou intéressés, et le groupe compact de libéraux qui ont toujours représenté incontestablement la nation. Si les premiers ont pu combattre leurs adversaires avec avantage, ils ne l'ont dû qu'à la présence du prince dans leurs rangs et aussi à l'aide souverainement impolitique que leur a accordée la Russie dans la perpétration du coup d'État.

Les instigateurs de l'acte du 27 avril s'étaient bien gardés de prendre des portefeuilles dans le nouveau cabinet formé par le général Ehrnrooth. A d'autres, à des comparses de recevoir les horions qu'on redoutait. Leur tour à eux viendrait quand les marrons seraient tirés du feu. Nous ne donnerons pas les noms des collègues, insignifiants d'ailleurs, qui furent adjoints au général Ehrnrooth. Un prince a toujours le choix parmi la foule d'ambitieux que séduisent ce titre de ministre et surtout les émoluments qui y sont attachés. Pour que l'honorable général se prêtât à la campagne assez particulière qui s'ouvrait, des ordres conformes avaient dû lui arriver de Pétersbourg. Il n'avait eu qu'à s'incliner. En même temps, M. de Coumany, l'ami des libéraux, le protecteur malencontreux de Poliakoff, avait été rappelé de son poste d'agent diplomatique et remplacé par M. Hitrovo. Troisième changement de front de la part de la

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Russie. Ce ne sera pas le dernier, comme on le verra. M. Hitrovo n'arriva à Sophia qu'un mois après le coup d'État; mais à temps, cependant, pour prêter au prince ou, pour mieux dire, aux conservateurs, l'appui le plus efficace.

Une dizaine de jours après la proclamation princière, parut, dans le journal officiel, une lettre d'Alexandre Ier, où il exposait au ministre de la guerre ses vues personnelles sur le nouvel ordre de choses à inaugurer.

Nous reproduisons cette lettre, telle qu'elle a été communiquée aux agents diplomatiques, en en respectant la rédaction :

« Mon cher ministre,

« Conformément à ma proclamation du 27 avril, je vous envoie, ci-inclus, les articles précisant l'étendue des pouvoirs extraordinaires que je considère comme « conditions indispensables » pour le fonctionnement d'un gouvernement sous mes auspices et pour l'établissement d'une meilleure marche des affaires publiques dans le pays. »

« Il va sans dire que le Conseil d'Etat sera pris du sein du peuple bulgare. »

« L'opinion du pays ayant tout le temps nécessaire pour s'éclairer sur la portée des articles ci-dessus, à quoi j'entends qu'aucune entrave ne soit apportée du

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

côté de mon gouvernement, je suis décidé de demander à l'Assemblée, purement et simplement, un vote d'option entre la ratification des trois articles pris collectivement ou mon abdication. »

« ALEXANDRE. »

Suivaient les trois articles ainsi conçus :

I

« Le prince Alexandre Ier de Bulgarie est investi de pouvoirs extraordinaires pour la durée de sept ans. »

« Son Altesse pourra, en conséquence, rendre des décrets créant de nouvelles institutions (Conseil d'Etat), introduisant des améliorations dans toutes les branches d'administration intérieure et assurant le fonctionnement régulier du gouvernement. »

II

« La session ordinaire de l'Assemblée nationale de cette année est suspendue. Le budget voté pour l'exercice de l'année courante aura force de loi pour l'exercice suivant. »

III

« Son Altesse le prince Alexandre a le droit, avant

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

l'expiration de sept ans, de convoquer la grande Assemblée nationale *ad hoc*, en vue d'une revision de la Constitution, sur la base des institutions créées et de l'expérience acquise. »

Une si grande distance séparait la Constitution votée à Tirnova par les plus éclairés des Bulgares et le pouvoir absolu demandé par le prince, qu'on voit aussitôt que son entourage était décidé à toute la fantasmagorie indispensable pour réussir.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Aux demandes formulées par Alexandre Ier, n'avaient pas tardé à succéder les mesures qui devaient en assurer le succès. Dans un rapport au prince, le général Ehrnrooth énumérait ces mesures, grâce auxquelles, disait-il, le pays jouirait d'une tranquillité parfaite en même temps que de la liberté et de l'impartialité la plus complète le jour des élections. Cinq commissaires extraordinaires étaient nommés pour chacun des cinq gouvernements, avec pleins pouvoirs de choisir des sous-commissaires, de destituer, de mettre en jugement les fonctionnaires, suspects ou infidèles, ou toutes autres personnes qui tenteraient d'agiter les populations. Les tribunaux qui devaient se prononcer sur ces cas n'étaient autres que des conseils de guerre institués près de chaque siège de commissaire extraordinaire. Ces derniers, ainsi que les sous-commissaires étaient des officiers russes qui obéissaient aux ordres exclusifs du général Ehrnrooth. On n'aurait pas trouvé de Bulgares à la hauteur de cette

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

besogne. Ce furent également les autorités militaires qui présidèrent plus tard à la mise en œuvre du vote. On peut donc dire que la Russie fut la main qui exécuta le coup préparé par les conservateurs. Réduits à leurs seules forces, ceux-ci n'auraient pu en concevoir même la pensée. Le souvenir du rôle joué par les agents russes en cette circonstance, a eu son influence dans la conduite postérieure des libéraux.

Une fois le masque jeté, la coterie du palais développa une activité dévorante. La maison de Hagiénoff était devenue l'officine d'où partaient les instructions. Le général Ehrnrooth s'y rencontrait avec tout ce que la bande comptait d'affiliés. Elle s'était augmentée de ces flottants qu'attirent la réussite et le tintement du métal. L'argent, comme on pense, n'était pas ménagé. Outre ce que dépensait le gouvernement, Hagiénoff tenait caisse ouverte. Farley emporta dix mille francs à Londres pour rendre la presse anglaise favorable (1). Dix mille autres francs furent remis à M. Natchovitch qui passait ses jours et ses nuits à rédiger des proclamations, écrire des lettres,

(1) M. Stoïloff lui avait donné par écrit les instructions suivantes :

« Indiquez que les puissances sont contraires à tout ministère radical et que les agents, à Sophia, l'ont clairement fait comprendre ; que, par le traité de Berlin, un Etat a été constitué pour établir et consolider la paix dans la presqu'île des Balkans et non pour y créer un foyer de troubles permanents ; que le régime radical aurait pour résultat immédiat l'anarchie, ce qui provoquerait une intervention armée de l'Autriche et de la Russie.

« Comme *bouquet* (sic) à tous les articles divers que vous pu-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

envoyer des dépêches. Le silence du cabinet, à l'abri des hasards de la lutte, était ce qui convenait le mieux à son tempérament. M. Grécoff prenait sans compter. Déjà aguerri avec les ficelles gouvernementales, il craignait moins de se mettre en évidence et faisait même le coup de poing au besoin, tant l'homme de loi a toujours besoin d'arguments. Il ordonna un jour d'arrêter la poste, pour prendre connaissance d'une proclamation que les libéraux faisaient distribuer. « Conspirateurs à l'eau de rose, fit-il avec dédain, après l'avoir lue ; dire qu'on a peur de ces gens-là! »

A la fin de la campagne, Hagiénoff avait dépensé de cinquante à soixante mille francs. Pratique comme toujours, il affirma à ses amis, au prince lui-même, qu'il en était pour ses deux ou trois cent mille francs.

blierez dans les journaux, faites l'éloge très mérité du jeune souverain de la Bulgarie.

« Insistez beaucoup sur la richesse de ce pays, — pourvu qu'il soit bien administré, — ainsi que sur les qualites naturelles du peuple qu'il ne s'agit que de conduire avec sagesse ; mais auss avec la plus grande fermeté.

« Revenez constamment et partout sur l'absolue nécessité de développer et d'augmenter le pouvoir et les prérogatives du prince, ainsi que sur la mise en vigueur indispensable de mesures coercitives pour réprimer les abus de la presse et procurer aux chefs d'administration le respect de leurs subordonnés. »

Outre ce plan de conduite, M. Natchovitch avait remis à Farley, pour la publier, la biographie manuscrite des deux chefs de l'opposition, MM. Zankoff et Karavéloff. Qui connaît l'encre corrosive qui coule de la plume de M. Natchovitch, peut aisément s'imaginer qu'il s'agissait d'autre chose que d'éloges dans cette double biographie.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Si cette dernière somme ne lui fut pas remise de la main à la main, il la reçut et au delà dans les entreprises et faveurs de toute sorte qui lui furent accordées. Les affaires sont les affaires.

Pour s'assurer tout le prestige possible, on avait fait appel au concours de l'exarque bulgare. Sa Béatitude n'avait rien à refuser à un gouvernement qui l'aidait généreusement dans l'accomplissement de son saint ministère. L'exarque parcourut le pays, enjoignant partout à ses suffragants d'appuyer chaudement le pouvoir. Un type assez réussi du prélat oriental que l'exarque Josif : peu de science, autant toutefois qu'il est nécessaire pour acquérir et retenir les biens de ce monde. Ses complaisances pour les Turcs lui avaient valu d'être élevé à ce poste, où il avait succédé au vénéré Anthime. Sa Béatitude Josif n'est pas aimé des Bulgares, qui se rappelleront toujours la part qu'il a prise au coup d'Etat, et le *De profundis* (*is peïa masloto*), qu'il accordait assez cyniquement à la Constitution de Tirnovo. Un autre voyage, plus important encore, eut lieu, celui du prince lui-même, accompagné de M. Hitrovo enfin arrivé. L'agent diplomatique russe répétait partout que le prince avait agi en complet accord avec Sa Majesté l'empereur de Russie. Il exhortait surtout les populations à se soustraire à l'influence pernicieuse de ces instituteurs que l'on devrait fusiller, et terminait chacune de ses allocutions en recommandant chaleureusement l'acceptation pleine et entière

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

des trois conditions fixées dans la lettre du prince au général Ehrnrooth. Une dépêche arrivée sur ces entrefaites de Pétersbourg et à laquelle la plus grande publicité fut donnée, apportait l'approbation de l'empereur pour toute la conduite du prince. Cette dépêche se terminait ainsi : « Le cabinet impérial désire que le peuple bulgare maintienne son union indissoluble avec le prince et rejette les entraînements d'agitateurs ambitieux qui cherchent à troubler cet accord. »

Malgré tous ces appuis extérieurs, le passage du prince à travers le pays ne fut rien moins que triomphal. Les villes étaient décidément hostiles. L'autorité militaire avait toutes les peines du monde à simuler des ovations. Une telle irritation régnait à Tirnovo que le prince dut renoncer à y entrer.

Le jour fixé pour les élections s'approchant, des commissaires spéciaux, — c'étaient, comme de raison, des officiers russes, — furent désignés pour rester en permanence dans les salles de vote, avec mission de veiller à ce que les électeurs illettrés, turcs ou autres, ne reçussent pas de faux bulletins, — lisez : des bulletins portant les noms de candidats libéraux.

Ces derniers s'efforçaient, autant qu'il était en leur pouvoir, de résister à l'oppression gouvernementale. Leur seul organe, le *Nesavissimost*, fut supprimé le 13 juillet, et le rédacteur responsable mis en accusation. Le dernier numéro parut encadré de noir, le deuil de la liberté. Mais avant sa disparition, le

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Nesavissimost avait pu publier le manifeste des libéraux. « Electeurs, disait en substance ce manifeste, le gouvernement légal a été renversé et remplacé par des étrangers. La Constitution est abolie, la volonté du peuple violée, la liberté de la parole étouffée, la justice supprimée. Partout règne la terreur et l'arbitraire. Le contrat est déchiré entre le prince et le peuple. Electeurs, vous allez décider du sort de la patrie. Ne craignez pas les intimidations. Choisissez des hommes qui soient à la hauteur des circonstances critiques où nous nous trouvons et n'oubliez pas la grande responsabilité que vous avez devant l'histoire. »

Se voyant pourchassés par les agents de la Russie, les libéraux se tournèrent vers les puissances occidentales. Des télégrammes furent envoyés par eux à M. Gladstone, à Gambetta, protestant contre le régime du sabre sous lequel gémissait le pays. Les élections, déclaraient-ils, ne seront que la parodie et la violation de la volonté nationale. M. D. Zankoff adressa même à l'agent diplomatique russe, M. Hitrovo, une lettre ouverte fort vive que celui-ci trouva offensante et qui valut à son auteur d'être provisoirement consigné vingt-quatre heures chez lui, en attendant les voies légales. Cette lettre de M. D. Zankoff contenait une phrase que ses adversaires politiques ne manquent pas de lui rappeler à l'occasion : « Nous ne voulons des Russes, disait-il à M. Hitrovo, ni le miel, ni l'aiguillon. » Paroles compréhensibles dans l'animosité

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de la lutte et que ne justifiait que trop le concours impolitique apporté par la Russie au coup d'Etat.

Le cas de M. D. Zankoff se perdit au milieu des mesures rigoureuses qui s'étendirent à toute la principauté. Des villes, comme Plewna, Rahova, Nicopoli donnant des signes manifestes de leur intention de nommer des députés libéraux, furent mises en état de siège, précaution assez superflue puisque le pays entier était soumis au régime des tribunaux militaires. C'étaient surtout les fonctionnaires de tout ordre qui étaient l'objet d'une surveillance spéciale. Il aurait fallu les destituer tous; mais le parti conservateur avait une telle pénurie d'hommes, qu'il lui eût été impossible de remplacer même une faible partie de ces employés. Pour les terroriser, on ne craignit pas d'exciter contre eux les paysans, assez enclins partout à voir des ennemis dans les agents de l'Etat. A Tern, les fonctionnaires se sauvèrent en Serbie pour échapper à un soulèvement des villageois. Les mêmes scènes se répétèrent à Nicopoli, où les employés furent contraints de mettre le Danube entre eux et la jacquerie qui les poursuivait. Afin de mieux gagner les paysans, on leur assurait que, s'il l'emportait, le prince les exempterait d'impôts pour sept ans. Ils n'oublièrent pas ces paroles imprudentes. Plus tard il fallut, en plusieurs endroits, avoir recours à des exécutions militaires pour faire rentrer les taxes.

En Roumélie, cette principauté sœur, l'opinion

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

publique avait été peu à peu soulevée par le spectacle de l'arbitraire et des persécutions qui sévissaient de l'autre côté de la frontière. Des meetings d'indignation furent organisés à Philippopoli et autres villes, des télégrammes de protestation envoyés au prince Alexandre. Il n'en tint pas plus compte que des plaintes qui lui parvinrent de différents côtés de la Bulgarie.

On arriva au 26 juin, qui était le grand jour du vote. Dans toutes les villes où il y avait des urnes électorales, on vit arriver des troupeaux de paysans ahuris et menaçants à la fois. La plupart ne savaient pas pourquoi les gendarmes étaient venus les chercher dans leurs villages. On les rassemblait sur la place publique et la demande suivante leur était adressée : « Êtes-vous pour le prince ou pour Karavéloff? — Pour le prince ! répondaient-ils énergiquement. — Hourra ! commençait une voix. — Hourra ! répétaient les paysans. Des bulletins de vote portant les noms des députés favorables leur étaient remis, le vin circulait et ils allaient voter avec ensemble. Parfois, ces hommes ainsi excités devenaient dangereux, comme on l'a vu à Tern. MM. Karavéloff et D. Zankoff faillirent être écharpés par eux. Une prompte fuite les mit, seule, à l'abri.

Généralement, le vote était unanime. Les électeurs qui, par hasard, montraient des bulletins douteux, étaient aussitôt signalés à des porteurs de gourdins qui les expulsaient de la salle. A Sophia et dans

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

d'autres villes, des miracles se produisirent. Les bulletins trouvés dans les urnes furent en nombre double des votants. Malgré tout l'appareil employé, vingt-cinq candidats libéraux triomphèrent. Ils avaient été élus par Tirnovo et autres localités où toute pression avait finalement échoué.

Rahova, Plewna, Nicopoli ne nommèrent pas de députés. L'autorité n'ayant pas laissé approcher des urnes les électeurs indépendants, personne ne se présenta. Les paysans eux-mêmes avaient été rebelles. Ces exceptions ne pouvaient rien contre le résultat final prévu à l'avance. Le gouvernement annonça triomphalement que trois cent quatre députés, portant l'étiquette conservatrice, avaient été élus contre vingt-cinq libéraux. Ainsi composée, la grande Assemblée fut convoquée à Sistov. Les libéraux ne s'y rendirent qu'en très petit nombre, craignant des violences. Tout ce que le parti conservateur comptait de meneurs, faisait naturellement partie de la majorité. Hagiénoff, qui, dans une élection libre, n'obtiendrait pas dix voix dans toute la Bulgarie, figurait le premier sur la liste des députés élus à Sophia. Au moins, celui-là y était-il de son argent ou plutôt de celui d'Alexandre Ier; car, pour se couvrir des soixante mille francs déboursés par lui, il eut le talent de se faire avancer plus tard par Son Altesse une somme de quatre cent mille francs, que le plaisir d'être l'obligé du prince régnant de Bulgarie l'empêchera toujours de rendre.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

XI

Hasard ou calcul, la constitution avait été suspendue le 9 mai 1881, deux ans, jour pour jour, après l'élection du prince à Tirnovo. Deux ans de durée, c'était peu, même pour une constitution. Celle qui la remplaçait aurait-elle la vie plus longue ? On semblait le croire à Sistov, à voir les démonstrations enthousiastes auxquelles on se livrait. Les sept ans de pleins pouvoirs demandés par le prince constituaient un avenir désormais assuré pour les conservateurs. Une fois repris, les portefeuilles ne quitteraient plus leurs aisselles.

De grands honneurs furent rendus à M. Hitrovo. Les députés en corps, ayant à leur tête M. Grécoff, vinrent le féliciter et le remercier du concours qu'il avait prêté à la bonne cause. M. Grécoff affirma une fois de plus l'union indissoluble de la Russie et de la Bulgarie. La réponse de M. Hitrovo fut à l'unisson. La

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

réunion de l'Assemblée avait été fixée au 13 juillet. Les quelques députés libéraux présents à Sistov n'assistèrent pas à l'ouverture. Presque tous avaient quitté la ville dès la veille. MM. Karavéloff et Slavéikoff, désespérant de la liberté et de la justice en Bulgarie, avaient gagné la Roumélie. Le doyen du parti, M. D. Zankoff, ne voulut pas abandonner la lutte. Il partit pour Roustchouk dans l'intention de se rendre ensuite à Tirnovo pour y remercier ses électeurs.

Le discours que lut le prince à l'Assemblée, la déclaration qu'il fit après le vote, le manifeste qui fut publié ensuite, reflètent bien toutes les illusions du moment.

« C'est avec pleine confiance et une sincère abnégation, dit le prince aux députés, que je me suis tourné vers mon bien-aimé peuple. Les adresses que j'ai reçues dans tout le parcours de mon récent voyage et les élections qui ont suivi, m'ont fait connaître la volonté de la nation. Je suis heureux de constater que mes intentions ont été pleinement appréciées. Vous connaissez, Messieurs les députés, le but pour lequel vous êtes convoqués. Je ne doute pas que, pénétrés de l'importance de votre mandat, vous ne sanctionniez mes propositions en les couvrant de la forme légale voulue par la nation. »

Séance tenante, il fut procédé au vote requis, sans aucune vérification préalable des pouvoirs. D'acclamation, les trois points précisés par le prince, lequel

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

était resté présent, furent accordés. Ce résultat obtenu, Alexandre Ier reprit la parole :

« Je vous remercie de tout mon cœur, messieurs les députés, dit-il, de la confiance que vous venez de me témoigner si patriotiquement. En vous, je remercie en même temps tout mon peuple de ses sentiments envers moi. Dans cet amour et cette unité entre la nation et moi, je vois la principale et la plus solide garantie qui puisse être désirée pour la prospérité et la grandeur de la Bulgarie. Je déclare que l'Assemblée a terminé sa mission. »

La séance n'avait pas duré vingt minutes. Avant de sortir de la salle, les députés voulurent achever de mériter le nom de *Chambre introuvable*. Ils signèrent au prince une adresse dans laquelle ils demandaient le maintien au pouvoir du général Ehrnrooth, en témoignage des services éclatants qu'il avait rendus au pays, tant pour avoir assuré l'ordre que pour l'organisation donnée par ses soins à la jeune armée bulgare. Par la même occasion, — et c'était là le but principal poursuivi, — les auteurs de l'adresse priaient le prince de faire mettre en jugement MM. D. Zankoff, Karavéloff et autres libéraux pour s'être adressés aux puissances étrangères et avoir demandé leur intervention dans les affaires du pays.

Les députés reconnaissaient donc implicitement l'absence d'une juridiction régulière dans le pays, qu'ils s'adressaient au prince, comme au ministère

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

public, pour punir des faits qualifiés crimes ? On était entré dans la voie des anomalies ; celle-ci ne devait pas être la dernière. Inutile d'ajouter que le prince ne jugea pas devoir sévir contre les personnages signalés.

Par son manifeste publié le même jour, Alexandre Ier affirmait bien haut son intention de respecter la liberté et les droits de la nation. Il n'avait demandé les pleins pouvoirs que pour lever tous les obstacles qui s'opposaient à une organisation bonne et stable du pays et mettre un terme au désordre, à l'arbitraire et aux vexations. Justice, impartialité, respect et protection seraient les mots d'ordre du gouvernement que guideraient toujours la résolution, la constance et la conséquence dans la cure des plaies trop longtemps négligées dont souffrait le pays. Chaque année et plus souvent s'il était nécessaire, la représentation nationale serait convoquée pour traiter les questions de budget et d'impôts et ce serait toujours elle qui aurait le dernier mot. Partout la stabilité serait assurée, de manière à mettre fin à ces fréquentes destitutions de fonctionnaires si préjudiciables à la marche de la machine gouvernementale. La capacité, le caractère, le patriotisme seraient seuls pris en considération pour remplir les fonctions publiques. Un appel chaleureux était adressé à tous par Son Altesse pour travailler en commun au grand œuvre de la régénération du pays et ainsi le rendre digne du profond

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

amour que l'empereur et le peuple russe témoignaient à leurs frères bulgares rachetés au prix de si grands sacrifices. Le prince terminait par un appel au patriotisme des Bulgares et une demande de bénédictions qu'il adressait au Très Haut.

Si, après un exposé aussi magnifique, l'âge d'or ne se levait pas sur la Bulgarie, ce ne serait assurément pas la faute du prince. Le principal défaut de ces homélies politiques est de promettre beaucoup sans s'inquiéter des moyens de tenir. On se demande sans doute si le prince était dupe ou complice. Ces deux mots sont bien improprès et, d'ailleurs, fort irrespectueux. Complice, Alexandre Ier l'était sans doute, puisque tout avait été fait en son nom. Le but avoué étant de sauver le pays, ce serait aussi une complicité que de s'associer pour faire le bien. A ce compte encore, on acquerrait une nouvelle vertu à être dupe, puisqu'on le serait d'illusions généreuses. Malgré son coup de force de 1852, Napoléon III se croyait bien et dûment empereur des Français, après les millions de suffrages de ses plébiscites. N'avait-il pas pour lui l'immense majorité de la nation ? De même, en Bulgarie, les paysans ne s'étaient-ils pas unanimement prononcés pour le prince et contre M. Karavéloff? Qu'un certain nombre d'individus dénommés libéraux n'approuvassent pas le changement opéré, ce n'était pas douteux. Mais ceux-là ne composaient qu'une infime minorité. C'étaient désormais des factieux qui

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

se mettaient hors la loi. Le gouvernement, le trône même d'Alexandre Ier reposaient désormais sur la masse de la nation directement consultée. C'était de celle-ci, de tous ces bons villageois si dévoués, si enthousiastes qu'il était le prince et non d'une poignée d'agitateurs, de vulgaires ambitieux. Sa situation actuelle lui paraissait incomparablement plus affermie que par le pacte juré à Tirnovo.

Considéré à ce point de vue, le coup d'Etat bulgare était défendable à l'égal de n'importe quelle cause politique. Au fond, une constitution nouvelle n'est pas autre chose qu'un expédient nouveau. Tout dépend de la manière dont elle est mise en application. Elle est condamnée fatalement à échouer si ses défenseurs ne s'appellent pas légion. Gambetta l'a dit : une coterie, si bien organisée soit-elle, ne peut faire œuvre durable. C'était là le cas des auteurs de la constitution de Sistov. Ils avaient parlé magnifiquement, agiraient-ils de même?

Toujours hypocrite dans ses audaces, le trio conservateur ne voulut pas se donner tout de suite l'apparence de l'ambition satisfaite. La besogne n'était pas encore terminée, d'ailleurs. Il fallait voir si l'instrument que l'on venait de se mettre entre les mains était maniable. Les pleins pouvoirs n'étaient qu'un point de départ. Beaucoup d'habileté, de fermeté étaient nécessaires pour faire produire à ces pouvoirs toutes les espérances qu'on avait mises en eux. L'opi-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

nion était là, aussi, qui veillait. Elle avait été trop violentée pour être facilement indulgente aux auteurs de l'acte de Sistov. Toute faute commise serait habilement exploitée par les libéraux attentifs, aussi nombreux, plus irréconciliables qu'auparavant.

Il y avait donc une période difficile à franchir, celle de l'organisation du nouvel ordre de choses. MM. Stoïloff, Natchovitch, Grécoff jugèrent qu'il fallait laisser ce pas dangereux à d'autres, quitte à les remplacer au moment propice. Ayant le prince à leur dévotion, ils redeviendraient ministres quand bon leur semblerait. Déjà ils n'avaient pas voulu assumer directement la responsabilité du coup d'Etat. Ils étaient conséquents avec eux-mêmes en en laissant provisoirement la succession à d'autres.

Tout ne marcha pas cependant comme ils l'auraient souhaité. L'un d'eux dut payer de sa personne. Revêtu d'un pouvoir presque absolu, le prince se trouvait en contact plus direct avec les représentants des puissances. Il lui fallait un intermédiaire autorisé sur qui il pût pleinement compter. L'entourage était pauvre en capacités. M. Stoïloff se sacrifia. Il quitta en soupirant son piédestal de chef du cabinet politique pour devenir simple ministre. Mais ce ne fut pas pour longtemps. Un mois après, il se faisait remplacer par M. Voulcovitch, ancien directeur des travaux publics à Philippopoli. Le nouveau titulaire des affaires étrangères était presque un étranger. La reconnaissance le

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

lierait aux conservateurs et il ne profiterait pas de ses relations avec le prince pour prendre par devers lui une par celle de cette faveur dont le trio était si jaloux.

Une perte sensible vint attrister le parti. Le jour même du vote de Sistov, le général Ehrnrooth avait donné sa démission et était parti pour la Russie. Au courant de ses intentions, MM. Natchovitch, Grécoff et les autres, avaient essayé d'une dernière tentative en inspirant à la Chambre la démarche en faveur du maintien du ministre de la guerre. Toutes les instances avaient été inutiles. Il est à croire que l'honorable général en avait assez de la besogne à laquelle on l'avait mêlé. Sa mission remplie, il s'était hâté de se soustraire à une atmosphère qui ne lui convenait pas.

Les regrets qu'il laissa à ses coadjuteurs furent sincères. C'était le général qui s'était acquitté du terrible de la tâche. Lui seul avait pu inspirer aux libéraux la crainte qui les avait tenus en respect; lui seul pouvait braver l'impopularité d'un tel rôle. On savait qu'il ne faisait qu'exécuter les ordres reçus. Lui en vouloir, c'était s'attaquer à la Russie. On ne l'osait pas encore, ouvertement du moins, pour ne pas s'aliéner une bonne partie de la nation. Assez de Bulgares se souviennent des services rendus. Outre la vigueur dont il venait de donner des preuves, le général Ehrnrooth avait, aux yeux des conservateurs,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

un mérite non moins précieux. Il n'avait jamais cherché à exercer d'influence particulière sur le prince. Tout le temps, il s'était tenu en communion d'idées avec eux. Le général avait même honoré Hagiénoff de son amitié! Comment remplacer un auxiliaire aussi précieux?

Nul des conservateurs ne se sentait la vertu nécessaire pour prendre le ministère de l'intérieur après le général. On le donna encore à un militaire russe, le colonel Rômlüngen. Le sachant moins sûr que le précédent, on eut soin de ne lui donner que le titre de gérant, pour lui rappeler qu'il était mortel et qu'il devait être prêt à résigner son ombre de portefeuille au moindre signe. Par cette précaution, on semblait dire au pays que le régime du sabre prendrait bientôt fin et qu'on rentrerait dans un état normal. Quant aux autres ministres, bornons-nous à citer ce vers de Corneille : — Le reste ne vaut pas l'honneur d'être nommé. — C'était du pur remplissage, si nous en exceptons le docteur Voulcovitch, homme intelligent, mais encore inconnu dans le pays. Comme précédemment, comme du temps des libéraux, les vrais ministres se tenaient derrière la coulisse.

Son remplaçant arrivé, M. Stoïloff se donna des loisirs. Après avoir mené à bon port l'entreprise difficile du coup d'État, il ambitionna une gloire nouvelle. Malgré l'exiguïté de sa taille ou plutôt à cause de cela, il avait toujours envié les galons, les graines d'épi-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

nards. Pendant trois mois entiers, M. Stoïloff s'enferma dans la forteresse de Choumla pour y approfondir tous les secrets de l'art militaire. Au bout de ce temps, les vertus guerrières qui émanent de l'ancien camp retranché turc, avaient produit leur effet. Un beau jour, on vit reparaître à Sophia M. Stoïloff dans un superbe uniforme de sous-lieutenant tout battant neuf.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

XII

Le prince et ses nouveaux ministres étaient à peine de retour à Sophia, que déjà les difficultés commençaient. Un parti n'abdique jamais, surtout lorsqu'il se sent de profondes racines dans le pays, comme c'était le cas des libéraux. A Tirnovo, cette ville que n'avait pas osé visiter le prince, la population tout entière était allée au-devant de M. D. Zankoff. D'autres villes ne craignirent pas de télégraphier à Alexandre Ier pour lui demander purement et simplement le retour à la constitution de Tirnovo. On semblait ne pas vouloir donner au nouvel ordre de choses le temps de s'affirmer.

En passant par Plevna pour revenir à Sophia, M. D. Zankoff fut encore l'objet d'une chaleureuse réception. Le gouvernement crut devoir mettre un terme à cette marche triomphale. Arrêté à Plewna même, M. D. Zankoff resta consigné huit jours dans

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

son logement, après quoi on le transporta à Roustchouk où il fut interné un mois durant. On instruisait pendant ce temps son procès à Sophia, sur la plainte de M. Hitrovo qui s'était senti offensé par quelques expressions contenues dans la lettre où M. D. Zankoff parlait de l'aiguillon et du miel des Russes. Au reste, cette poursuite fut aussi abandonnée. Redevenu libre de ses mouvements, M. D. Zankoff revint à Sophia.

Malgré quelques inquiétudes sur la marche future des choses, tout le parti conservateur se laissa d'abord aller aux plus folles espérances. L'avenir était à lui; pouvant tout, il oserait tout. Par la réussite des élections précédentes, il avait appris comment il fallait s'y prendre pour avoir des députés bien pensants. Nul doute que le même procédé ne réussît lorsqu'il faudrait convoquer la Chambre pour voter de nouveaux crédits. L'idée de construire des chemins de fer reparut avec une intensité nouvelle. On ne trouverait jamais meilleure occasion de réaliser des gains fabuleux. Dans son enthousiasme, Hagiénoff racola de droite, de gauche, tout ce qu'il put trouver comme ingénieurs ou dessinateurs et fit faire des études dans toutes les directions par où il supposait que l'on ferait passer une ligne. Il avançait l'argent, ne doutant pas un seul instant d'être remboursé avec ample bénéfice.

Cette fièvre de Hagénioff ne pouvait laisser le colonel Rœmlüngen indifférent. Poliakoff était impopulaire. A sa place se présenta l'ingénieur Struve, un de ces

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

généraux russes qui ne sont pas même militaires. Struve fit, de son côté, des études sur la promesse écrite du colonel Romlungen que ces études lui seraient payées trois cent mille francs s'il n'obtenait pas la concession. Plus tard, le colonel Rœmlüngen étant tombé du pouvoir, le gouvernement bulgare refusa de reconnaître l'engagement pris avec le général Struve.

La double compétition de Hagiénoff et de Struve souleva des inimitiés nées elle-mêmes de convoitises opposées. Hagiénoff était chaudement appuyé par le prince et par les conservateurs, Struve, par le colonel Rœmlüngen et M. Hitrovo. Dès cet instant, l'ancienne entente commença à recevoir des atteintes. L'agent russe ne tarda pas à remarquer une certaine gêne dans les manières du prince à son égard. Peut-être M. Hitrovo prit-il occasion de cette attitude nouvelle pour s'apercevoir que le changement politique auquel on l'avait fait contribuer n'avait guère mine de produire les fruits espérés. Bientôt on constata, ou crut constater, que M. Hitrovo n'était plus aussi mal avec les libéraux qu'on l'aurait désiré en haut lieu, d'où refroidissement de plus en plus sensible du prince envers lui.

En vue de procéder à la création du conseil d'Etat, le gouvernement avait fait venir de Kharkoff où il était professeur à l'Université, M. Drinoff, savant juriste et philologue, Bulgare d'origine, pour lui confier l'élaboration d'un projet. Déjà, M. Drinoff

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

avait fait une première apparition à Sophia. C'était au temps du prince Doudoukoff qui lui avait donné des fonctions importantes. Le prince élu, M. Drinoff s'était hâté de retourner en Russie, ne voulant pas se mêler à la meute affamée qui attendait des faveurs du nouveau régime. Son patriotisme, toutefois, lui aurait fait accepter un poste, s'il avait pu espérer prendre part à un gouvernement régulier et légal. Même de loin, son concours était acquis à tout ce que l'on projetterait d'utile pour le pays. Il avait répondu aussitôt à l'appel qui lui avait été adressé. Très peu de temps après son arrivée, il était tombé facilement d'accord avec M. Hitrovo que tout, en Bulgarie, n'allait pas précisément comme dans le meilleur des mondes possible.

M. Drinoff ayant commencé son travail, des divergences d'opinions se produisirent bientôt. Il voulait un conseil d'Etat purement électif, tandis que le gouvernement insistait pour que le prince choisît au moins le tiers des membres. Toujours en défiance devant le suffrage, mitigé ou direct, MM. Natchovitch et Cie craignaient de ne pas avoir assez de membres à eux dans le futur conseil. Voyant que le but où l'on tendait était beaucoup moins d'assurer la marche régulière du gouvernement que d'assurer l'omnipotence des chefs conservateurs, M. Drinoff se hâta de regagner la Russie.

L'oukaze qui convoquait les électeurs parut le

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

26 septembre. Douze membres, dont quatre à la nomination du prince, devaient composer le conseil. Les membres électifs seraient choisis par le suffrage à deux degrés. Il fallait cent feux pour fournir un délégué, et c'étaient les délégués réunis qui élisaient finalement le conseiller. Tout le pays prenant part à l'élection, les huit conseillers élus seraient ceux qui auraient obtenu le plus grand nombre de voix.

Outre ces douze membres permanents, le conseil en compterait un certain nombre d'intermittents. C'étaient d'abord les ministres qui avaient toujours le droit d'assister aux séances et qui y possédaient voix délibérative, chaque fois qu'il était question d'affaires de leur ressort. Les mêmes droits étaient accordés à un archevêque, à un rabbin, à un mufti choisis à cet effet par leurs pairs. Aucun membre ne devait être âgé moins de trente ans. Étaient éligibles les anciens ministres, les gouverneurs ou ex-gouverneurs de province, les présidents des conseils généraux, les membres de la Cour de cassation et des cours d'appel, y compris les procureurs, enfin les anciens agents diplomatiques. Une fois nommés, les conseillers ne pouvaient remplir aucune autre fonction. Ils devaient rester trois années en exercice et étaient renouvelables par moitié. Le président et le vice-président étaient à la nomination du prince.

Dans l'exposé des motifs, on rappela que le fonctionnement d'un conseil d'Etat en Bulgarie avait été vive-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

vement désiré par le czar Alexandre II. C'était habilement placer la nouvelle institution sous une haute autorité. Il est constant, en effet, que le czar et son ministre, le prince Gortchakoff, auraient mieux aimé une Constitution moins libérale. Cette opinion bien connue de son père aura certainement contribué pour beaucoup à faire accepter par Alexandre III les changements que sollicitait le prince de Bulgarie. Les conservateurs surent toujours exploiter cette préférence du czar libérateur pour des opinions qui semblaient plus spécialement être les leurs.

Avant de procéder aux élections, le gouvernement crut devoir inspirer de nouveau une terreur salutaire aux employés de toute catégorie. Un règlement du 3 novembre leur interdit, sous les peines les plus sévères, de se mêler de politique, d'agiter, d'organiser des meetings, de faire des démonstrations contre le gouvernement ! Ces malheureux ministres ne pouvaient parvenir ni à remplacer ceux de leurs subordonnés qui étaient douteux, ni à leur inspirer une dose quelconque de respect.

Les élections qui eurent lieu le 13 novembre, ne furent que la reproduction des précédentes. Le colonel Rœmlüngen paraissait avoir hérité de la poigne du général Ehrnrooth. Il y avait peu de temps, d'ailleurs, que la pièce avait été jouée et les mêmes acteurs étaient encore sous la main. De prime abord, la vérification des élections avait été confiée à la Cour de

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

cassation. On découvrit, après coup, que plusieurs membres de ce corps étaient infectés de libéralisme. Il fut décidé finalement que cette vérification serait faite par les vingt élus qui avaient obtenu le plus de voix. Il y avait gros à parier qu'ils n'iraient pas s'invalider eux-mêmes.

Pour donner quelque nouveau prestige au nouveau conseil, le gouvernement offrit la présidence à M. Drinoff, qui motiva son refus en disant que les élections avaient été illégales. On se retourna vers M. Balabanoff, que l'on fit venir de Constantinople où il occupait le poste d'agent de Bulgarie. Ce fut une autre défection. Dans une audience qu'il obtint du prince, M. Balabanoff lui exposa les conditions sans lesquelles, selon lui, le gouvernement courrait à l'anarchie :

1° Union des deux partis sur la base du rétablissement de la Constitution.

2° Composition d'un nouveau ministère sous la présidence de M. Drinoff. Programme bien défini jusqu'à la convocation de la Chambre, laquelle devait avoir lieu avant quatre mois. Le ministère soumettrait à l'assemblée les changements à la Constitution qu'il croirait utiles.

3° Le prince et les ministres s'entendront pour la création d'un conseil d'Etat sérieux, dont la principale mission serait l'élaboration des lois pour la Chambre.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

4° Rétablissement de la liberté de la presse et du droit de réunion.

M. Balabanoff accompagna ces demandes d'une peinture des plus sombres de l'état du pays. Le prince promit de réfléchir. C'est une de ses réponses favorites, aussi bien que : J'en parlerai à mon gouvernement. On n'aurait jamais relevé ces deux phrases, qui n'ont rien que de très correct en elles-mêmes, si l'on n'avait su que le gouvernement c'étaient les lumières habituelles du prince, MM. Natchovitch, Stoïloff et Grécoff, qu'ils détinssent ou non le pouvoir.

Les propositions formulées par M. Balabanoff ne visaient rien moins que le rétablissement du *statu quo ante*. Aussi n'avaient-elles aucune chance d'être adoptées. On ne leur fit pas même l'honneur de les discuter. La source dont elles émanaient méritait cependant plus de considération, la suite le prouva. M. Balabanoff n'était pas un ennemi. Il n'obéissait pas non plus à une rancune quelconque ou même à une basse envie, ainsi qu'on l'insinua. Conséquent avec lui-même, M. Balabanoff avait toujours parlé en faveur de la création d'un second corps de l'Etat, conseil ou Sénat. C'était même cette idée persistante de sa part qui l'avait momentanément éloigné de son vieil ami, M. D. Zankoff. Il y revenait encore, malgré le triste résultat auquel on était arrivé. Ce qu'il voulait avant tout, c'était que l'on marchât

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

d'accord avec la nation loyalement consultée. Le mérite de M. Balabanoff serait bien plus grand, s'il avait tenu ce langage aussitôt après les élections pour l'Assemblée de Sistov. Mieux vaut tard que jamais ; c'est surtout vrai en politique. Maintenant M. Balabanoff voyait clairement à quel gâchis l'on aboutirait, sous la dictature aveugle et infatuée du trio conservateur.

En attendant l'effet de ses conseils, M. Balabanoff avait décliné l'offre de la présidence du Conseil d'Etat. Cette présidence fut alors donnée à M. Iconomoff, l'ancien ministre de l'intérieur dans le cabinet conservateur, et la vice-présidence à M. Grécoff. Celui-ci se réservant pour le ministère n'avait émis aucune prétention à la première place. Les dix autres membres se composaient de quelques anciens fonctionnaires comme MM. Bourmoff et Dascoloff, et d'hommes complètement inconnus, incapables surtout. En grande majorité, le Conseil était à la disposition des conservateurs et c'était tout ce qu'on voulait de lui. Il fut ouvert par oukaze à la date du 30/11 janvier 1882.

L'inauguration du Conseil d'Etat fut suivie de près, d'un changement important dans le ministère. MM. Natchovitch et Grécoff avaient enfin jugé qu'il était temps d'opérer leur rentrée en scène. Le premier prit l'intérieur, le second, la justice. On peut dire que M. Natchovitch avait attendu avec impatience ce moment. Retranché dans le journal du parti, le

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Bulgarski Glas, il ne cessait d'attaquer les actes du colonel Rœmlungen dont il ambitionnait la succession. M. Natchovitch possède essentiellement un tempérament d'opposant, de conspirateur même. Sa plume est lourde, enfiellée. Il excelle à grouper les petits faits pour constituer un acte d'accusation. Ses armes favorites sont les révélations et les insinuations perfides. Il a conspiré contre les Turcs, contre les libéraux bulgares; il conspire aujourd'hui contre les Russes. Demain il conspirera contre ses amis d'aujourd'hui. Qu'il fût au pouvoir ou non, il n'a jamais cessé d'écrire dans les journaux, soit de la principauté, soit de Vienne ou de Constantinople. Il avait été tellement agressif contre le colonel Rœmlungen, que celui-ci, irrité, suspendit pour un mois le *Bulgarski Glas.* En touchant au journal des conservateurs, le colonel avait signé sa perte. Elle ne se fit pas attendre. Tout le parti était d'ailleurs furieux de l'appui que le ministre russe prêtait à Struve dans la question des chemins de fer. Il osait combattre Hagiénoff ! M. Hitrovo, on l'a vu, était coupable du même méfait. L'un et l'autre ne devaient pas tarder à apprendre que l'on ne s'attirait pas impunément les colères des conseillers intimes de Son Altesse. En quittant le ministère, le colonel prit la direction de l'Ecole militaire. M. Hitrovo resta désormais seul à supporter le poids du mécontentement des tout-puissants ministres.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

XIII

La rentrée aux affaires des chefs d'emploi du parti conservateur provoqua une recrudescence dans l'agitation du pays. Jamais hommes politiques n'avaient montré un aussi scandaleux amour du pouvoir, ni ne les avaient dépassés en impopularité. Le parti libéral ne négligea pas de profiter de cet état des esprits. MM. D. Zankoff et Balabanoff, redevenus amis, firent distribuer un nouveau programme où étaient indiquées les concessions extrêmes que les partisans de la constitution de Tirnovo pouvaient accorder. Ils déclaraient se rallier autour du prince; mais n'en étaient pas moins fermes dans leurs revendications qui n'étaient, à proprement parler, que le développement des quatre points soumis au souverain par M. Balabanoff. C'était là, en somme, un programme de gouvernement. Il n'était plus question, comme on voit, de rupture du pacte entre le prince et la nation, ainsi

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

que l'avaient déclaré les chefs libéraux à l'époque du coup d'Etat. Des idées plus modérées avaient prévalu depuis lors. Le prince d'accord avec la nation librement consultée, telle était leur formule. Le pays comprit ainsi le manifeste et y donna son adhésion par des adresses, des meetings et des députations.

Ainsi, le coup d'Etat avait eu lieu principalement pour avoir en main les moyens d'empêcher les menées et d'étouffer l'influence des libéraux. L'événement se hâtait de démontrer l'impuissance des armes obtenues. A chaque instant il fallait avoir recours à de nouvelles mesures répressives. Un oukaze parut qui réglait les conditions dans lesquelles les meetings ou réunions politiques pourraient avoir lieu. Les promoteurs de ces meetings devaient, au préalable, avertir l'autorité en indiquant le lieu, le jour, l'heure, le motif de la réunion. Le préfet de la localité aurait le droit d'y assister, sans se mêler au débat. Chaque spectateur devait signer au procès-verbal rédigé après, sous peine de l'amende et de la prison. Une circulaire nouvelle menaça les employés, ces éternelles bêtes noires des conservateurs, de destitutions et de peines pénales sévères s'ils prenaient part, d'une manière quelconque, à une propagande politique.

Quelque rigueur fut déployée contre les députations qui, de province, arrivaient à Sophia. La première qui se présenta fut tellement fustigée par les gendarmes qui l'attendaient à l'entrée de la ville, que les autres

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

se le tinrent pour dit. Les députations annoncées de Rasgrad, Plewna, Tirnovo, Lescovatz, Selvi, Varna, etc., ne parurent pas. Les conservateurs jubilaient. Enfin ils avaient trouvé le grand art de gouverner. Malheureusement pour eux, le mouvement ne se bornait pas à des promenades plus ou moins platoniques. Toute la population y prenait part. A Knaja, près de Rahova, une échauffourée eut lieu entre la police et les miliciens. De ce jour, la milice fut condamnée dans l'esprit des conservateurs qui ont fini par la supprimer.

L'apposition anti-gouvernementale prenait de telles proportions que trois ministres, deux conseillers d'Etat se rendirent dans différents endroits pour calmer les esprits; mais sans y parvenir, comme ils pouvaient s'y attendre. Il n'est pas facile de faire faire aux Bulgares ce qu'ils ne veulent pas. A moins d'aide extérieure, un coup de force y est impossible. S'ils avaient dû courber la tête sous la main vigoureuse du général Ehrnrooth, ils n'étaient que plus disposés à la relever devant les oukazes anodins de M. Natchovitch. Ils ne pouvaient prendre au sérieux ce petit négociant de la veille qui s'affublait maintenant d'un épouvantail pour effrayer les simples. L'inconvénient ou peut-être l'avantage de ces petits pays, c'est que tout le monde s'y connaît et est, par conséquent, fort peu enclin à s'enthousiasmer en faveur des faiseurs et des ambitieux. Conscient de ces dispositions du public, M. Nat-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

chovitch n'osait trop, pour sa part, faire acte d'autorité. La hardiesse ne lui manquait pas dans le conseil, surtout quand c'était un autre qui devait exécuter. Il s'effraya de l'hostilité qui grandissait de toutes parts. Toujours en quête d'expédients, il fit prier l'exarque bulgare de sonder les libéraux en vue d'un rapprochement. D'après leur dernier programme, il pensait qu'ils n'avaient pas dit leur dernier mot.

Docile comme toujours, le prince se prêta à ces tentatives. Il en parla un jour à quelques agents diplomatiques. La base sur laquelle il s'agissait de s'entendre, portait le nom de *programme gracieux*, soidisant parce qu'elle était due à l'initiative du souverain. Selon ce nouvel essai, les pleins pouvoirs étaient maintenus pour la période de six ans restant à courir, mais mitigés, disait-on, par quelques adoucissements. Si la Chambre devait être élue par le suffrage à deux degrés, en revanche toutes les libertés étaient garanties comme auparavant, sauf pourtant le droit de réunion qui serait limité par une loi et non plus au moyen d'un simple décret. Le Sénat était maintenu.

Une certaine dose de bonne volonté était nécessaire pour se rendre compte des concessions proposées. On promettait de substituer la loi aux oukazes; mais sans donner de garanties. C'était bien là, du reste, la manière habituelle aux conservateurs. Volontiers prodigues de promesses et d'avances, ils ne se dessaisissent de leurs avantages que lorsqu'ils y sont absolument

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

forcés. Ils croyaient avoir accompli le *summum* des sacrifices, en consentant un ministère mixte, sous la condition *sine quâ non* que MM. Natchovitch et Grécoff en feraient partie.

En réponse à ces ouvertures, les libéraux firent dire que, selon eux, rien de stable ne pouvait être fondé en dehors de la volonté nationale et que, pour toute modification de la constitution, un nouveau serment du du prince était nécessaire. L'allusion contenue dans ces derniers mots indiquait le peu d'importance attaché par les libéraux aux offres du cabinet. Il était clair pour eux qu'on ne les appelait à détenir une parcelle du pouvoir que pour mettre fin aux difficultés qui entravaient le gouvernement, mieux encore, pour opérer une scission dans le camp de l'opposition et pouvoir dire un jour à chacun de ceux qui auraient été dupés, lorsqu'ils seraient bien compromis avec leur parti : Bonsoir monsieur Rabagas ! Mais les libéraux n'ignoraient pas que le prince, tant qu'il n'aurait pas renoncé à ses pleins pouvoirs, leur glisserait toujours entre les doigts pour aller vers les conservateurs.

Cet échec exaspéra le parti gouvernemental. On avait souvent reproché à M. Natchovitch son manque d'énergie. Comme ces peureux qui, vivement excités, se jettent tête baissée dans le danger, le ministre de l'intérieur se décida, lui aussi, à agir. Dans la nuit du 18 février, M. D. Zankoff fut enlevé par les gendarmes et conduit dans une ville située de

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

l'autre côté de la chaîne du Balkan, à Vratza, où il fut interné. Il y resta près de dix-huit mois. Puissance de la parole ou plutôt de la logique! Vratza, qui passait pour être plutôt imbue d'idées conservatrices, devint en peu de temps, au contact de M. D. Zankoff, un des centres les plus libéraux.

Le nouvel acte arbitraire dont M. D. Zankoff était victime, constituait une grosse maladresse de plus. En y donnant son approbation, le prince s'était laissé aller à une de ces ardeurs de néophyte qui ne voit rien au delà de la croyance présente. Le véritable homme d'Etat se gardera toujours le plus possible de heurts personnels avec ses adversaires. Les exemples abondent en persécutés de la veille qui sont devenus les triomphateurs du lendemain. En se rappelant le congé hautain donné par Alexandre Ier à M. D. Zankoff, alors qu'il était ministre, on ne pouvait s'empêcher de constater chez Son Altesse un certain acharnement contre le vieil homme d'Etat. Si, plus tard, les événements ramenaient ce dernier au premier rang, — et ce n'était nullement impossible, — le prince ne saurait, sans se nuire à lui-même, ainsi qu'au pays, — faire autrement que de l'appeler dans son conseil. La nation voit, juge, et certainement le prestige, la dignité du souverain n'ont qu'à perdre chaque fois qu'il semble payer de sa personne. Mais les partis ne raisonnent pas. Les conservateurs ont prouvé maintes fois, sans en avoir conscience, nous

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

le voulons bien, qu'ils n'hésiteraient pas à compromettre le prince pour se maintenir au pouvoir.

Comme il fallait s'y attendre, l'internement de M. D. Zankoff fournit un nouvel aliment à l'opposition. Partout l'on fit des démonstrations, dont quelques-unes puériles, à Sophia, notamment, où les professeurs imaginèrent une procession d'enfants dans la rue. Mais la plupart furent plus sérieuses. A Sophia également, cinquante-six hauts employés, parmi lesquels le président de la Cour des comptes, presque tous les chefs de section des ministères, des membres de la Cour de cassation, de la Cour d'appel, cinq conseillers municipaux, un grand nombre de négociants signèrent une pétition au Conseil d'Etat, demandant à être garantis contre l'arbitraire du gouvernement.

Devant cette insurrection d'un nouveau genre, les membres du cabinet firent ce qu'avaient fait les ministres libéraux, alors que le prince refusait de signer les destitutions proposées par eux. Ils laissèrent à leur poste ceux des signataires de la protestation qui étaient fonctionnaires. En réalité, l'action gouvernementale ne se faisait pleinement sentir que dans la capitale.

Prince et ministres s'occupaient alors des élections pour la Chambre. Tous les renseignements qui arrivaient alors des districts s'accordaient à pronostiquer un échec certain des candidats agréables. Recourir à

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

l'intervention militaire rentrait assez dans les goûts du cabinet. Dans ce but, il n'avait qu'à faire appel au concours du ministre de la guerre, général Kryloff, successeur du général Ehrnrooth. Mais ici commençaient les difficultés. Avant de transmettre à ses inférieurs les instructions désirées, le général Kryloff, qui, d'ailleurs, était un brave soldat renfermé dans ses attributions, demanderait sans doute conseil à Pétersbourg où l'on finirait peut-être pas s'étonner de ce coup d'Etat en permanence dans la principauté. En tout cas, M. Hitrovo, l'agent russe, serait consulté. Etant donné l'état tendu des relations de celui-ci avec le palais et l'entourage, on ne pouvait attendre rien de bon de ce côté. Se borner à prier le général Kryloff de recommander à ses subordonnés un appui moral pour ce gouvernement, n'aurait pas atteint le but poursuivi. On savait que la plupart des officiers russes étaient hostiles aux conservateurs et l'on faisait même un grief à M. Hitrovo de ces dispositions défavorables. Il intriguait, disait-on, pour exciter l'armée à la désobéissance aux ordres légitimes de Son Altesse. Faire intervenir le nom même du prince dans les élections, comme on l'avait fait précédemment à l'occasion du coup d'Etat, c'eût été mettre de nouveau son trône en jeu. Le moyen, au surplus, ne semblait promettre qu'un succès douteux. Il est à remarquer qu'Alexandre Ier, qui a gagné dans le pays beaucoup de sympathies, n'y possède qu'une très faible autorité.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Ceci tient sans doute à la part peu considérable que le prince a toujours prise aux affaires proprement dites.

Hagiénoff fut certainement, entre tous, celui qui tira le meilleur parti du régime inauguré à Sistov. C'était, en partie, son œuvre. Sans lui, peut-être, les conservateurs n'auraient pas osé tenter l'aventure, quelque envie qu'ils en eussent. Hagiénoff venait de Roumanie, pays où les coups d'audace ont fréquemment réussi. Il inspira de la décision à ses amis timorés. Les résultats que l'on visait en commun valaient bien qu'un dernier effort fût tenté pour les obtenir. Une fois le succès assuré, Hagiénoff laissa ses partenaires se débattre dans les questions gouvernementales. Pour lui, il ne rêvait que les affaires. Ancien valet de ferme et complètement illettré, il ne pouvait guère ambitionner une fonction publique importante. Néanmoins il accepta d'être maire de Sophia. Il ne dut cette nomination qu'aux pleins pouvoirs du prince. Jamais la population de la capitale ne l'aurait même nommé conseiller municipal.

La qualité prise par Hagiénoff ne l'empêcha pas de se consacrer à ses entreprises. Ce fut son bon moment. Il profita de sa situation à la municipalité pour se vendre à lui-même, sous des noms d'emprunt et à vil prix, des terrains appartenant à la commune. Son activité brouillonne le jeta dans les changements, les nouveaux tracés de rues. Il y dépensa toutes les ressources de la ville. Ce mouvement émerveilla le

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

prince auquel personne ne vint expliquer qu'un bon administrateur n'aurait pas dépensé la moitié dans tout le travail exécuté.

Mais la principale entreprise de Hagiénoff fut les routes. Pour certaines de ces routes, il écarta les concurrents à coups de sacs de roubles ou au moyen de promesses qu'il ne tenait pas. Quand la chaussée de Pétrohan vint en adjudication, le cautionnement exigible fut élevé par les compères du ministère à une somme considérable qu'aucun entrepreneur, à l'exception de Hagiénoff, ne put fournir. Cette somme lui fut avancée par la banque de l'État. Toujours les compères. C'est ainsi que Hagiénoff obtint pour plusieurs millions de travaux, lesquels, sectionnés et mis à la portée des petits entrepreneurs, auraient coûté moitié moins. Quand Alexandre Ier se rend à Lom, il admire à loisir l'œuvre de Hagiénoff. Répétons encore : Jeunesse du prince, source des grandes fortunes.

Avec Hagiénoff, le trio était bien devenu le quatuor. Bientôt le prince ne put plus se passer du maire de sa capitale. A tout instant il l'envoyait chercher et le retenait à sa table. Si, par hasard, Hagiénoff avait une difficulté avec le ministère des travaux publics, il allait se plaindre à Son Altesse qui, en vertu de ses pleins pouvoirs, donnait des ordres en conséquence. Au faîte des grandeurs, décoré, Hagiénoff se considérait comme certain d'obtenir ces fameux chemins de fer qu'il visait avec tant d'ardeur. Il avait l'appui

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

des ministres; le prince les lui avait promis. Restait l'approbation de la Chambre. Celle-ci n'existait pas encore, il est vrai; mais Hagiénoff ne doutait pas de sa bonne volonté. Il avait, d'ailleurs, ses moyens à lui. Aussi, quand il parlait des futurs députés, avait-il coutume de dire : « Mes Bulgares. » Hagiénoff en arriva à ne plus rendre que le salut des consuls et encore seulement de ceux qu'il daignait inviter à sa table.

Dans le cabinet, on était beaucoup moins rassuré. On ne l'était pas du tout, pour mieux dire. Aucun ministre ne comptait complètement ses employés dans sa main. Il n'y avait pas à faire fond sur l'armée et l'armée, les officiers tout au moins, constituait un élément indispensable de succès. Sur ces entrefaites, un incident se produisit à la suite duquel le prince obtint de l'empereur de Russie le rappel du général Kryloff et de son second, le colonel Popoff. Mais la situation ne se trouva pas améliorée par ce double départ. La question de la convocation de la Chambre n'avait pas fait un pas de plus. Hagiénoff et les siens la demandaient d'urgence pour voter les chemins de fer. Il fallait aviser.

Dans un conseil de cabinet, M. Natchovitch déclara formellement ne pouvoir promettre des députés favorables. Or, une chambre hostile, c'était le coup d'État effacé, la constitution de Tirnovo rétablie et peut-être le prince finalement obligé de quitter le pays. Coûte

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

que coûte, il fallait réussir. M. Natchovitch ne s'étant pas senti la vertu nécessaire pour tenter l'aventure, on se décida, quoique à regret, à demander à la Russie un général, tranchons le mot, un croquemitaine pour effrayer de rechef les libéraux. Un officier russe, aide de camp et familier du prince, du nom de Polzikoff, jeune homme aimable et corrompu, fut chargé d'aller porter au czar une lettre d'Alexandre Ier où celui-ci demandait deux généraux russes, l'un comme ministre de l'intérieur, l'autre, de la guerre. Par la même occasion, le prince priait l'empereur de vouloir bien remplacer M. Hitrovo, qui, disait-il, trahissait en Bulgarie les véritables intérêts russes. Polzikoff partit de Sophia le 26 février.....

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

XIV

On devait commencer à être surpris à Pétersbourg de ces hécatombes de fonctionnaires russes en Bulgarie. A peine l'un d'eux avait-il occupé son emploi pendant quelque temps, une lettre autographe du prince arrivait au czar le priant d'envoyer un remplaçant. C'est ainsi que MM. de Coumany, Kryloff, Popoff, Römlüngen, Hitrovo avaient, l'un après l'autre, déplu à Son Altesse. Les trois personnages nouveaux à envoyer auraient-ils plus de chance que leurs prédécesseurs? On en doutait dans l'entourage de l'empereur. On y voyait déjà le souverain de la Bulgarie sous les traits de l'un de ces enfants terribles qui n'ont pas plutôt un jouet entre les mains qu'ils le brisent.

Il fut cependant décidé que l'on accorderait les deux généraux demandés. Quant au successeur de M. Hitrovo, tout en donnant un autre poste à celui-ci, l'on attendrait que la situation se fût mieux dessinée

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dans les Balkans. Les généraux devant rester en communication directe avec le gouvernement, le besoin d'un représentant direct de la Russie se ferait moins sentir. Un simple chargé d'affaires suffirait pour le moment. MM. Soboleff et Kaulbars, les deux généraux désignés pour aller à Sophia, furent choisis avec beaucoup de soin. L'un et l'autre avaient fait leurs preuves comme chefs et même comme écrivains militaires. Ils jouissaient de la confiance personnelle de l'empereur qui, en se privant de leurs services pour obliger son cousin de Bulgarie, ne pouvait lui donner une plus grande preuve d'intérêt. On n'avait pas cru pouvoir faire moins, non plus, pour une mission aussi importante que celle qui était confiée aux deux généraux. Ils allaient occuper les premiers postes d'un pays que la Russie avait délivré et qu'elle s'efforçait toujours de se rattacher aussi étroitement que possible.

L'événement prouva que l'on s'était fait des illusions, à Pétersbourg comme à Sophia. Le cabinet conservateur avait spéré d'autres Ehrnrooth, c'est-à-dire des généraux qui se seraient bornés à assurer l'exécution des ordres et instructions émanés de leurs collègues bulgares, sans vouloir y intervenir personnellement. Tel, du moins, s'était montré le général Ehrnrooth. Les hommes à courte vue du cabinet ne réfléchissaient pas que ce dernier n'avait coopéré au coup d'État qu'en vue d'un effort déterminé, après

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

quoi il s'était hâté de rentrer en Russie. En restant à son poste, il est probable que le général Ehrnrooth, homme de discernement, ne se serait pas accommodé longtemps du rôle passif qui lui était attribué. Être purement et simplement l'exécuteur des hautes œuvres de MM. les ministres bulgares, n'avait rien de bien flatteur pour un général russe. L'exemple donné par le général Ehrnrooth, n'en restait pas moins comme le modèle du genre pour les conservateurs. Un général russe, à leurs yeux, ne devait pas avoir d'autre emploi dans le pays. Les luttes de parti étaient locales, n'intéresseraient en rien le nouveau ministre de l'intérieur qui, partie intégrante d'un cabinet conservateur, ne pouvait manquer de sévir de la belle façon contre les libéraux. L'empereur, au surplus, s'était prononcé d'une façon non douteuse. Appuyer, envers et contre tous, le prince et ses conseillers intimes, telle serait, sans doute, la règle absolue de MM. les généraux russes. A eux toutes les épines du pouvoir et les fruits à leurs collègues. Faire retirer les marrons du feu par d'autres, a toujours été le suprême de l'habileté chez un homme politique.

Étaient-ce des instructions conformes que l'on avait données aux généraux en partant de Pétersbourg? On n'avait pas dû leur dissimuler la délicatesse des fonctions qu'ils allaient remplir. L'empire exercé par les conservateurs sur le prince n'était pas chose secrète pour le cabinet russe. Il avait même connaissance du

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

complot tramé à Sophia pour se saisir, au moment donné, de la future concession des chemins de fer. Le général Soboleff, qui allait être ministre de l'intérieur et président du conseil, fut mis au courant de tout. La circonspection, la prudence lui furent encore une fois recommandées, et lui et son collègue de la guerre se mirent en route.

Si l'on avait mieux réfléchi, sur les bords de la Néva, on n'aurait laissé partir que le général Kaulbars. Les Bulgares auraient été invités à s'arranger, comme ils l'entendraient, pour le poste de l'intérieur. Déjà la Russie avait beaucoup perdu dans la principauté en se prêtant aux fantaisies passées du prince Alexandre. Même pour le bien du pays, son intervention nouvelle était impolitique à tous les points de vue. La continuerait-elle indéfiniment? Si on l'espéra à Pétersbourg, on y était dans une grande erreur.

Les qualités mêmes du général Soboleff lui prédisaient un échec. Il était intelligent, actif, politique au besoin. Sa puissance de volonté était connue. C'était tout justement le contraire que l'on voulait de lui. Un bras avait été demandé à Pétersbourg et une tête était envoyée.

Un premier voyage fut fait en Bulgarie par les généraux dans le but de reconnaître le terrain. Dans les entrevues qu'ils eurent avec le prince et son entourage, on se reconnut force qualités aimables de part et d'autre. Il fallait que les libéraux eussent des âmes

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

bien noires pour oser troubler un si touchant accord. MM. D. Zankoff et les autres n'auraient qu'à bien se tenir.

Et cependant, dès cette époque, les premiers germes d'une scission se firent jour. Le général Soboleff arrivait avec l'intention d'employer son influence à faire exécuter, par la Bulgarie, une voie ferrée allant de Sophia au Danube. On disait même que le général Obroutcheff appuyait fortement ce projet. Pour mener l'entreprise à bonne fin, le général Soboleff crut devoir recommander à Alexandre Ier, comme ministre des travaux publics, un ingénieur russe des plus distingués, le prince Hylkoff. Cette proposition devait d'autant mieux être accueillie, que la Bulgarie ne possédait et ne possède encore aucun ingénieur digne de ce nom. Elle obtint un effet tout opposé. Toute la coterie conservatrice se souleva. On allait donner à un Russe ce ministère des travaux publics de qui dépendait, en partie, la concession des chemins de fer ! Les plus mauvais jours de Poliakoff et de Strüve-Günzbourg étaient revenus, encore aggravés même. Une dépêche qui fut divulguée, montre bien la fureur du parti. Faites tout votre possible, télégraphiait M. Grécoff resté à Sophia, à M. Stoïloff qui avait accompagné le prince à Varna, faites tout votre possible pour que le prince Hylkoff n'entre pas au ministère, « Hagiénoff ne le veut pas ! »

M. Stoïloff n'avait pas besoin d'être excité pour agir

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dans le sens indiqué. L'intérêt qu'il avait lui-même dans l'affaire, le poussait suffisamment contre le prince Hylkoff. On n'attendit pas longtemps le résultat de son intervention. Le prince Hylkoff fut mis de côté pour cette fois, pas entièrement cependant. Obligé de céder, le général Soboleff garda les travaux publics dans ses attributions, avec l'arrière-pensée de les confier au prince Hylkoff avec le titre de directeur. Les choses ainsi réglées, les généraux retournèrent en Russie pour chercher leurs familles. Le décret qui les nommait à leurs postes respectifs, ne parut à l'*Officiel* que le 5 juillet. M. Natchovitch reprit en même temps les finances.

Cette apparition des généraux n'avait fait augurer rien de bon aux conservateurs. Ils voyaient bien que les auxiliaires demandés se transformeraient trop facilement en maîtres.

La fable du cheval s'étant voulu venger du cerf, leur revint en mémoire. S'ils l'avaient osé, ils auraient insisté auprès du prince pour qu'il écrivît au czar de garder MM. Soboleff et Kaulbars. La faute, si c'en était une, était faite, on ne pouvait y revenir, de sitôt du moins.

A leur retour de Russie, les nouveaux ministres se montrèrent très réservés. Il le fallait pour tenir à distance les avances qu'ils s'attendaient bien à recevoir des deux partis. Les conservateurs ne manquèrent pas de se donner l'air de les avoir confisqués à leur profit.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Mais les libéraux ne furent nullement intimidés dans les visites qu'ils rendirent aux généraux. Un jour on sut que le général Soboleff avait déclaré à quelques-uns de ces derniers, qu'il n'était pas venu pour favoriser tel ou tel parti; mais pour apporter la conciliation. Ce fut un coup de fouet pour les conservateurs. Comment ! le général Soboleff n'avait pas mission expresse d'accorder son appui exclusif au cabinet dont il faisait partie ? Leur irritation s'augmenta encore en voyant que le général convoquait les ministres chez lui et non au ministère où il ne mettait jamais les pieds. De plus, M. Soboleff était froid et poli. Il écoutait le pour et le contre de la part de ses collègues et n'agissait néanmoins qu'à sa guise. Oui, c'était bien un maître que les conservateurs s'étaient donné, ils ne le voyaient que trop maintenant. Ils l'attendaient aux élections. Oserait-il les influencer autrement que dans le sens conservateur ?

Tenu soigneusement au courant des perplexités qui assiégeaient ses favoris, le prince, qui est incapable de dissimulation, ne tarda pas à témoigner de la froideur aux généraux. En somme, jusqu'à la convocation de la Chambre, les relations furent assez bonnes, encore que la conspiration fût, dès cette époque, latente, persistante. Les conservateurs furent infatigables dans leur œuvre souterraine. Ils ne se dévoilèrent pas, toutefois, tant que le pas dangereux des élections ne fut pas franchi. Elles eurent lieu ces élections tant redoutées.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Envoyé en Bulgarie expressément pour faire le jeu des conservateurs, le général Soboleff prêta consciencieusement son concours. Rassemblements de paysans, persécutions contre les libéraux furent remis en usage. On ne laissa voter que qui l'on voulait et comme l'on voulait. La volonté du pays était trop ouvertement méconnue pour ne pas donner lieu, plus tard, à une violente réaction. Mais qu'importait à ceux qui possédaient alors le pouvoir? Ils ne voulaient être les maîtres que pour une période donnée. Après eux la fin du monde! Même ils commençaient, comme les criminels endurcis, à avoir la fanfaronnade de leurs exploits. La timidité des premiers temps avait fait place chez eux à l'assurance d'hommes d'Etat consommés. On ne traitait pas autrement le suffrage. Quelle différence y avait-il entre les voix de paysans ignorants et celles de petits négociants bornés? L'éducation politique du pays était encore à faire. Qui, mieux qu'eux, pouvait en être chargé?

Ainsi raisonnaient nos conservateurs. L'événement semblait leur donner raison. Leur triomphe avait été à peu près complet dans les élections. A la vérité, cinq ou six districts, dont celui de Sophia, n'avaient pas nommé de députés. Ces districts mal pensants avaient manifesté clairement leur intention d'élire des libéraux. Sous prétexte de violences et d'irrégularités, le gouvernement avait annulé les opérations électorales. Mais cet échec partiel n'empêchait pas le résultat

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

d'ensemble qui était brillant. Étaient sortis des urnes une trentaine de conservateurs auxquels venaient s'ajouter environ douze Turcs qui regarderaient comme à crime de ne pas voter avec le gouvernement. Vraiment l'on aurait bien pu laisser venir les quinze ou ou seize libéraux que voulaient envoyer les districts opposants.

Le gouvernement en jugea autrement. C'était à bon escient qu'il ne permettait pas l'entrée d'un seul libéral dans la Chambre. L'opposition comptait des orateurs écoutés et l'on craignait que si ces orateurs étaient élus, ils ne retournassent comme un gant la Chambre conservatrice.

Une certaine détente se fit remarquer entre Russes et Bulgares du ministère à la suite du succès remporté en commun. Le général Soboloff, lui-même, fut fier du résultat obtenu. Il écrivit en Russie que jamais le pays n'avait élu de députés plus dignes, plus éclairés. Quel est l'homme qui n'est pas faible devant son œuvre? Son illusion, cependant, ne dut pas être longue. Maintenant que les élections étaient terminées, les conservateurs étaient pris d'une certaine impatience à voir le général rester à leur tête. Volontiers ils lui auraient dit : « Votre besogne est accomplie, que ne partez-vous ? »

En prévision de luttes mortelles à soutenir contre les généraux, les membres bulgares du cabinet avaient formé une sorte de pacte. Si l'un d'eux était me-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

nacé par les adversaires communs, les autres le soutiendraient et démissionneraient plutôt que de l'abandonner. Cette solidarité fut bientôt mise à l'épreuve.

De son exil de Vratza, M. D. Zankoff avait demandé au ministère l'autorisation de conduire sa fille dans un pensionnat en Angleterre. La permission obtenue, M. D. Zankoff partit. A son retour, au lieu de revenir directement à Vratza, il débarqua à Roustchouk. Une manifestation l'y attendait, préparée par les libéraux de l'endroit. Le préfet, M. Aneff, voulut s'y opposer et ne trouva rien de mieux que de faire arrêter M. D. Zankoff. Il le retint jusqu'au lendemain où il le fit conduire sur le bateau à vapeur qui devait le déposer à Rahova, échelle de Vratza.

Connaissance de ces faits avait été transmise télégraphiquement par le préfet à son chef hiérarchique, le général Soboleff. Il arriva que la dépêche ne fut remise à ce dernier que quarante-huit heures après réception. Un ordre, bien ou mal interprété de M. Voulcovitch, directeur des télégraphes et postes, en même temps que ministre des affaires étrangères, avait été cause du retard.

Irrité de ce qu'il considérait comme une trahison, le général Soboleff commença par faire tomber sa colère sur le préfet de Roustchouk qui s'était permis de prendre des mesures contre M. D. Zankoff avant d'en référer à son ministre. Il le nomma à une préfecture moins importante. M. Aneff n'accepta pas ce change-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ment et démissionna. C'était un ami ou plutôt un instrument des conservateurs. Sa conduite sommaire à l'égard de M. D. Zankoff avait été assurément guidée par l'esprit de parti. Redevenu simple particulier, M. Aneff se présenta à une élection législative supplémentaire qui avait lieu à Sistov, fut élu et rapporta à Sophia, en même temps que son dévouement aux conservateurs, toute sa haine contre le général Soboleff. Nous le retrouverons à la Chambre où il ne cessera pas un instant de harceler les ministres russes.

Une victime plus importante encore que M. Aneff était tombée. Le général Soboleff avait exigé la sortie du ministère de M. Voulcovitch. Ses collègues ne le soutinrent que mollement. Le faisceau ne se maintint pas intact pour celui-là. Plus tard, M. Voulcovitch reprocha amèrement à ses amis d'avoir manqué à l'engagement pris. M. Voulcovitch était naïf. D'ailleurs, en se séparant de M. Voulcovitch qu'il n'aimait pas, le général Soboleff avait prouvé qu'il ne visait pas à l'affaiblissement du groupe conservateur dans le ministère. Lui-même, il avait demandé M. Stoïloff comme successeur de M. Voulcovitch. De fait, hors du ministère ou dedans, M. Stoïloff avait toujours la même influence sur la marche des affaires, le prince ne décidant rien, ne signant rien sans le consulter. Il est même probable qu'en l'arrachant à cette intimité, le général ait eu en vue de l'amoindrir en réalité. L'ayant avec lui dans le cabinet, il posséderait un certain droit,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

comme ministre-président, de surveiller ses actes, au lieu de sentir, derrière le prince, une hostilité qu'il ne pouvait parvenir à combattre.

M. Stoïloff n'accepta pas précisément sa situation nouvelle avec enthousiasme. Il échangeait un poste inexpugnable contre la fluctuation, les hasards de la politique quotidienne. Le sort de M. Voulcovitch était pour lui un enseignement. Il dut se dévouer, sous peine de laisser ses amis en minorité dans le ministère et permettre ainsi aux généraux de tout décider à leur guise.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

XV

Le replâtrage du ministère ne fit qu'accélérer la scission entre les deux camps qui le composaient. De tous les Slaves, ce sont peut-être les Russes et les Bulgares qui diffèrent le plus entre eux. Le Russe est rude, surtout s'il porte l'habit militaire. Appartenant à une puissante nation, il aime à se mouvoir à grandes enjambées. Il est habitué à tout rapporter aux immenses proportions de la terre natale. Vie privée ou vie publique, le Russe n'est resserré que par nécessité. Il lâche les guides dès qu'il le peut et n'amasse que pour dépenser.

On pourrait d'un trait esquisser le Bulgare, en disant qu'il est la contre-partie exacte de ce portrait. Mort depuis des siècles à la vie politique, il concentrait toute son activité dans le cercle restreint d'un village ou d'une petite ville. Il ignorait les vastes horizons. Le contact avec les Grecs du Bas-Empire avait déjà

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

amoindri son caractère. La rapacité des autorités turques lui imposa la nécessité de thésauriser en secret. A défaut d'autres occupations plus nobles, il tourna ses facultés vers le lucre, les petites questions de clocher. En survivant chez lui, l'idée de patrie correspondait plutôt à ce besoin inné de justice, de bonne administration qui tourmente les peuples travailleurs.

A peine les Turcs furent-ils chassés grâce à la Russie, le premier souci des Bulgares fut de s'appartenir à eux-mêmes. Pourquoi cacher que l'article de la constitution de Tirnovo qui ne permet qu'exceptionnellement l'admission dans le pays d'employés étrangers, visait surtout les fonctionnaires russes? Qu'on ne crie pas à l'ingratitude. Pas n'est besoin d'avoir lu le *Réviseur* de Gogol, pour savoir ce qu'est le fonctionnarisme en Russie. On se rappelle les nombreux cas de concussion qui furent jugés par les tribunaux russes après la guerre de 1877. C'est une chronique qui ne chôme jamais, de la Néva au Volga. Les Bulgares étaient d'autant mieux renseignés à ce sujet que bon nombre d'entre eux avaient fait, pendant la campagne, des fournitures à l'armée russe.

Des fonctionnaires prodigues et surtout étrangers au milieu d'une nation économe jusqu'à la rapacité, constituaient une anomalie que celle-ci, à la longue, ne pourrait supporter. Celui qui a vécu dans le pays a pu constater un effort lent, persistant, des libéraux comme des conservateurs, pour retirer des mains des

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Russes tout ce qu'ils détenaient de l'administration publique. On dira que ces efforts n'ont pas toujours été désintéressés, que Hagiénoff a fait école. Il n'importe. Nous devions signaler le fait pour donner la vraie raison de l'antagonisme qui existera toujours entre Russes et Bulgares délibérant ensemble.

Si les généraux du ministère étaient rendus quelque peu cassants par leur grade, l'habitude du commandement, les résistances qu'ils rencontraient, les menées souterraines qu'ils surprenaient, leurs adversaires ne leur cédaient en rien, soutenus qu'ils étaient par le prince et par l'idée qu'ils se trouvaient chez eux. Du contact de ces opinions opposées, il ne pouvait sortir que des étincelles.

Quand la Chambre fut réunie, les députés se mirent naturellement du côté de leurs compatriotes, sans que cette communauté de vues pût conduire à un but bien déterminé. Le difficile était de séparer, devant le Parlement, la cause des généraux de celle de leurs collègues. Un blâme, une simple motion même, pouvait donner prétexte au président pour poser la question de cabinet, et l'on ne voulait pas aller aussi loin pour le moment à cause des conséquences. On se borna à des interpellations. Le général Soboleff était surtout visé. M. Anoff, l'ancien préfet de Roustchouk, se distingua dans ces escarmouches où, en plus que les autres, il avait un grief personnel à venger. Il était aidé dans cette besogne par un certain docteur Tsatcheff,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

instrument des ministres bulgares et surtout de Hagiénoff.

Cette guerre de piqûres obtint le résultat voulu. On avait fait sentir à MM. Soboleff et Kaulbars qu'ils n'étaient pas autant les maîtres qu'ils le croyaient et que, s'ils avaient des velléités de se défaire de leurs collègues, ils auraient à compter avec la Chambre. Les généraux répondirent tant bien que mal, plutôt militairement. Ils avaient contre eux leur dédain et l'inexpérience du régime parlementaire. Ils durent même céder devant une attaque plus directe.

On se rappelle que, à la suite de l'opposition faite par les conservateurs à l'entrée du prince Hylkoff au ministère, le général Soboleff avait nommé ce dernier directeur des travaux publics en retenant le département dans ses attributions. En agissant ainsi, il avait principalement en vue de couper court aux tripotages dont profitait Hagiénoff, ainsi que d'empêcher un escamotage de la concession des chemins de fer. Hagiénoff poussait vivement la question. D'adversaire acharné de Strüve-Günzbourg qu'il était auparavant, il était devenu subitement l'allié de ce groupe, pensant avoir ainsi donné satisfaction à l'opposition des Russes. Il crut bien, à cette époque, avoir cause gagnée. Pour mieux obtenir l'affaire, il avait imaginé la fondation d'une société de construction par actions avec privilège et participation du gouvernement. Il n'avait pas de plus chaud défenseur de la combinaison que le

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

prince qui la recommandait à tout venant. Restait la Chambre dont l'approbation était indispensable. Les députés, ces braves gens que Hagiénoff appelait « mes Bulgares » avant même leur élection, furent entourés par lui de toutes les attentions. Il leur fit préparer des logements à l'hôtel, en recommandant qu'on lui envoyât la note des frais. Outre des réceptions partielles, il donna au monde officiel et parlementaire un grand dîner suivi de bal. Le prince, lui-même, y assista. Dans ses idées de parvenu, Hagiénoff ne doutait pas d'avoir Chambre conquise.

Fouquet avait dû sa perte aux splendeurs du château de Vaux qu'il étala devant Louis XIV. Le peuple légal, cet autre souverain aussi jaloux que peut l'être un monarque absolu, ne pardonna pas à Hagiénoff tout le luxe étalé. Peu de jours après, la Chambre renvoyait sa société de construction aux calendes grecques. Ses amis du ministère voulaient lui faire payer par le gouvernement 300,000 francs pour des études de chemins de fer qui ne lui avaient pas coûté la moitié : la Chambre ordonna que de nouvelles études seraient faites aux frais de l'État et interdit en même temps à celui-ci d'acheter celles de n'importe quel particulier.

On trouvera peut-être que nous nous appesantissons trop sur le cas d'un particulier aussi peu intéressant que Hagiénoff. Tout au moins nous accusera-t-on de partialité. Si les libéraux reprochent Hagiénoff aux conservateurs, ceux-ci répondent par le nom de Beloff

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

qui est celui d'un ingénieur ayant obtenu des travaux pendant le ministère Zankoff-Karaveloff. Beloff a-t-il imité Hagiénoff? C'est fort possible; mais nous ne chercherons pas à le savoir. La personnalité de Hagiénoff n'a été mêlée à notre récit que parce qu'elle est devenue l'un des facteurs principaux de la politique des conservateurs. C'est certainement pour le consoler de son échec devant la Chambre, que M. Stoïloff et ses amis inspirèrent aux députés une dernière manœuvre contre les généraux. A la veille de la clôture, une députation parlementaire à la tête de laquelle se trouvait M. Aneff, vint demander au prince que le titulaire des travaux publics fût Bulgare.

Il n'était pas possible de dire plus clairement au général Soboleff qu'il n'inspirait aucune confiance, en d'autres termes, que l'on redoutait, de sa part, des malversations dans les entreprises. L'injure était flagrante, imméritée surtout. Résister eût amené un éclat, céder était bien dur. Le général s'y décida pourtant, mais en frémissant. Ce fut M. Natchovitch qui hérita du portefeuille. Tout aussitôt, Hagiénoff toucha de grosses sommes sur ses travaux, avec cette clause singulière, qu'il s'engageait à restituer lors de la situation définitive, l'argent reçu en trop par lui. Peu de jours après, la Chambre se sépara.

Russes et Bulgares du ministère restaient seuls en présence. Entre eux la lutte sourde continua. Les conservateurs avaient pris une certaine assurance, à

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

la suite du concours que leur avait donné la Chambre, et les généraux étaient profondément blessés de la campagne qui avait été menée contre eux. On sentait qu'un prétexte, un motif futile, pouvait amener la crise jusque-là latente. Ce motif ne tarda pas à se présenter.

Au commencement du mois de mars, le métropolite de Sophia, Mélétius, fut destitué par le Saint-Synode, avec ordre de se retirer à Vratza. Comme ministre des affaires étrangères et des cultes, M. Stoïloff fut le premier informé de cette décision. Il en fit part au général Soboleff qui lui recommanda d'avoir les plus grands égards pour le prélat. Malgré ses erreurs, les Russes l'avaient en considération à cause du courage qu'il avait montré en quittant Constantinople, dès le début de la guerre, pour se rendre au milieu de l'armée envahissante. M. Stoïloff ne se crut pas obligé aux mêmes ménagements. Craignant des démonstrations au départ du métropolite, il le fit enlever de nuit par les gendarmes, placer sur un cheval, et conduire au monastère du Rilo dans la montagne. De sa propre autorité, il avait changé le lieu de l'internement en faisant gratter et remplacer le mot *Vratza* par le mot *Rilo*, sur le document officiel.

Dans un ministère uni, la mesure aurait été prise en commun, ou encore, l'incident se fût-il passé comme nous venons de le raconter, on l'aurait vidé après quelques explications échangées. M. Stoïloff avait agi en méconnaissant la suprématie du prési-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dent du conseil. Celui-ci blessé offrit aussitôt sa démission au prince. En même temps, le général Kaulbars venait déclarer qu'il ne séparait pas sa cause de celle de son ami.

Qui fut perplexe ? le prince et son entourage. Ils avaient bonne envie de voir définitive la démission des généraux. Mais prendre ce parti, entre les libéraux toujours inquiétants et la Russie à mécontenter, était fort imprudent. L'issue serait toute trouvée si, à Pétersbourg, on n'insistait pas pour le maintien de MM. Soboleff et Kaulbars. La question fut posée. Le prince, en personne, télégraphia. La réponse fut que la mission des généraux en Bulgarie ne paraissait pas encore terminée. Alexandre Ier ferait plaisir à l'empereur en continuant à accepter leurs services jusqu'à une époque à déterminer plus tard. On n'insista pas davantage. Le parti était pris à l'improviste. Il n'avait pas encore eu le temps de savourer bien secrètement, bien traîtreusement, selon son habitude, la volupté de conspirer. M. Natchovitch était incapable de s'orienter pour le moment. On l'avait vu se précipiter dans la chancellerie du palais, en faisant de grands gestes, comme un homme qui va se noyer.

C'est qu'en vertu de l'alliance conclue, la retraite de M. Stoïloff entraînait forcément celle de MM. Grécoff et Natchovitch. Ces deux derniers ne pouvaient lâcher leur jeune collègue comme ils l'avaient fait pour M. Voulcovitch. Le douloureux sacrifice fut consommé

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et les deux généraux restèrent maîtres de la situation, non sans être quelque peu embarrassés de leur victoire. Ne marche pas qui veut dans le guêpier de la politique bulgare, tel que l'ont bâti à leur usage MM. les conservateurs. Voilà donc ceux-ci à l'eau, dans la plus florissante période des pleins pouvoirs, alors qu'ils eussent dû être au pinacle de leur fortune. La facilité avec laquelle ils avaient été renversés, malgré leur pouvoir sur la Chambre et en l'absence de celle-ci, indiquait ce que le régime avait de précaire. Leur influence sur le prince était impuissante à les protéger contre ceux qu'ils avaient appelés eux-mêmes à leur secours. M. Stoïloff, surtout, parut inconsolable. Jusqu'alors il avait un refuge tout trouvé contre les injustices de la destinée, dans son poste bienheureux de chef du cabinet politique. Le genéral Soboleff eut la cruauté de supprimer ce poste.

Revenus enfin de leur étourdissement, les ministres dépossédés ne se donnèrent pas pour battus, loin de là. Il leur restait encore dans la main des atouts sérieux, dont le principal était Alexandre Ier. A partir de ce moment le pauvre prince fut entrepris sans trêve, ni merci. On lui montra les généraux méconnaissant son autorité légitime, préparant son asservissement, celui du pays au moyen d'une dictature militaire. Les moindres paroles de ces derniers, leurs actes les plus insignifiants, étaient rapportés au prince travestis et augmentés. Avant tout, il fallait inspirer au souve-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

rain assez d'aversion contre ses ministres, pour le faire résister à une demande de dissolution de la Chambre. Les conservateurs craignaient beaucoup cette éventualité. De nouvelles élections, ils ne le savaient que trop, auraient changé du tout au tout la représentation nationale.

Les généraux n'avaient pas l'habileté qui leur était prêtée. Ils ne poursuivaient aucun but préconçu. En appeler de nouveau au pays eût été, de leur part, se déjuger et avouer implicitement que les élections accomplies sous leurs auspices étaient entachées d'illégalité. Et au profit de qui auraient tourné ces élections? Des libéraux, selon toute apparence, ce qui entraînait, ou à peu près, le retour à la constitution de Tirnovo. Ni le général Ehrnrooth, ni eux n'avaient travaillé dans ce but. L'empereur ne pouvait autoriser une pareille volte-face, si peu de temps après avoir donné son approbation au coup d'État. Dans le ministère qu'ils constituèrent à la date du 15 mars 1883, les généraux voulurent se donner l'apparence de quelque fidélité à la marche suivie. Ils ne nommèrent que des gérants aux ministères vacants. Le prince Hylcoff, lui-même, n'eut pas d'autre titre. Après les élections complémentaires, laissa-t-on entendre, les titulaires définitifs seraient nommés. Pour mieux indiquer le désintéressement du ministre-président, ces gérants furent choisis parmi les personnes qui n'étaient

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

engagées ni avec les conservateurs, ni avec les libéraux.

Ces mesures indiquaient, — en même temps que la modération des généraux, — leur désir de vivre en bonne intelligence avec le prince. Ils reconnurent bientôt, à l'attitude de ce dernier, qu'ils poursuivaient l'impossible. L'œuvre souterraine des conservateurs s'accomplissait. Dès lors, les généraux n'hésitèrent plus à répondre aux avances que leur faisaient les libéraux. Hagiénoff dut donner sa démission de maire de Sophia. Il fut remplacé par M. Souknaroff, l'ancien président de la Chambre libérale. La rupture entre le prince et son premier ministre était désormais sans remède. Quand Alexandre Ier se mit en route, dans la première quinzaine d'avril, pour assister aux fêtes du couronnement à Moscou, il avait été convenu entre lui et ses conseillers occultes qu'il demanderait formellement à l'empereur le rappel des généraux.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

XVI

Le couronnement du czar ne devant avoir lieu que le 27 mai, le prince de Bulgarie eut tout le loisir d'allonger son chemin. Il passa par Constantinople, Athènes, Jérusalem, Cettigne et Darmstadt où il s'arrêta près de ses parents. En son absence, la régence était exercée par le général Soboleff qui la céda au général Kaulbars, lorsque lui-même il partit pour Moscou. Deux des gérants du ministère, MM. Bourmoff et Kyriak Zankoff l'y suivirent pour traiter à Pétersbourg différentes questions, entre autres la quotité de l'indemnité à payer par la Bulgarie à la Russie pour le temps de l'occupation qui avait suivi le traité de Berlin.

A Sophia, il y eut forcément trêve, les principaux champions étant partis. Pour ôter quelque force à la conspiration qu'il laissait derrière lui, le général Soboleff avait donné son assentiment à l'envoi de M. Stoï-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

loff à Vienne en qualité de délégué bulgare à la conférence à quatre. Mais le conspirateur est ingénieux. Sa mission terminée, M. Stoïloff s'attacha aux pas du prince alors en Allemagne, le quitta le temps que dura son séjour en Russie, pour le reprendre aussitôt qu'il eut repassé la frontière.

L'ancien secrétaire était resté en relations suivies avec ses amis de Sophia. Ensemble ils concertaient la manière d'agir sur le prince. Hagiénoff leur servait de messager, une première fois en allant à Darmstadt, une seconde fois à Ischl où il fut appelé sur une dépêche pressante de M. Stoloïff. Sans doute que le prince était irrésolu et qu'il s'agissait d'un effort décisif pour le convaincre. M. Natchovitch avait été aussi mandé ; mais au dernier moment, Hagiénoff se décida à partir seul avec sa femme. La présence de M. Natchovitch à Sophia était vraiment indispensable pour donner toute sa cohésion au parti. A lui seul presque, il rédigeait le *Bulgarski Glas* qu'il remplissait de télégrammes, de correspondances, de pétitions protestant contre la tyrannie, la dictature des généraux. Il y en avait de tous les coins du pays. M. Natchovitch les insérait d'autant plus volontiers que c'était lui qui en était souvent l'auteur, soit qu'il les composât *ad hoc*, soit qu'il leur eût fait faire un tour en province.

La correspondance aux journaux étrangers n'était pas non plus négligée. On télégraphiait au *Temps*, de Paris, à la *Gazette de Cologne*, à la *Politische Correspon-*

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

denz de Vienne. Un correspondant du *Néologos* à Sophia fut prié d'écrire à son journal que si le prince ne mettait pas les généraux à la porte, le pays se soulèverait et le chasserait lui-même. A l'étranger, M. Stoïloff faisait chorus dans d'autres journaux. La presse allemande de toute nuance était toujours prête à accueillir toute communication hostile aux Russes. Ce tapage habilement organisé produisit son effet. Les grands journaux européens se mirent à parler couramment de l'anarchie en Bulgarie, alors que le calme le plus complet y régnait. Les frais de la propagande, des voyages, durent être assez considérables. L'argent, cependant, ne manqua jamais. A plusieurs reprises, quand les conservateurs étaient au pouvoir, il avait été question entre eux de se mettre de côté une somme importante pour avoir des ressources en cas d'un revers de fortune. Il est probable que cette précaution avait été prise.

En agissant sur l'opinion, les conservateurs ne doutaient pas d'exercer une influence proportionnelle sur le prince et même sur l'empereur. Bien stylé, Alexandre Ier n'avait pas manqué de demander à son cousin le rappel du général Soboleff et, pour montrer qu'il n'y avait ici qu'une simple question de personnes, il désigna lui-même le successeur désiré, c'est-à-dire le général Ehrnrooth. L'empereur vit que c'était peine inutile de raisonner le jeune prince. Il se borna à lui dire que, jusqu'à présent, il ne voyait pas de griefs

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

assez sérieux pour motiver l'éloignement du général Soboleff, si peu de temps après son arrivée en Bulgarie. Patienter et attendre, en s'efforçant de concilier les hommes et les choses, c'était tout ce qu'Alexandre Ier pouvait faire de mieux pour le moment.

La présence simultanée du prince de Bulgarie et de son premier ministre en Russie, donna lieu à plusieurs incidents regrettables. Alexandre Ier voulait se débarrasser du général et s'y employait en conscience. Celui-ci résistait, en s'efforçant de démontrer à quelles influences pernicieuses obéissait le prince. Avant de se séparer, la Chambre bulgare avait nommé une commission pour assister au couronnement. Cette commission, composée de conservateurs, naturellement, fut surtout chargée de porter plainte contre les généraux. Elle fit, dans ce but, des efforts inouïs ; le général Soboleff, à son tour, avait fait venir des délégués de la municipalité de Sophia, libéraux à tous crins, qui ne ménagèrent pas les conservateurs.

Cette triste lutte affligea d'autant plus la cour de Russie, que le remède ne semblait pas facile.

Faire revenir les généraux, c'était laisser derrière eux l'immoralité triomphante, par suite, l'anarchie avec la perspective d'une catastrophe prochaine. Il fut décidé finalement que le général Soboleff resterait provisoirement à son poste. Mais pour montrer bien clairement qu'il emportait l'approbation de l'empereur, on nomma à M. Hitrovo un successeur qui fut

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

M. Yonine, diplomate déjà âgé et sur le tact duquel on pouvait compter. Il est à remarquer que la Russie a toujours choisi avec soin ses agents en Bulgarie, ce qui n'a pas empêché que tous ont échoué.

Pendant ce temps, le prince Alexandre 1er s'attardait à l'étranger. Généralement, dans ses voyages, il n'est jamais pressé de rentrer à Sophia. Ceux qui connaissent la capitale bulgare l'excuseront, sans s'arrêter à l'objection qu'une couronne, si elle assure des plaisirs, comporte surtout des obligations. On signala, tour à tour, la présence du prince à Gastein, à Vienne, enfin à Ischl où les conservateurs achevèrent de lever ses derniers scrupules.

En cette occasion, M. Stoïloff mérita bien de ses coïntéressés. Outre l'habileté persévérante qu'il montra à reconquérir entièrement le prince, toujours hanté de la crainte de déplaire à Pétersbourg, il rivalisa de zèle avec M. Natchovitch dans ses lettres aux journaux. Il fit insérer dans la *Gazette de Munich* un long article qui n'était que le récit de toutes les amertumes éprouvées par le souverain bulgare en Russie. A un moment donné même, il avait décidé le prince à déclarer formellement son intention de ne pas retourner en Bulgarie, tant que les généraux Soboleff et Kaulbars resteraient à leur poste. Le parti pensait que devant les embarras apportés par l'*ultimatum* du prince, le cabinet de Pétersbourg céderait. On revint cependant de ce moyen extrême.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Le mortel ennemi du prince, — celui-ci ne l'envisageait pas autrement, — se trouvait en Russie. En revenant dans ses États, Alexandre Ier n'aurait pas le désagrément d'être reçu par lui. Il se décida donc à se mettre en route pour Sophia où il rentra le 23 juillet, soucieux, préoccupé. L'heure matinale empêcha le gouvernement de lui préparer la réception enthousiaste de rigueur. Il est probable que le prince avait été dissuadé de s'y prêter autrement. Entre les manifestations spontanées que le prince trouvait partout sur son passage, du temps des conservateurs, et le peu d'empressement du public à l'heure actuelle, le prince ne pouvait s'empêcher de faire une comparaison toute en faveur des premiers. Nous devons à la vérité de constater que le prince avait bien perdu de la popularité des premiers temps.

A peine de retour, le prince n'eut même pas le temps de respirer. M. Grécoff allait le trouver et l'enlaçait de ses dangereux sophismes. M. Natchovitch lui énumérait, une à une, les illégalités commises par le ministère pendant son absence. A chaque instant, il lui faisait passer des notes indiquant les mesures à prendre. En même temps, le Conseil d'Etat, cette forteresse permanente des conservateurs, prenait des décisions signalant les abus commis par ces mêmes ministres, et ces décisions étaient insérées à l'*Officiel*. Le fait était aussitôt télégraphié à la presse européenne qui s'indignait de la conduite dictatoriale des séides de la

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Russie en Bulgarie. Les articles en retour étaient mis sous les yeux du prince qui se trouvait ainsi encouragé dans sa politique de résistance.

Malgré tout le travail accompli, on n'avait pas encore pu faire *sauter* les généraux, selon l'expression employée. Il fallait en arriver à la politique d'action. Le temps passait. Sous peu devaient avoir lieu les élections complémentaires. Avec les généraux au pouvoir, ces élections seraient indubitablement libérales, tandis que si les conservateurs parvenaient à les renverser, ils pouvaient espérer un certain nombre de sièges. La chambre leur appartiendrait encore en grande majorité et l'avenir serait assuré. A la recherche de moyens d'action, ils essayèrent d'un rapprochement avec quelques libéraux honteux qui avaient accepté des emplois des conservateurs. Dans les conciliabules qui eurent lieu, on répétait tout haut qu'il fallait se débarrasser coûte que coûte, des *ennemis* de la Bulgarie. Encore ce mot ennemi était-il la plus douce des épithètes employées. Le prince était tenu au courant de ces réunions qu'on lui représentait comme travaillant pour le bien du pays. Il n'en sortit rien de précis toutefois, les conservateurs voulant garder le pouvoir entier par devers eux et maintenir, dans une position dépendante, les quelques libéraux raccrochés.

Entre temps, le prince agissait absolument comme si les conservateurs eussent formé, auprès de lui, un haut conseil privé légal. Un grand nombre de nomina-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tions, de changements de fonctionnaires opérés pendant son absence par les gérants de l'intérieur et de la justice, furent annulés par lui d'un trait de plume. Il suffisait d'une indication conforme de MM. Grécoff et Natchovitch. En fin de compte, celui-ci demanda que le gérant de la justice fût remplacé par son beau-frère : accepté. Le gouvernement de fait n'existait plus. Que pouvait-il d'ailleurs? Le prince ne possédait-il pas les pleins pouvoirs? On se hâtait un peu néanmoins, dans cette besogne, pour profiter de l'absence prolongée du général Soboleff, avec le secret espoir même qu'il ne reviendrait pas. Enfin l'on annonça officiellement son retour prochain.

Cette nouvelle consterna et fouetta à la fois les conservateurs. Jusqu'au dernier moment ils avaient espéré. Circonstance aggravante, l'arrivée du général devait être suivie, à bref délai, de celle du nouvel agent de Russie, M. Yonine. Il fallait s'attendre à de graves événements. Les conservateurs avaient mis trop d'acharnement dans leur œuvre souterraine pour espérer des ménagements. De rechef, des pourparlers furent repris avec les libéraux.

Pour cette nouvelle tentative, on s'était adressé à des personnages un peu plus autorisés que les précédents, à M. Balabanoff entre autres, lequel était un ancien conservateur. Il fut répondu que si l'on voulait sérieusement arriver à une entente, rien de pratique ne pouvait être obtenu sans la participation de M. D.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Zankoff, l'exilé de Vratza. M. Natchovitch n'hésita pas à parler dans ce sens au prince qui, docile comme toujours, approuva, autorisa toutes les démarches qu'on voulut. De même que, deux ans auparavant, il s'était signalé par son acharnement contre M. D. Zankoff, de même, maintenant, il montrait la même animosité contre les généraux russes. Ce point réglé, M. Stoïtchef un libéral attiédi, fut dépêché à M. D. Zankoff pour lui insinuer que s'il s'adressait à la clémence du prince, Son Altesse serait heureuse d'oublier le passé. M. D. Zankoff prétexta des affaires urgentes à Sophia et demanda une autorisation de s'y rendre qui lui fut aussitôt accordée.

De grandes démonstrations accueillirent M. D. Zankoff à son arrivée. Quantité de voitures, de gens à pied, allèrent à sa rencontre. Il ne faut pas oublier que nous sommes dans le Midi et que ces manifestations étaient grandies par la violente opposition que la ville a toujours faite aux conservateurs. Ceux-ci virent bien qu'il faudrait compter avec M. D. Zankoff et que ce ne serait pas chose facile de l'amener à composition sans des concessions sérieuses. Heureux de se voir libre et fêté, M. D. Zankoff demanda une audience au prince pour le remercier. Son Altesse, à son tour, voulut bien témoigner toute sa bienveillance à M. D. Zankoff.

En Orient, nous ne saurions trop le répéter, le type d'Alceste ne serait pas compris. Sans doute, M. D. Zankoff était libéral, il en ayait donné assez de

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

preuves; mais si le prince, contre lequel il s'était prononcé en un instant de violence et de persécution, revenait à des idées plus saines, pourquoi lui tenir rigueur? M. D. Zankoff voyait déjà le pays, après l'expérience malheureuse des pleins pouvoirs, revenu à un état normal et suivant désormais paisiblement sa destinée. Qui connaît le chef des libéraux bulgares le taxera difficilement d'une ambition malsaine. A l'encontre des conservateurs, il n'a jamais voulu convaincre personne de ses talents transcendants.

L'ancien exilé ne tarda pas à voir venir à lui ce même M. Natchovitch qui l'avait fait enlever de nuit dix-huit mois auparavant. Très certainement, M. Natchovitch aurait eu bonne envie de répéter la mesure; mais les circonstances étaient changées. Maintenant, il lui fallait ménager le vieux lion auquel les griffes avaient repoussé. Il y employa beaucoup d'habileté. Le sombre tableau de la Bulgarie livrée à la dictature militaire, la Russie réinstallée au cœur du pays pour n'en plus sortir, l'indépendance si chèrement acquise pour être aussitôt perdue, tout cela fut esquissé de main de maître, ainsi que la reconnaissance éternelle du prince, les grâces qui retomberaient sur M. D. Zankoff, etc.

Au milieu de ce mielleux discours, il n'était pas trop facile de distinguer ce que M. Natchovitch concédait et ce que son interlocuteur gagnait. Des promesses, c'était bien, des faits valaient mieux. Les négociations

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tournèrent quelque temps dans le vague. M. D. Zankoff parlant toujours du rétablissement de la constitution de Tirnovo, et M. Natchovitch n'abandonnant pas encore l'espoir de garder les pleins pouvoirs du prince, c'est-à-dire les siens. Jusqu'au dernier moment, le chef des conservateurs espéra pouvoir se servir des libéraux pour chasser les Russes et, une fois ceux-ci partis, se débarrasser des premiers par un acte de vigueur.

A partir du retour du prince, une série d'incidents vinrent tenir le pays en haleine. Ce fut d'abord la convocation des électeurs dans les districts qui n'avaient pas nommé de députés aux précédentes élections, on se rappelle pour quel motif. Sur la demande pressante des conservateurs, le décret avait été rendu dès le 3 août. Ils espéraient que, si les opérations électorales avaient lieu en l'absence du général Soboleff, elles auraient une couleur libérale moins tranchée. Du résultat de ces élections, dependait en effet, le plus ou le moins de concessions à faire aux libéraux.

Telle fut la raison qui fit traîner en longueur les négociations entre M. Natchovitch et M. D. Zankoff. Ce dernier était arrivé le 9 du même mois d'août. Cinq jours après, le 14, arrivait à son tour le général Soboleff. Même réception à son égard que pour M. D. Zankoff. Les libéraux de la capitale n'ignoraient pas les entrevues de MM. D. Zankoff et Natchovith; mais ils n'en auguraient rien de bon, et ils considéraient toujours

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les généraux comme leur plus sûr rempart contre la faiblesse du prince, la duplicité des conservateurs.

M. Stoïloff revint lui-même quelques jours après à Sophia. Il avait cru devoir laisser un certain intervalle entre son retour et celui du prince. Quand des ovations recevaient MM. Zankoff et Soboleff, il eût été inconvenant qu'un personnage de l'importance de M. Stoïloff entrât dans Sophia comme un simple particulier. Hagiénoff, l'homme d'affaire du parti, ramassa une quinzaine de voitures, y jeta tout ce qui lui tomba sous la main, et ainsi M. Stoïloff eut sa manifestation. Quelques jours après, M. Yonine prenait possession de l'agence diplomatique de Russie. Maintenant, tous les acteurs de la comédie qui allait se jouer, se trouvaient présents à Sophia.

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

XVII

En quittant la Russie, le prince de Bulgarie laissa, dans les hautes sphères gouvernementales, l'impression bien ancrée que si la constitution votée à Tirnovo n'avait pas donné à la Bulgarie une assiette définie, les pleins pouvoirs inaugurés à Sistov la traîneraient dans une période d'arbitraire et d'anarchie. Toute la bonté, la sincérité du prince n'avaient abouti qu'à faire de sa personne l'instrument docile de quelques intrigants. Maintenant, le cabinet de Pétersbourg reconnaissait la lourde faute qu'il avait commise en ne laissant pas, dès le principe, auprès du jeune souverain, un conseiller éprouvé, comme le prince Dondoukoff par exemple, et, plus tard, en se prêtant à ses velléités de changement. Le mal était fait ; mais comment y remédier? A toutes les raisons qu'on lui donnerait, on avait tout motif de croire que le prince répondrait avec la froide obstination d'un homme con-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

vaincu et d'un jeune monarque déjà déshabitué de toute contradiction.

Un instant, à Pétersbourg, on parut caresser l'idée d'un nouveau statut à élaborer pour la Bulgarie. Pour mettre fin, une bonne fois, aux difficultés que ce pays causait à la Russie, on aurait imaginé une combinaison qui, tout en lui laissant son indépendance, l'aurait placé, d'une manière plus efficace, sous le contrôle du cabinet de Pétersbourg. On y renonça et l'on fit bien. Tout reconnaissants qu'ils soient envers leurs libérateurs, les Bulgares n'auraient voulu à aucun prix d'une constitution octroyée. Quel corps électoral l'aurait votée d'ailleurs? Un travail constitutionnel quelconque risquait fort d'avoir le sort qu'éprouva le projet du prince Dondoukoff à l'assemblée de Tirnovo. De toute façon il valait mieux laisser les Bulgares agir à leur guise. Du moment qu'après les avoir délivrés on ne les annexait pas, rien n'était plus impolitique que de vouloir les maintenir dans une dépendance déguisée.

Le général Soboleff opina pour un retour à l'ancienne constitution modifiée, si possible, tout en ne dissimulant pas la violente opposition à attendre de la part du prince conseillé comme on le savait. Les nouvelles qui arrivaient de la principauté ne parlaient que de l'agitation créée par les conservateurs, de l'état d'irritation contre les généraux dans lequel ils maintenaient le prince. Deux voies étaient ouvertes aux

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

décisions impériales : exiger d'Alexandre Ier qu'il se séparât de sa coterie ou obtenir qu'il renonçât aux pleins pouvoirs. La première aurait donné à la Russie l'air d'avoir épousé la querelle des généraux et de réduire cette querelle à une misérable question de personnes. Alexandre Ier pouvait s'obstiner. La soumission avait chance de n'être que passagère. En tombant aussi facilement à la complète discrétion de quelques audacieux, il donnait, par lui-même, bien peu de garanties que les mêmes erreurs de sa part ne se renouvelleraient pas plus tard. C'était donc le système qu'il fallait changer. On s'était trompé jusqu'alors. Les conseillers, les guides étaient inutiles au prince, car il n'en pouvait avoir de meilleurs que son irresponsabilité. On avait fini par être fort monté contre Alexandre Ier à Saint-Pétersbourg. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que l'on ait parlé éventuellement du prince Waldemar dans les cercles gouvernementaux.

Comme dans la fable, la difficulté allait être d'attacher le grelot. Il n'était rien moins que sûr que le prince se soumettrait docilement à l'injonction venue de Russie. Jamais les conservateurs, — puisque c'étaient eux, en somme, qu'il s'agissait de déposséder, — ne consentiraient de bonne grâce à lâcher prise. Ils tomberaient avec le prince plutôt que de le quitter.

Beaucoup de dextérité, des ménagements infinis étaient donc nécessaires. Si cela avait été possible, l'on n'aurait pas confié cette nouvelle mission aux gé-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

néraux devenus personnellement désagréables à Alexandre Ier. Mais leur concours était indispensable. La qualité de ministres bulgares leur rendant obligatoire la déférence envers le prince, il fut décidé que la communication à faire à Son Altesse serait confiée à M. Yonine, en personne. Comme représentant de l'empereur, toute parole sortie de sa bouche acquerrait, *ipso facto*, une haute importance.

Le départ de M. Yonine ne dissipa pas toute appréhension à Pétersbourg. On y savait bien que, compromis comme ils l'étaient, les conservateurs se cramponneraient jusqu'au dernier moment au chef de l'Etat. En arriver aux moyens extrêmes, était une perspective qui rendait soucieux les conseillers de l'Empereur.

Ils voyaient déjà en idée les clameurs des journaux européens criant à la violence, accusant la Russie ambitieuse de vouloir consommer l'annexion d'un petit peuple sans défense. Le prince Alexandre aurait l'auréole d'un souverain persécuté en voulant maintenir l'indépendance sacrée de sa nation, et deviendrait plus que jamais intraitable. Sur quels arguments s'appuyer pour emporter son consentement avec le moins de bruit possible !

Tous les officiers supérieurs de l'armée bulgare étaient russes. On pouvait compter sur une obéissance passive de leur part. Mais les officiers sulbaternes, qui étaient bulgares, et les simples soldats suivraient-ils quand il s'agirait d'exécuter un coup de force contre

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

celui qu'ils révéraient la veille comme leur chef suprême? Le général Soboleff, lui-même, tout militaire, tout décidé qu'il fût, ne garantissait pas un plein succès si l'on en venait à cette extrémité.

Et cependant la Russie ne pouvait reculer. Elle aurait encore fait bon marché de son prestige dans la circonstance, si elle n'avait eu charge d'âmes. Ce n'était pas seulement le prince et quelques intrigants qui étaient en jeu, c'était le pays qui avait soif de repos et qu'une sorte de devoir commandait de pacifier, de calmer après avoir aidé à le soumettre à des empiriques.

L'appui à espérer de la part des libéraux ne diminuait en rien les appréhensions du général Soboleff. Il savait que cet appui serait purement platonique. Au fond, M. D. Zankoff et ses amis étaient bien aises de voir les Russes employer leurs efforts à saper un ordre de choses établi avec tant de peine par eux-mêmes quelques mois auparavant. Leur temps revenait, ils le voyaient bien.

Aux espérances de ces derniers, répondait une véritable terreur de la part des conservateurs. L'arrivée du général Soboleff et de M. Ynonine leur avait fait comprendre toute l'imminence du danger. Le résultat complètement libéral des élections supplémentaires les affola. Ils accusèrent les généraux d'avoir favorisé leurs adversaires. Telle qu'elle était composée, cependant, la Chambre devait être en majorité conservatrice;

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

mais à une condition, c'est que le gouvernement serait lui-même conservateur. S'il prenait une couleur libérale, les flottants, les Turcs, en se ralliant aux libéraux avérés, feraient pencher la balance de ce côté. Rien n'empêchait, d'ailleurs, que la Chambre fût dissoute, en cas de besoin, et que de nouvelles élections eussent lieu, ce qui se traduirait par l'aplatissement complet des conservateurs.

Pour tenir tête à des éventualités aussi menaçantes, ces derniers surent maintenir le prince dans un violent état d'irritation contre les généraux russes. Il alla jusqu'à se dire malade pour ne pas les recevoir. Le plus habile dialecticien de la coterie, M. Stoïloff, partit en même temps comme envoyé extraordinaire, pour Pétersbourg, afin d'avertir le czar que de grands malheurs menaçaient Russes et Bulgares si MM. Soboleff et Kaulbars ne quittaient pas aussitôt le territoire de la principauté. Disons, pour n'y pas revenir, que M. Stoïloff eut la mortification de n'être pas reçu par l'empereur, et qu'il revint à Sophia en laissant son secrétaire à Pétersbourg, sans autre occupation que d'insérer dans les journaux des correspondances favorables aux conservateurs bulgares.

Alexandre Ier ne pouvait cependant garder perpétuellement la chambre. On savait, au reste, que ses affidés étaient admis près de lui. Sa présence était urgente au champ de manœuvres près Sophia, où étaient réunis en ce moment 16.000 hommes de toutes

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

armes. On était aussi à la veille de la Saint-Alexandre, jour auquel devaient avoir lieu des réceptions et des réjouissances publiques. L'entrevue tant redoutée du prince et des généraux allait donc, d'un moment à l'autre, être un fait accompli. Pleins de craintes, les conservateurs redoublèrent leurs instances auprès des libéraux en vue d'une action commune. Un programme de réconciliation fut même rédigé et signé entre MM. Natchovitch et D. Zankoff. Il y était convenu que le régime constitutionnel serait rétabli dans la principauté et que le prince y donnerait sa publique adhésion devant une commission composée de membres des deux partis et chargée d'élaborer une entente. Dans le plus bref délai, une assemblée générale nationale serait convoquée pour reviser certains articles de la constitution de Tirnovo.

Ainsi, les conservateurs faisaient mine de céder d'un côté ce qu'ils se proposaient de refuser énergiquement par le canal du prince, aux généraux. Nous disons, « faisaient mine ». Il n'y avait, en effet, chez eux, aucune sincérité. Jusqu'au dernier moment, ils essayèrent de tromper les Russes comme les libéraux. Un engagement était bien signé entre MM. Natchovitch et D. Zankoff; mais ce n'était qu'un chiffon de papier ne comportant aucune garantie d'exécution. On espérait toujours, dans le parti, que la volonté bien arrêtée du prince finirait par avoir raison des généraux qui, alors, n'auraient plus qu'à se retirer avec leur

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

courte honte. Jamais les Russes, ainsi raisonnaient-ils, n'oseraient passer outre. Débarrassée ainsi des deux généraux, la coterie ressaisirait le pouvoir, et les promesses données aux libéraux iraient rejoindre les vieilles lunes. La Russie serait apaisée ensuite au moyen d'une de ces lettres remplies de protestations de dévouement à l'auguste czar, à la puissance libératrice, dans la rédaction desquelles les conservateurs sont passés maîtres.

Mais les choses ne se passèrent pas ainsi qu'ils l'avaient espéré. D'abord les libéraux, qui étaient payés pour se défier de leurs ennemis de la veille, ne ne se séparaient pas des généraux dans lesquels ils ne cessaient de voir un refuge et une arme. A toutes les propositions qui leur étaient faites, ils répondaient en disant qu'il n'était ni prudent, ni politique, de rien constituer en dehors de MM. Soboleff et Kaulbars. Informés de toutes ces intrigues, ceux-ci, de leur côté, étaient fermement résolus à brusquer les événements. Ne pouvant forcer la consigne du palais, ils attendaient avec impatience l'instant où ils pourraient parler au prince. Ce fut Son Altesse qui les appela.

Dès l'entrée d'Alexandre Ier dans la salle d'audience où ils venaient d'être introduits, les généraux virent que la lutte serait sérieuse. Après quelques froides paroles, le prince déclara nettement à ses ministres russes, qu'ayant cessé d'être d'accord avec eux, il était obligé de les prier de donner leur démis-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sion, ce à quoi le général Soboleff répondit aussitôt, en s'inclinant respectueusement, qu'il regrettait infiniment de ne pouvoir se conformer aux désirs de Son Altesse, les ordres qu'il avait reçus de l'empereur lui prescrivant, à lui ainsi qu'à son collègue le général Kaulbars, de rester à son poste. « Vous pouvez être ministres en Bulgarie, répliqua aussitôt le prince, mais vous n'êtes plus les miens. »

Les vitres étaient cassées. Le prince résistant, M. Yonine entra en scène à son tour. Il vint soumettre à Alexandre Ier une sorte d'ultimatum composé des quatre points suivants :

1° La prochaine session de la Chambre sera changée en session extraordinaire.

2° Par un manifeste publié à l'*Officiel*, le prince déclarera renoncer à ses pleins pouvoirs.

3° Une commission sera nommée pour élaborer un projet de constitution.

4° Les généraux Soboleff et Kaulbars resteront au pouvoir jusqu'à la réunion de la grande assemblée.

C'était la Russie maintenant qui parlait. Alexandre Ier ne se rendit pas tout de suite. Volontiers il aurait essayé d'une résistance passive. Il protesta contre la manière dictatoriale dont on en usait à son égard. Il était le souverain de la Bulgarie et toutes ses décisions ne devaient provenir que de lui-même, en dehors de toute ingérence étrangère. M. Yonine, qui sentait le

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

besoin d'en finir, insista pour avoir le consentement du prince.

Il laissa même, dit-on, entendre que l'armée serait, au besoin, chargée d'exécuter les décisions du gouvernement impérial, en ayant soin d'ajouter qu'elle s'y prêterait sans doute aucun.

M. Yonine se retira sur ces paroles. Ebranlé et perplexe, le prince, qui, au fond, ne demandait pas mieux que de vivre en bonne intelligence avec la Russie, fit appeler aussitôt ses conseillers habituels. Si l'audace de ceux-ci allait jusqu'à l'effusion du sang de pauvres diables dans une lutte électorale, elle s'arrêtait devant un danger personnel pour eux-mêmes. Ils reculèrent devant les conséquences possibles d'une plus grande résistance et engagèrent, en soupirant, le prince à se soumettre.

Le 30 août (11 septembre), parut le manifeste suivant :

« Nous, Alexandre Ier, etc....., déclarons à tous nos fidèles sujets que, dans notre constante sollicitude pour le bien de notre patrie, son progrès et son développement, tant au point de vue moral que sous le rapport matériel, et en conformité de notre promesse faite par le manifeste publié à Sistov le 13 juillet 1881, avons décidé de nommer incessamment une commission composée de personnes choisies par nous parmi les plus distinguées et les plus respectables de la principauté, sans distinction de convictions politiques. »

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« Cette commission siégera sous notre présidence et préparera, dans le plus court délai, un projet de constitution. Ce projet sera soumis à l'Assemblée qui sera convoquée après que la commission aura terminé sa tâche, afin de donner au projet une forme définitive. »

« Jusqu'à l'époque de la promulgation de la constitution, nos ministres conserveront leurs portefeuilles en bornant leur activité uniquement à l'expédition des affaires courantes, et en observant une stricte neutralité dans tout ce qui concerne la politique intérieure. »

« ALEXANDRE. »

Les pleins pouvoirs avaient vécu. Ils s'étaient traînés péniblement pendant deux ans, sur les sept qu'ils devaient durer, en donnant toutes les prospérités au pays. Les conservateurs leur jetèrent la dernière pelleté de terre en rédigeant le document qu'on vient de lire et où se reconnaît leur main dans les restrictions imposées aux généraux.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

XVIII

Les conservateurs n'avaient pas réussi dans leur double dessein de se débarrasser des généraux sans donner de gages aux libéraux. Maintenant que le rétablissement de la constitution de Tirnovo était imminent, ils n'avaient plus de ressources que du côté de leurs anciens adversaires. Si les choses continuaient leur cours, selon que l'annonçait le manifeste princier, aucune espérance ne resterait au groupe Natchovitch. La grande Assemblée, on pouvait en être certain, ne compterait qu'un nombre dérisoire de conservateurs. MM. D. Zankoff, Balabanoff et leurs amis n'avaient qu'à attendre patiemment le pouvoir. A un moment donné, il tomberait infailliblement dans leurs mains.

Un espoir pourtant restait aux conservateurs. Ils avaient la majorité dans la Chambre. Mais cette Chambre n'allait se réunir que pour voter deux conventions internationales, après quoi elle cesserait d'exister. A

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tout prix, il fallait maintenir la Chambre, ne fût-ce que pour une courte période, le temps seulement de la lancer contre les généraux. Dans ce but, une communauté d'intentions avec les libéraux était nécessaire. Le sacrifice des pleins pouvoirs étant consommé, M. Natchovitch n'avait plus aucun motif de se maintenir dans ses premières positions à l'égard des libéraux. Avec eux ou pas du tout, tel était le dilemme.

Dès le lendemain de l'ouverture de la Chambre, M. D. Zankoff vit arriver chez lui M. Grécoff. On changeait le négociateur, pour bien montrer qu'il y avait progrès dans les concessions. M. Grécoff chez M. D. Zankoff, cela signifiait aussi que le premier faisait amende honorable de la brouille de Tirnovo. Il fallait, pour en arriver là, que les orgueilleux conservateurs se sentissent bien perdus et que leur envie de remonter au pouvoir fût bien puissante. Les arguments ne manquèrent pas à M. Grécoff. Il représenta que le pays allait, plus que jamais, être soumis au régime militaire, à la dictature. Le sabre aidant, ce serait une assemblée de ruraux qui viendrait modifier la constitution selon les vues particulières de la Russie. C'en serait fait de l'indépendance de la Bulgarie.

De la part d'un homme qui, étant ministre, avait, par deux fois, conseillé au prince d'avoir recours au bras séculier de la Russie, de faire venir ces mêmes généraux si détestés aujourd'hui, le langage était assez osé. M. D. Zankoff passa. Lui-même avait été pour-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

chassé par le pouvoir militaire incriminé aujourd'hui. Cependant, dans la circonstance, il n'avait aucun sentiment particulier de méfiance contre les généraux. C'était à eux, en somme, qu'on devait d'avoir échappé au gouvernement du bon plaisir. Que venait donc proposer M. Grécoff ?

L'ancien ministre de la justice s'expliqua. Il désirait une union intime des libéraux et des conservateurs. Cette fusion opérée, la Chambre tout entière prierait le prince de lui confier à elle seule l'élaboration des modifications à faire à la Constitution. Ainsi serait évitée la création d'une commission qui, nommée sous l'influence des généraux, pouvait trahir les vrais intérêts bulgares. M. Grécoff ne doutait pas que, devant cette unanimité de la Chambre, les ministres russes seraient contraints de remettre leur démission. Un terme serait ainsi mis au gouvernement étranger, et les Bulgares reprendraient la direction de leurs destinées. Pour bien montrer le désintéressement des conservateurs, M. Grécoff proposa à M. D. Zankoff de former un ministère exclusivement composé de libéraux, assurant qu'il serait agréé de Son Altesse dont il emporterait, en outre, l'éternelle reconnaissance.

Cette reddition des conservateurs, que leurs fautes, aussi bien que les événements, amenaient à composition, était de nature à flatter agréablement M. D. Zankoff. Il déclara tout d'abord que, dans l'état des choses, son ambition n'allait pas jusqu'à vouloir un

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ministère entièrement de sa nuance, surtout avec une majorité conservatrice dans la Chambre. Un ministère mixte répondrait mieux à la situation. Cependant, il ne donnait pas encore son consentement à cette solution. Des scrupules lui restaient vis-à-vis des généraux. Il promit néanmoins d'assister à une réunion des chefs libéraux et conservateurs, qui allait être convoquée pour le soir même chez M. Grécoff.

Il se passa là un de ces événements qui sont beaucoup plus fréquents chez les peuples orientaux qu'en Occident. Une réconciliation générale se produisit entre deux partis naguère ennemis acharnés. Pour être effective, toutefois, cette réconciliation n'en était guère plus sincère. A la surface, on était amis : au-dessous, les mêmes divisions subsistaient. L'alliance allait servir, pour les conservateurs, à ressaisir une partie du pouvoir à défaut du tout qu'ils n'avaient pu prendre, et, pour les libéraux, à mettre un pied dans la direction des affaires.

Pour que chacun possédât des sûretés, il fut entendu que le ministère serait composé, par moitié, de membres des deux partis. La présidence était réservée à M. D. Zankoff, avec le ministère de l'intérieur. Du moment qu'on retournait aux voies constitutionnelles, il fallait donner ce témoignage à l'opinion publique. M. Natchovitch reprit ses bienheureuses finances. La justice échut en partage à M. Stoïloff et les affaires étrangères à M. Balabanoff. M. Grécoff, n'ayant aucun

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

portefeuille, serait dédommagé par la présidence de la Chambre. Le lendemain matin, les principaux des deux partis se présentèrent chez le prince auquel ils communiquèrent les résultats obtenus. Son Altesse les félicita, se félicita et donna son entière approbation.

Toute cette petite comédie politique s'était passée à l'insu des généraux. Ils en eurent le pressentiment lorsque à la Chambre, eut lieu l'élection de la commission chargée de composer l'adresse en réponse au discours du trône. Six conservateurs et six libéraux furent nommés. Immédiatement, la commission se mit à l'œuvre. Dans le document qu'elle rédigea, se trouvait le passage significatif suivant :

« Pour réaliser d'une façon plus facile et plus pratique les intentions magnanimes de Votre Altesse, nous, représentants de la nation, unanimement, sans distinction de partis et animés d'un dévouement sans bornes à la personne et au trône de Votre Altesse, nous prenons la liberté de vous prier, Monseigneur, de vouloir bien publier un manifeste souverain par lequel vous rétabliriez la constitution de Tirnovo, en indiquant, en même temps, les points qu'il est urgent d'examiner et de modifier. La question de ces changements pourrait être soumise à l'Assemblée même, en transformant la présente session extraordinaire en session législative ordinaire. Le rétablissement de la constitution de Tirnovo et l'acceptation par la Chambre de l'examen de cette constitution, rencontreront indu-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

bitablement l'approbation unanime du pays. Aussi avons-nous pris la liberté de proposer et d'appuyer cette mesure salutaire pour la nation. »

Les généraux étaient tournés. Venus pour défendre un parti contre l'autre, leur mission devenait sans objet en présence du rapprochement de ces deux partis. La dernière mesure recommandée par eux, c'est-à-dire le rétablissement de la constitution, étant désormais hors de discussion, ils n'avaient plus qu'à se retirer. C'est ce qu'ils firent, en offrant leur démission dont l'acceptation ne faisait pas doute. Consulté, le cabinet de Pétersbourg donna son approbation, quelque blessé qu'il pût être de ce dénouement. Avec la chute des généraux s'évanouissait la commission qu'ils avaient proposé de nommer.

Dans la victoire remportée, les vrais triomphateurs étaient les conservateurs. Menacés d'une submersion irrévocable, ils remontaient à la surface, ils duraient en somme. On les entendit même se dire entre eux que, désormais, ils étaient maîtres de la situation. Par leur manœuvre, ils croyaient avoir divisé en deux le parti libéral et ils ne doutaient pas d'en battre les deux moitiés, en se servant alternativement de l'une ou de l'autre.

Le gain des libéraux n'était pas aussi visible. Avec un peu de patience, ils redevenaient les maîtres absolus, sans partage aucun. Ils cédèrent à des motifs d'ordre intime. Le prince les avait priés personnelle-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ment d'accepter. Ils tenaient à lui montrer que leur plus grand désir était de marcher d'accord avec lui. Peut-être s'accusaient-ils de n'avoir pas eu autrefois, pour Son Altesse, toute la condescendance nécessaire, qualité qui avait fait la fortune des conservateurs. En second lieu, eux-mêmes n'étaient pas sans inquiétudes sur le résultat d'élections faites dans l'effervescence du moment. M. Balabanoff, tout libéral d'idées qu'il fût, n'avait jamais appartenu au parti de ce nom. Il était plutôt conservateur de tempérament. C'était en voyant ses anciens amis constituer une coterie exclusive et jalouse qu'il s'était éloigné d'eux. L'attitude intransigeante des libéraux ultras, lui donnait beaucoup à penser. Si, comme cela était à craindre, ils obtenaient la majorité dans la Chambre future, on pouvait être certain qu'ils proscriraient les libéraux modérés à l'égal des conservateurs.

M. D. Zankoff lui-même, quoique d'opinions plus avancées, quoique jouissant d'un grand prestige dans le pays, n'était rien moins que certain de son influence sur les futurs députés. L'ancienne Chambre libérale avait été surtout à la dévotion de M. Karavéloff et de quelques autres. En prenant en main, dès maintenant, les rênes du pouvoir, M. D. Zankoff pouvait espérer, par ses préfets et sous-préfets, par une politique modérée, faire nommer des députés de nuance moins tranchée et, par conséquent, conserver sa situation.

Le côté le moins excusable de la conduite des libé-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

raux, fut de se séparer brusquement des généraux avec lesquels ils avaient fait cause commune. Ces défaillances ne sont pas rares dans la vie des hommes politiques. Souvent les décisions s'imposent. On les accepte au prix de concessions, de froissements, et pour éviter de plus grands inconvénients.

Ce semblant de trahison des libéraux envers les généraux resta le point discutable de leur conduite. Ils le sentirent eux-mêmes et ce ne fut qu'à regret qu'ils se décidèrent. Car ce n'était pas seulement MM. Soboleff et Kaulbars que l'on blessait, c'était la Russie elle-même.

Leur démission donnée et acceptée, les généraux ne firent pas long séjour à Sophia. A leur départ, la partie avancée du parti libéral, — laquelle n'avait pas approuvé le compromis avec les conservateurs, — les accompagna de démonstrations exagérées. La joie de ce départ fut bruyante chez les conservateurs. On eût dit des écoliers délivrés d'un surveillant incommode. Les journaux à leur dévotion lancèrent contre MM. Soboleff et Kaulbars, et même contre M. Yonine, un déluge d'invectives. Le *Moniteur oriental*, qui avait aidé à mener la campagne, reçut une bonne gratification et ouvrit ses colonnes à ces articles bien perfides dont M. Natchovitch a le secret. Dans sa satisfaction, le prince se laissa aller, sur le compte des généraux, à des appréciations qu'il eut le tort de ne pas assez cacher.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Ainsi tombèrent du pouvoir MM. Soboleff et Kaulbars, après l'avoir exercé un peu plus d'un an. Cette période ne sera brillante ni dans leur carrière, ni dans les annales bulgares. Appelés par les conservateurs en Bulgarie pour y exercer un gouvernement de combat, ils firent d'abord consciencieusement le jeu de ceux-ci et persécutèrent les libéraux. S'étant brouillés ensuite avec les premiers, ils se rapprochèrent du parti adverse. Pour maintenir l'équilibre dans ce jeu de bascule, il eût fallu être du pays, y posséder soi-même de nombreux partisans. Conservateurs et libéraux ayant eu successivement à se plaindre des généraux, une alliance entre eux était fatale.

La façon dont MM. Soboleff et Kaulbars avaient gouverné n'était pas non plus de nature à leur ménager de ces appuis qui sont indispensables. Sans se plier aveuglément aux exigences des conservateurs, ils pouvaient être un peu plus politiques avec eux. Ils devaient savoir qu'en les perdant, ils perdaient le prince. L'autorité, dont le gouvernement russe les avait revêtus, ne suffisait pas pour les protéger contre l'hostilité secrète ou déclarée du souverain dont ils étaient les ministres. Dès l'instant qu'ils se furent placés sur cette pente, les choses n'allaient pas tarder à être poussées à l'extrême.

Avec des intentions excellentes, MM. Soboleff et Kaulbars s'étaient mis promptement tout le monde à dos. Dans leurs relations avec les agents diplomatiques

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

étrangers, ils oubliaient trop qu'ils étaient ministres bulgares. C'était toujours le général russe qui parlait, le représentant d'une grande puissance, non le ministre d'un petit pays comme la Bulgarie. Aussi les consuls à Sophia avaient-ils cessé, peu à peu, de voir les généraux. Leur tempérament de soldat les avait rendus étrangers à ces biais plus nécessaires encore dans le gouvernement que dans la vie privée. S'ils parlaient à Alexandre Ier, ils ne prenaient pas toujours soin de dissimuler la dignité extérieure et supérieure dont ils se sentaient revêtus. Ils tenaient le prince pour un vassal et le laissaient voir. La prudence leur manqua également dans les nominations qu'ils firent. Tous leurs actes étaient jalousement surveillés, ils ne devaient pas l'ignorer.

On juge si les conservateurs négligèrent d'exploiter toutes ces fautes. Au dehors, ils ameutaient les journaux; au dedans, ils agissaient directement sur le prince ou encore par le canal des agents diplomatiques. Il n'en fallait pas tant pour gagner Alexandre Ier et faire de lui, l'emportement de la jeunesse aidant, l'ennemi acharné des généraux. Cette fureur contre eux ne se ralentit pas lorsqu'ils eurent quitté le territoire de la principauté. Les conservateurs pouvaient les charger à leur aise, ils ne pouvaient plus répondre. Entre autres, ils les accusèrent d'avoir voulu escamoter les chemins de fer et de s'être entendus, à cet effet, avec Struve-Gunzbourg. Le procédé est connu. C'est

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

celui du filou criant au voleur pour dépister la poursuite. Il n'est pas douteux que la présence des généraux en Bulgarie y a attiré des entrepreneurs russes plus ou moins véreux. Mais on n'a aucune preuve que ces entrepreneurs aient été appuyés par les généraux, tandis que les efforts incessants des groupes conservateurs en faveur de Hagiénoff sont connus de tous.

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

XIX

Rien ne montre mieux que les derniers événements accomplis à Sophia l'impasse dans laquelle les conservateurs s'étaient acculés d'eux-mêmes. Les quelques qualités de gouvernement qu'ils pouvaient avoir, les avaient aveuglés sur leur propre mérite au point de leur faire concevoir la folle idée de façonner le pays à leur guise. On parle de l'arrogance des enrichis. Elle n'est rien au prix de celle des parvenus de la politique. Destinés à passer leur vie dans les plus humbles couches sociales, MM. Natchovitch, Grécoff et Stoïloff s'étaient réveillés ministres un beau jour, et nul d'entre eux ne douta un instant qu'il serait à la hauteur du rôle. On a vu à quel résultat ils étaient arrivés. Sous leur inspiration, Alexandre Ier s'est prêté d'abord, a été entraîné ensuite, à une série d'expériences qui, dans leur évolution, ne l'ont pas encore ramené, ne le ramèneront peut-être jamais, à la stabilité première si inopportunément abandonnée.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Le manifeste du 12 septembre avait été dû à la pression des généraux russes. Le 19 septembre suivant, paraissait un autre manifeste princier dû, celui-là, à l'action de la Chambre inspirée par un ministère de coalition.

« Nous, Alexandre Ier, disait le second manifeste, déclarons à tous nos fidèles sujets que, dans notre constant désir d'assurer le bonheur de la patrie et considérant que la troisième Assemblée nationale ordinaire actuellement en session, dans son adresse à notre discours du trône, nous a unanimement soumis sa prière dévouée, nous rétablissons la constitution votée par l'Assemblée nationale constituante de Tirnovo, en invitant la présente Assemblée, — dont nous transformons la session extraordinaire en session législative ordinaire, — à se prononcer sur les modifications que doivent subir les chapitres XIII et XIV de cette constitution relativement à la représentation nationale. »

Ainsi le dictateur de Sistov, le prince revêtu pour sept ans de pleins pouvoirs à seule fin de faire le bonheur de son peuple, continuait à n'être que le triste jouet des événements. Sa volonté, qui avait été proclamée toute-puissante, se courbait aujourd'hui devant les conservateurs, demain devant des généraux russes, après-demain, devant un rapprochement de hasard entre conservateurs et libéraux. Jamais autorité ne fut plus nominale que la sienne. Il semble qu'il ne se soit fait accorder des pleins pouvoirs que pour montrer

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

son impuissance d'en user. La constitution de Tirnovo avait été enterrée au moyen de la mise en scène de Sistov. Pour rétablir cette constitution, une nouvelle constituante ne paraissait provisoirement pas nécessaire. La Chambre réclamait la constitution et le prince docile s'exécutait par un simple décret. Impossible d'être plus expéditif. On se demande ce que deviennent les droits de la nation devant ces artifices gouvernementaux.

Pour sauvegarder le prestige du prince, on a affecté de répéter que, grâce à son initiative patriotique, le pays avait été délivré de la dictature étrangère et était redevenu maître de ses destinées. Plus clairvoyant qu'on ne le pense, le peuple bulgare a vu et s'est rendu compte. On fera bien, croyons-nous, de mettre fin à ces jongleries. Les épithètes de « peuple bien-aimé », de « fidèles sujets » ont fait leur temps et ne seront plus tolérées que si la nation est désormais obéie.

Dans l'enthousiasme factice qui avait suivi la retraite des généraux, on avait un peu trop oublié que la Russie pourrait se montrer blessée d'un revirement exécuté en partie contre elle. Non seulement, MM. Soboleff et Kaulbars n'avaient rien su de ce qui se préparait; mais on s'était gardé de mettre dans le secret M. Yonine, l'agent diplomatique russe.

Au lieu de chercher à se faire pardonner cette petite conspiration, on se laissa aller dans la voie qui, sans la longanimité de la Russie, aurait pu aboutir

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

à une rupture. Les généraux avaient fini par triompher de la résistance du prince, en le menaçant, en quelque sorte, d'une exécution militaire. Dans leur rancune et sous prétexte d'empêcher à l'avenir une telle éventualité, les conservateurs firent adopter par la Chambre une proposition établissant que le ministère de la guerre serait désormais divisé en deux départements, l'un militaire, l'autre purement administratif. Les titulaires de ces deux divisions seraient russes ou bulgares ; mais responsables devant le prince et la représentation nationale. En scindant le ministère de la guerre, on en diminuait l'importance. C'était parfait, mais on aurait pu exprimer aux conservateurs le regret qu'ils n'y eussent pas songé plus tôt. On aurait ainsi évité l'arbitraire militaire des généraux Ehrnrooth et Soboleff.

Cette dernière mesure, comme on pense, fut assez mal vue en Russie, moins en elle-même qu'à cause des intentions qu'elle mettait en évidence. Sur ces entrefaites, les généraux Soboleff et Kaulbars arrivèrent à Pétersbourg. En rendant compte de leur mission, ils se plaignirent des obstacles qu'ils avaient rencontrés de la part de certains officiers russes au service bulgare. La discipline militaire n'était plus à Sophia ce qu'elle était en Russie. Ceux de ces officiers qui étaient en faveur, en prenaient fort à leur aise. Ils étaient beaucoup plus disposés à faire plaisir au prince qu'à obéir à leurs supérieurs hiérarchiques russes. Deux

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

d'entre eux, le jeune capitaine Polzikoff, un favori de Son Altesse, et le général Liessovoy, reçurent de Pétersbourg l'ordre de quitter la Bulgarie dans les quarante-huit heures.

M. Yonine, à qui fut envoyé cet ordre, le transmit au gérant du ministère de la guerre, colonel Redigher, qui lui-même le remit directement aux intéressés. Le procédé, sans doute, n'était pas tout à fait correct. Avant tout, ces officiers étaient revêtus d'un grade dans l'armée bulgare. M. Polzikoff était aide de camp du prince, et il avait été question du général Liessovoy, commandant de l'artillerie, pour le ministère de la guerre. Les convenances demandaient qu'Alexandre Ier fût informé, au préalable, de l'ordre arrivé de Pétersbourg. Lorsqu'on l'eut mis au courant, il ne cacha pas son mécontentement qui devint de la colère sous les excitations des conservateurs, de M. Stoïloff surtout. Celui-ci n'avait pas encore digéré le récent affront qu'il avait subi en Russie. Il ne parlait de rien moins que de faire partir immédiatement tous les officiers russes au service bulgare. Se rappelant à cette occasion qu'il était officier, il déclarait que les officiers bulgares, lui-même au besoin, étaient capables désormais de commander l'armée.

Montée à ce diapason, l'irritation ne connut bientôt plus de bornes dans l'entourage du prince. Pour répondre à l'injonction insolente venue de Pétersbourg, le prince chassa de sa suite le capitaine Mossoloff, le

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

lieutenant Koubey et le docteur Grimm. En outre, une dépêche télégraphique fut envoyée aux trente-cinq officiers bulgares qui passaient deux ans d'instruction militaire en Russie, de se tenir prêts à réintégrer le territoire de la principauté. Mandé au palais, le colonel Redigher avait reçu une verte semonce du prince qui l'avait sommé de donner sa démission. Le colonel avait répondu qu'il obéirait aussitôt que l'ordre lui en serait arrivé du ministère de la guerre russe.

Le prince se jetait dans les représailles comme s'il se fût agi d'un démêlé avec une puissance hostile, oubliant que la Bulgarie doit tout à la Russie, et que, si celle-ci retirait d'elle sa puissante main, son avenir serait bientôt compromis. Il est à croire que le prince Alexandre ouvrit de lui-même les yeux sur le danger de sa conduite. Coup sur coup, dans l'espace de quelques jours, il écrivit de sa main deux lettres personnelles à l'empereur où il exprimait son dévouement le plus absolu et tâchait d'expliquer sa conduite.

Malheureusement, ce langage était démenti par les faits. En lisant les protestations du prince, d'une part, de l'autre en voyant sa conduite à Sophia, le gouvernement russe a été naturellement amené à douter de la sincérité d'Alexandre Ier.

Dans ce conflit, les conservateurs du ministère avaient joué le rôle d'instigateurs. MM. Zankoff et Balabanoff avaient tenté, mais en vain, de modérer la fougue de leurs collègues. Insister eût été peine per-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

due de leur part, le prince étant plus que jamais à la discrétion de MM. Stoïloff et consorts. Cependant il fut décidé qu'un membre du ministère irait à Pétersbourg, tant pour apaiser la colère qui devait gronder là-bas, que pour arriver à un accommodement sur la question militaire. M. Balabanoff fut choisi. Des deux lettres que le prince avait écrites, l'une avait été confiée au général Liessovoff, parti quelques jours auparavant; l'autre fut remise à M. Balabanoy. Mais, ici encore, se fit jour la sourde hostilité dont les conservateurs ne pourront jamais se défaire envers les libéraux. Déjà en route, le général Liessovoy reçut du prince l'ordre de changer son itinéraire et de se rendre à Lom-Palankay, pour y rejoindre M. Balabanoff avec lequel il continuerait son chemin. On donnait à ce dernier un surveillant de ses faits et gestes pendant le voyage.

Ni M. Zankoff, ni M. Balabanoff ne s'offensèrent outre mesure de cette preuve de défiance. Avant tout, ils se devaient à leur pays. M. Balabanoff fut parfaitement reçu par le czar et les ministres. Il réussit à ramener les sympathies pour la chose bulgare. Il expliqua tous les malentendus et sollicita une indulgence qui ne lui fut pas marchandée. De ses entrevues avec les ministres compétents, sortit un *modus vivendi* pour les officiers russes en Bulgarie, et le colonel Kaulbars, aide de camp de l'empereur et frère du général, fut chargé d'aller en proposer la ratification à Sophia.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Arrivé à destination, le colonel Kaulbars ne rencontra que peu de difficultés dans sa mission. On peut dire que le cabinet de Pétersbourg était aussi désireux que celui de Sophia de mettre les officiers russes en Bulgarie en dehors de tout mouvement politique. Une récente expérience lui en avait montré les nombreux et multiples inconvénients. L'accord auquel on s'arrêta établissait que les officiers russes ne serviraient pas plus de trois ans en Bulgarie, qu'ils n'y rempliraient que des fonctions exclusivement militaires et que, pendant tout leur séjour, ils seraient soumis aux règlements et lois en vigueur dans la principauté. Pareille obligation serait également imposée à tout ministre de la guerre venant de Russie, outre sa responsabilité devant le prince et la représentation nationale. Enfin il fut décidé qu'on diminuerait de quelques millions le budget vraiment par trop considérable du ministère de la guerre.

La sagesse du gouvernement de Pétersbourg avait eu raison de difficultés qui pouvaient aboutir à de sérieux embarras. Les provocations ridicules de certains conservateurs avaient obtenu le dédain qu'elles méritaient. Pour forcer le consentement de la Russie, ils avaient imaginé de dire bien haut que si on ne leur donnait pas satisfaction, ils proposeraient, au besoin, à la Chambre, de dissoudre l'armée. Épris du pouvoir militaire tant qu'ils en avaient eu besoin, ils se paraient de vertus civiques maintenant que le tranchant du

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sabre menaçait de se retourner contre eux. On voit combien l'opinion publique européenne était à tort alarmée en entendant les cris des fier-à-bras de Sophia.

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

XX

Comme il était à prévoir, l'accord ne dura pas longtemps dans le ministère de coalition. Un alliage n'était guère possible entre des éléments aussi disparates. Jaloux à l'excès, les conservateurs ne pouvaient consentir, que la mort dans l'âme, à partager le pouvoir avec les libéraux. Ils ne s'étaient servis de ceux-ci que pour jeter bas les généraux et dans la ferme résolution de donner ensuite un croc-en-jambe, qu'on nous passe l'expression, à leurs alliés d'un moment. Il n'y eut même pas de trêve. Toute audience qu'ils avaient auprès du prince était mise à profit, par MM. Stoïloff et Natchovitch, pour noircir leurs collègues du ministère. M. Zankoff ayant envoyé aux préfets une circulaire où il déclarait qu'à la suite du rétablissement de la constitution de Tirnovo, la loi sur la presse, votée au mois de février de la même année, n'était plus applicable, M. Stoïloff, ministre de la jus-

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tice, se hâta d'adresser au corps judiciaire une autre circulaire qui maintenait la même loi tant qu'elle ne serait pas modifiée par la représentation nationale. Partout ailleurs, une mésintelligence aussi affirmée aurait été suivie de la démission collective des ministres. A Sophia, ils continuèrent à faire bon ménage, en apparence s'entend. Les deux partis s'en remettaient au temps. Si les libéraux comptaient sur leur popularité, les conservateurs avaient toujours le prince pour eux et quelques bons tours dans leur sac.

En attendant, ces derniers épanchaient leur rancune dans le journal *la Bulgarie*, feuille soudoyée par la liste civile et qui, en attaquant sans cesse les libéraux et le consul russe, M. Yonine, avait pour mission de maintenir le prince dans un état permanent d'irritation contre les adversaires du parti. M. Yonine surtout, fut pris à partie avec acharnement. On ne pouvait lui pardonner la part qu'il avait prise dans les récents événements. Les ministres libéraux étaient accusés de violer tous les jours le pacte de neutralité juré lors de la constitution du ministère.

C'est que, peu à peu, des mesures étaient prises qui ne pouvaient manquer d'être désagréables aux conservateurs. Le fameux cabinet politique, cet apanage de M. Stoïloff, avait été supprimé par simple décret sur la proposition de M. Zankoff; l'administration préfectorale était épurée dans un sens libéral modéré, la Banque nationale bulgare, dans les caisses de laquelle

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

MM. Stoïloff et Natchovitch avaient puisé, comme dans la leur propre, pour se construire des maisons, cessait, par injonction supérieure, de faire de semblables avances qui étaient contraires aux règlements.

Le propre des partis qui n'ont pas de racines dans la nation, c'est d'être fort peu scrupuleux sur les voies et moyens. Elevés par l'intrigue, ils prospèrent par elle, et, s'ils tombent, c'est encore à elle qu'ils ont recours pour se relever.

Entre deux numéros d'injures de leur journal *la Bulgarie* à l'adresse de M. Yonine, les conservateurs déléchèrent l'un d'eux à l'agent russe pour lui demander s'il ne verrait pas d'inconvénient à la chute du ministère Zankoff. Ce n'était pas qu'ils tinssent autrement à la permission de M. Yonine. Ils ne faisaient mine de la demander que pour prouver au prince, s'ils l'obtenaient, que la Russie ne protégeait, en aucune façon, M. Zankoff. M. Yonine qui, sans doute, n'avait pas encore pardonné à M. Zankoff la part qu'il avait prise à la conspiration de la dernière heure contre les généraux Soboleff et Kaulbars, M. Yonine répondit qu'il n'avait rien à objecter contre la crise ministérielle projetée.

Voici quelle était la combinaison imaginée : MM. Stoïloff, Natchovitch, Iconomoff, membres conservateurs du ministère, donneraient leur démission ; la Chambre émettrait ensuite un vote de blâme contre M. Zankoff qui serait ainsi renversé ; le prince chargerait M. Grécoff, président de la Chambre, de la cons-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

titution d'un nouveau ministère, et la farce serait jouée. Ce n'est pas le prince qui recula, ce furent les conservateurs. Le flot formidable de protestations qu'ils allaient soulever, leur fit peur.

Ce projet abandonné comme trop radical, ils se rejetèrent sur un autre qui leur sembla plus pratique. Déjà, en déterminant M. Zankoff et quelque-uns de ses adhérents à accepter une part du pouvoir, ils avaient produit une scission parmi les libéraux. D'anciens amis de M. Zankoff, comme MM. Karavéloff, Slavéikoff et autres, s'étaient énergiquement opposés à toute collusion avec les violateurs du suffrage populaire. Vainement M. Zankoff avait représenté à son parti que cette alliance avec les conservateurs serait toute transitoire; qu'il avait dû s'y soumettre pour éviter au pays de nouvelles aventures; mais que, finalement, ce serait le corps électoral, librement consulté, qui aurait le dernier mot, les libéraux avancés n'avaient rien voulu entendre; du jour où M. Zankoff mit sa main dans celle des hommes qui l'avaient transporté à Vratza, ils se détachèrent de lui et commencèrent une campagne d'opposition.

De ce côté, les conservateurs avaient donc déjà un résultat à leur actif. Leur but fut dès lors de creuser assez profondément le fossé qui séparait la fraction Zankoff de son parti, pour l'en détacher tout à fait, de s'assimiler celle-ci et de constituer ainsi un nouveau parti qui, s'il ne pouvait lutter numériquement contre

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les *radicaux*, conserverait néanmoins l'avantage en continuant à détenir le pouvoir dont il se servirait pour obtenir la majorité dans les élections. Si M. Zankoff regimbait, on le déposerait au premier carrefour, bafoué par les conservateurs, compromis auprès des libéraux, place démantelée comme le lion auquel on a rogné les griffes. On le voit, les grands Etats n'ont pas le monopole des profonds politiques.

Au sein même du ministère, les conservateurs continuaient à se maintenir en faisant apparaître le prince au moment opportun. C'était comme un rideau qu'ils tiraient pour produire le coup de théâtre de rigueur. Dans son dernier manifeste, Alexandre Ier avait dit que la Chambre aurait à se prononcer sur les modifications à introduire à la Constitution. La Chambre, elle-même, par le canal de sa députation au chef de l'Etat, avait déclaré qu'elle indiquerait les modifications désirées.

Jusqu'ici les conservateurs avaient paru avoir une certaine logique dans leur conduite. La Constitution de Tirnovo, proclamée détestable, avait fait place à celle de Sistov qui, à son tour, avait donné des résultats peu satisfaisants, ils consentaient à l'avouer. Eh bien ! l'on ferait un troisième essai. Rétablir purement et simplement le pacte de Tirnovo comme le demandaient les libéraux, c'était consacrer l'échec irrémédiable des conservateurs et atteindre en même temps le prestige du prince. Ils avaient la majorité dans la

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Chambre, cette majorité ils la feraient servir à remanier la loi constitutionnelle dans le sens voulu par eux. M. Zankoff se faisant tirer l'oreille pour emboîter le pas, le rideau fut de nouveau tiré et le prince entra en scène.

On connaît les jets de volonté des caractères faibles. Alexandre Ier fut convaincant, entraînant avec M. Zankoff. Il avait promis solennellement de changer la constitution ; son honneur était engagé. Si son premier ministre ne pouvait consentir à appuyer ce changement, il se verrait, bien à regret, obligé de lui demander sa démission et de confier le pouvoir à un ministère russe ou conservateur. M. Zankoff savait ce que valait la menace. Après avoir mis en balance sa retraite du ministère et son remplacement par les conservateurs avec une rupture entre lui et les libéraux avancés, il s'inclina devant la volonté princière.

Great noise for nothing ; on s'injuria à la Chambre lorsque la nouvelle loi constitutionelle fut déposée. Elle consacrait de rechef deux Chambres avec un corps nouveau ayant à peu près le caractère d'un conseil ministériel permanent, ce rêve des conservateurs. Les libéraux protestèrent. Comment M. Zankoff avait-il accepté de se faire le défenseur d'un pareil projet ? Autant valait s'incliner devant le coup d'Etat de Sistov. M. Zankoff se leva et expliqua que les modifications à voter ne seraient applicables que dans trois ans, après un essai loyal de la constitution de Tirnovo, et si

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

la Chambre ordinaire donnait un avis conforme. Cette déclaration équivalait à un enterrement de la constitution nouvelle, avant même qu'elle fût votée.

Ne pouvant obtenir davantage, les conservateurs avaient tenu. du moins, à se donner l'apparence d'une satisfaction toute platonique. N'importe, les libéraux protestèrent, même contre cette ombre de constitution. Plusieurs députés quittèrent la salle, et le projet fut voté.

Dans son discours de clôture, le prince remercia la Chambre de son zèle patriotique et il ajouta :

« En considération de l'abnégation dont les députés ont fait preuve envers le trône et moi-même, je crois convenable de renoncer solennellement aux pleins pouvoirs qui m'avaient été confiés par l'Assemblée nationale de Sistov. » Allons, tout est bien qui finit bien.

Heureux d'être quitte de tous ces embarras, le prince envoya à M. Zankoff la lettre suivante :

« Mon cher ministre,

« Ce m'est un véritable devoir de cœur de vous remercier encore une fois pour le patriotisme dont vous avez fait preuve pendant toute la crise que nous venons de traverser et pour les services que vous m'avez rendus à moi, votre prince, et à la patrie. Que Dieu

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

vous bénisse et qu'il vous donne comme récompense de voir votre pays heureux et prospère. »

« Votre ami sincère et reconnaissant.

« ALEXANDRE. »

On est loin, comme on voit, des termes hautains contenus dans la lettre première adressée deux ans auparavant à M. Karavéloff et où M. Zankoff était chassé du ministère comme un simple employé. Le prince Alexandre Ier est bon, trop bon. Son seul malheur est sa jeunesse, un peu persistante peut-être. Pour toute faute commise, on peut hardiment lui retourner l'adage judiciaire : cherchez l'entourage, cet entourage qui, éternellement le même auprès des grands, en défend l'approche et les confisque à son profit. Cela est vrai du prince Alexandre jusque dans les détails intimes de la vie du palais où sa volonté est presque constamment éludée, travestie, inobservée même.

La Chambre partie, libéraux et conservateurs du ministère se mesurèrent de nouveau ; mais hélas ! les forces respectives avaient perdu tout équilibre. MM. Stoïloff et Natchovitch n'avaient plus derrière eux cette bonne majorité dont ils avaient joué avec tant de dextérité jusqu'au dernier moment. Ne pouvant plus lutter ouvertement, ils gémissaient tout bas, versant leurs colères dans le journal *la Bulgarie*, annonçant au prince le retour prochain des plus mauvais jours, se préparant mélancoliquement à quitter le mi-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

nistère. Un effort suprême fut encore tenté; ils firent sonder M. Karavéloff, le chef des libéraux avancés, pour une coalition contre M. Zankoff et les libéraux modérés. M. Karavéloff haussa les épaules. M. Natchovitch, surtout, était inconsolable de s'avouer vaincu. Son esprit d'intrigue le soutint jusqu'au bout. Même redevenu simple particulier, il ne désespéra pas, ce qui prouve un certain courage de la part d'un homme aussi impopulaire que lui.

MM. Stoïloff et Natchovitch durent donc résigner ces portefeuilles qu'ils avaient ressaisis avec des frémissements de bonheur quatre mois auparavant et que, dans l'ivresse de leur triomphe sur les généraux, ils avaient cru posséder pour longtemps. Ce fut véritablement le coup de grâce du parti. M. Grécoff, qui ne lui avait appartenu que pour les bénéfices à en retirer, déclara qu'il voulait se renfermer désormais dans sa profession d'avocat, beaucoup plus lucrative, disait-il, qu'un portefeuille ministériel. Il conduisit Hagiénoff chez M. Zankoff pour le faire rentrer en grâce et éloigner définitivement, si possible, le terrible quart d'heure de Rabelais, c'est-à-dire la revision des comptes. Pour montrer la sincérité de sa conversion au libéralisme, Hagiénoff refusa à ses anciens amis les presses et les caractères du journal conservateur le *Bulgarski Glas* dont il avait fait les frais pour aider au coup d'Etat. M. Stoïloff, dit-on, ouvrit cette fois les yeux sur Hagiénoff. On peut lui répondre qu'il les ouvrait en-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

core bien plus grands lorsque le même Hagiénoff lui parlait millions.

En somme, dans l'ancienne bande conservatrice, chacun a tiré de son côté. Si M. Grécoff a laissé sa barque à la dérive, M. Natchovitch a donné un coup de rame dans une direction nouvelle. Il a offert son alliance à M. Zankoff. Pour gage de sa sincérité, il a accepté le poste de ministre bulgare à Bucarest; mais il n'aura qu'un œil là-bas, l'autre sera constamment fixé sur Sophia dans le vague espoir d'y être appelé bientôt pour recueillir la succession du parti Zankoff en déconfiture. Seul, M. Stoïloff a gardé une attitude intransigeante. La haute situation qu'il a occupée lui interdit des compromissions où il n'aurait qu'un rôle subalterne. C'est autour de lui que se sont groupés les purs du parti. Lui aussi a demandé à la profession d'avocat des ressources nouvelles, moins grandes sans doute que celles qu'il devait à la bienveillance du prince et à un budget de cent mille francs dont il disposait à sa guise au cabinet politique, mais importantes encore, car M. Stoïloff est intelligent et travailleur.

Depuis sa rentrée au ministère, M. Zankoff n'a guère rencontré que des épines sur son chemin. Il n'avait pas fini de lutter contre les retours offensifs des conservateurs, qu'il devait tenir tête à ses anciens amis. M. Zankoff est ce qu'on appelle un opportuniste. Déjà, à Tirnovo, il avait montré une attitude moins décidée que celle des autres libéraux. Appelé plus tard au minis-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tère, il n'avait pas eu à se louer de la chambre libérale, plutôt à la dévotion de M. Karavéloff qu'à la sienne. Le coup d'État avait réuni l'opposition en un faisceau commun. Les événements l'ayant ramenée au pouvoir, les anciennes divisions reparurent. M. Zankoff voudrait ménager une transition, assurer au pouvoir la part importante qui lui conviendrait dans un pays aussi neuf. Son but est d'obtenir une chambre modérée qui n'ait pas cette allure de convention nationale reprochée avec quelque raison à la première assemblée législative. M. Karavéloff, au contraire, est un doctrinaire qui veut lâcher bride à la volonté nationale, certain qu'il est que cette volonté sera un peu la sienne.

C'est entre ces deux doctrines qu'oscillera désormais la destinée de la Bulgarie, comme partout au reste, l'opinion étant portée tantôt pour l'autorité du gouvernement, tantôt pour une part plus large accordée aux libertés publiques. D'un côté comme de l'autre, on ne néglige rien en vue du succès. Sous l'inspiration de M. Karavéloff, des délégués des comités provinciaux se sont réunis à Sophia pour s'entendre sur la marche à imprimer au gouvernement, notamment en ce qui concerne les élections législatives futures. M. Zankoff aurait voulu ajourner les élections jusqu'en octobre afin de mieux asseoir son autorité et de gagner le plus de partisans possible. M. Karavéloff et les siens objectaient que, la constitution de Tirnovo étant rétablie, le ministère Zankoff était inconstitutionnel comme

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ayant reçu ses pouvoirs d'une autorité émanée du coup d'Etat; qu'il fallait, dès lors, en appeler au plus tôt au pays, seul compétent pour instituer un gouvernement légal. Deux articles différents de la constitution de Tirnovo servaient de thème à MM. Zankoff et Karavéloff pour appuyer chacun leur interprétation.

Une députation prise parmi les députés provinciaux alla respectueusement faire entendre au prince les vœux de la nation. A cette occasion, Alexandre Ier déclara qu'il regrettait profondément le coup d'Etat. M. Karavéloff ayant été aussi reçu en audience particulière, Son Altesse l'embrassa en lui disant : — Oublions, oublions ce qui s'est passé. Depuis lors, le prince ne cesse de répéter qu'il ne veut plus connaître d'autres ministres que ceux que lui indiquera la nation. Enfin!

Des délibérations qu'eurent ensemble les délégués provinciaux, il ressortit qu'il y avait nécessité absolue de convoquer la Chambre à bref délai. Cette décision démontrait à elle seule que la majorité des délégués appartenait à la nuance Karavéloff. Une sorte d'ultimatum fut alors adressé à M. Zankoff. Il se conformerait à la résolution prise par les délégués, sinon une agitation de meetings, de députations, d'adresses serait organisée dans tout le pays. Sans trop céder à ces injonctions, M. Zankoff fit cependant une concession : les collèges électoraux seraient convoqués dans les trente jours et l'assemblée se réunirait dans les délais moraux. L'entente fut établie sur cette base.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

La lutte étant transportée désormais sur le terrain électoral, M. Zankoff partit pour un voyage à travers le pays. Il revint assez médiocrement satisfait. A distance, on n'avait vu que son rapprochement avec les conservateurs, sans comprendre à quelles nécessités supérieures il avait obéi. Et même ces nécessités sont telles qu'il est encore obligé de ménager les mêmes hommes à cause des élections, l'appoint des anciens partisans de MM. Natchovitch et Stoïloff, si faible qu'il soit, pouvant faire triompher un certain nombre de ses propres adhérents. Si la majorité du corps électoral se prononce contre lui, il faudra le regretter, car M. Zankoff possède un véritable tempérament d'homme d'Etat. De plus, il connaît son pays, a fait ses preuves et son nom est une garantie pour l'Europe, bien qu'il soit, à certains égards, plus rétrograde que progressiste. La civilisation à toute vapeur l'épouvante. En ceci il est encore Oriental, pour ne pas dire Turc. Si, pour les Bulgares, il y aurait quelque imprudence à s'élancer tête baissée dans la voie du progrès, leur avenir pourrait courir de sérieux dangers à ne recevoir les améliorations qu'à doses infinitésimales comme le voudrait M. Zankoff. Ils ne peuvent rester inférieurs à leurs voisins les Serbes et les Grecs, sous peine d'obtenir un lot dérisoire dans le partage définitif de la Turquie.

L'intérêt présent de la Bulgarie voudrait qu'une réconciliation eût lieu entre MM. Karavéloff et Zankoff.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Tous les deux y gagneraient et le pays aussi. Si les libéraux de toute nuance n'ont plus rien à craindre de la bande conservatrice, ils devront néanmoins se garder d'une lutte stérile qui pourrait attirer le holà d'un pouvoir autre que celui d'Alexandre Ier. Ce conseil, une plume plus autorisée que la nôtre, celle de M. Kanitz, l'éminent publiciste autrichien, l'a déjà donné, quoique en vain, à nos chefs politiques.

Espérons que, du côté du trône comme du côté de la nation, l'apprentissage touche à son terme. Puisse le prince ne pas oublier qu'il n'a pas de compliments à recevoir ; mais des avis, et que toute flatterie est une trahison. Les amis même lui sont interdits, par cette bonne raison qu'il ne saurait en avoir. Les témoignages de dévouement, de respect qu'il reçoit s'adressent à la situation qu'il occupe, non à sa personne, et ne se transforment que trop facilement, s'il n'y met ordre, en bons tirés sur ses faveurs. Ses vrais, ses seuls amis, sont tous les Bulgares sans exception. En accordant une distinction non méritée, c'est une injustice qu'il fait à tous. Un conservateur, qu'il n'y a aucun inconvénient à nommer, Hagiénoff, disait textuellement : — Profitons des pleins pouvoirs du prince ; qui sait où il sera dans deux ans ? — Ainsi, ses plus chauds partisans ne lui accordaient pas même la durée de son septennat.

Au résumé, ces bons amis du prince se sont montrés ses pires ennemis. En le promenant à travers une série

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

d'expédients, ils ont éveillé la défiance des Bulgares à son endroit. Chaque fois qu'Alexandre Ier voudra exercer une influence légitime dans les décisions à prendre, il y aura des malveillants qui crieront au retour des pleins pouvoirs. La Russie, surtout, sera difficile à ramener. A son dernier passage à Vienne, M. de Giers déclarait à quelqu'un que l'agitation signalée à Sophia pendant l'année 1883, provenait plutôt de questions personnelles que de questions politiques. Et il ajoutait : — « Peut-être le prince Alexandre a-t-il un peu trop oublié ce qu'il nous devait. » Une preuve de la défiance persistante de la Russie, c'est le silence qui a répondu à une demande du prince de Bulgarie d'aller en personne présenter des explications à Saint-Pétersbourg.

Ce résultat était à prévoir pour qui avait été témoin du beau feu avec lequel le cabinet de Sophia avait tenu tête à la Russie à l'occasion du rappel, un peu sommaire peut-être, de trois officiers russes favoris du prince.

Depuis, tous ceux des officiers russes qui paraissaient beaucoup plus dévoués à Alexandre Ier qu'à leur chef hiérarchique, le ministre de la guerre, Russe d'origine, ont reçu ordre de regagner leur patrie, sans que le prince ait soulevé d'objections. Il s'est soulagé, en quelque sorte, en faisant accorder de grosses indemnités de route aux officiers partants.

Le colonel Kaulbars, qui a conclu la nouvelle con-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

vention militaire, M. Yonine, dont la vue rappelait au prince des souvenirs désagréables, ont quitté la Bulgarie pour retourner à leurs postes respectifs. Un nouvel agent diplomatique russe, M. Koyander, et un ministre de la guerre, nouveau également, le général prince Cantacuzène, sont venus à Sophia. Ce dernier poste surtout n'était pas des plus enviés : onze généraux russes l'avaient successivement refusé. Plus que jamais, aujourd'hui, l'influence russe domine en Bulgarie, influence légitime après tout, dont il serait hautement imprudent aux Bulgares de tenter de se défaire et qui, en somme, est plus tutélaire que gênante.

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

XXI

Les querelles intestines au milieu desquelles les Bulgares se sont débattus depuis l'avènement au trône du prince Alexandre, les ont un peu détournés des questions extérieures pourtant si importantes pour eux. Leur indépendance n'est pas complète. Les liens qui les rattachent à la Porte, à l'Europe leur imposent la plus grande circonspection. Le désir naturel d'unité qui les tourmente, le rêve d'une grande Bulgarie un instant entrevu à San-Stefano, constituent autant de *desiderata* qu'une fausse manœuvre, une agitation prématurée pourraient compromettre.

Un peuple nouvellement délivré est semblable à l'enfant qui fait ses premiers pas. Ni l'un ni l'autre n'ont encore essayé leurs forces, et volontiers s'imaginent pouvoir prendre le soleil ou la lune avec la main. Ainsi s'explique cette attitude de bravache prise dans les premiers temps vis-à-vis de l'étranger par le cabinet

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de Sophia. Depuis, une plus saine appréciation de la situation s'est fait jour. La Bulgarie sait qu'elle fait partie du concert européen et que, comme telle, la politique de ménagements lui est impérieusement recommandée. Ceux des Bulgares qui donnent au gouvernement les perfides conseils de passer outre, de rompre en visière aux grandes puissances, sont des politiciens de café que la destinée a eu grand tort d'enlever au comptoir où ils pliaient des étoffes ou griffonnaient des factures.

En dehors des déclamateurs toujours nombreux chez ces têtes chaudes de méridionaux, il y a une population compacte qu'anime le bon sens, que le budget n'attire pas. C'est cette population qui doit faire triompher finalement les légitimes revendications de la Bulgarie. En principe, la principauté est tenue de se conformer aux décisions du congrès de Berlin. Si elle en a accepté les bénéfices, elle doit la même soumission vis-à-vis des obligations qui sont l'annuité à payer pour le chemin de fer Roustchouk-Varna, ou simplement le rachat de cette ligne, le tribut à la Porte et une part proportionnelle dans la dette de l'empire ottoman. Nous laissons volontairement de côté la question complexe des capitulations qui, à elle seule, est aussi pesante pour la Bulgarie que les charges pécuniaires ci-dessus énoncées.

Jusqu'à présent, aucune somme n'est sortie du trésor de la Bulgarie pour engagements internationaux, si ce

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

n'est l'annuité qu'elle verse régulièrement à la Russie jusqu'à extinction d'une dette de 28 millions réclamée par celle-ci pour frais d'occupation militaire après la conclusion de la paix. En présidant à la résurrection de la Bulgarie, les fées grandes puissances se sont ingéniées à remplir son berceau de millions... à payer par elle. Son peu d'empressement à s'acquitter est assez compréhensible. Si sa dette était hors de doute, il est vraisemblable qu'elle aurait été déjà mise en demeure de s'exécuter. Elle semble, avant tout, s'inspirer de l'attitude de la Russie et du langage même du prince Gortchakoff au congrès de Berlin, quand il disait que les emprunts turcs constituaient de tristes agiotages, et que, pour cette raison, le gouvernement russe avait refusé son concours à ses nationaux, porteurs de titres ottomans. Cette déclaration eût été sans doute différente si le nombre des sujets russes créanciers de la Porte n'eût été dérisoire.

L'argument a plus de valeur dans la bouche des Bulgares. De tous les milliards qui se sont engouffrés dans le trésor ottoman, leur province n'a que peu ou point profité. Ce sont les pachas ou les tripoteurs de bourse qui ont absorbé le plus clair de ce fleuve d'or. La ligne Varna-Roustchouk a coûté en réalité la moitié de la somme réclamée aujourd'hui par la Compagnie, et cette ligne, qui constituait à la Porte une voie stratégique importante, est à peu près inutile à la Bulgarie. La principauté la rachètera cependant comme étant

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sur son territoire ; mais un versement quelconque sur la dette de la Turquie lui semble beaucoup moins justifié et, en tout cas, exclusif du tribut. Ou la Bulgarie est tributaire, et elle rentre dans la catégorie de la Roumélie qui n'a rien à voir dans la dette, ou elle acquittera sa part de cette dette à l'égal de la Roumanie, de la Serbie, de la Grèce, et sera indemne de tout tribut. Si les questions internationales étaient compliquées de syllogismes, aucun diplomate ne voudrait les aborder.

La Bulgarie n'a qu'à attendre que les autres parties intéressées aient manifesté leurs dispositions. Sauf les créanciers de la Porte, personne ne semble pressé. L'Autriche n'ose trop précipiter la question de peur que, au jour du règlement, quelque petit pays saigné à blanc ne lui dise : — Et vous, Saint-Empire, ne paierez-vous rien pour ces deux beaux fleurons de Bosnie et d'Herzégovine ajoutés à votre couronne, sans que vous ayez déboursé un écu, versé une goutte de sang ?

On laisse trop voir, en diplomatie, qu'il suffit d'être puissant pour prendre ce qui est à votre convenance. Il serait très curieux, néanmoins, de voir l'Autriche garder son argent dans ce cas particulier et forcer les Etats des Balkans à débourser le leur.

Toutes ces questions de tribut, de part proportionnelle ne paraissent donc pas à la veille d'êtres résolues. La Turquie, qui a fait la banqueroute que l'on sait, qui

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

est à la veille d'en faire une seconde, laquelle sera définitive, ne possède ni la force matérielle, ni l'autorité morale suffisante pour mettre ses débiteurs en mesure de payer. L'opinion publique en Europe est contre elle. Nulle voix ne la soutiendra en dehors de celle de ses créanciers. Quelque désireux que soient les hommes d'Etat d'assurer les engagements pris dans un traité solennel, ils ne peuvent oublier que les provinces délivrées ont été laissées par les Turcs dans un état si déplorable sous tous les rapports, que cinquante ans de leurs ressources entières suffiront à peine à leur procurer l'outillage nécessaire aux peuples modernes. Qu'on laisse donc les convalescents reprendre leurs forces et le moribond achever sa destinée.

P.S.—Les élections législatives ayant eu lieu et la Chambre ayant été convoquée en juillet dernier à Tirnovo, le ministère Zankoff a été renversé par la majorité. M. Karavéloff est arrivé au pouvoir. C'est le jeu parlementaire régulier. Chef du petit groupe conservateur, M. Stoïloff a voté alternativement contre M. Zankoff et M. Karavéloff, sans avoir pu déplacer la majorité dans un sens ou dans l'autre, et sans avoir donné de fil à retordre à personne, ainsi qu'il s'en était flatté. Par contre, le jeune président de la Chambre, M. Stambouloff, paraît devoir exercer une grande influence sur la marche ultérieure des affaires.

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

THE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LOS ANGELES

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

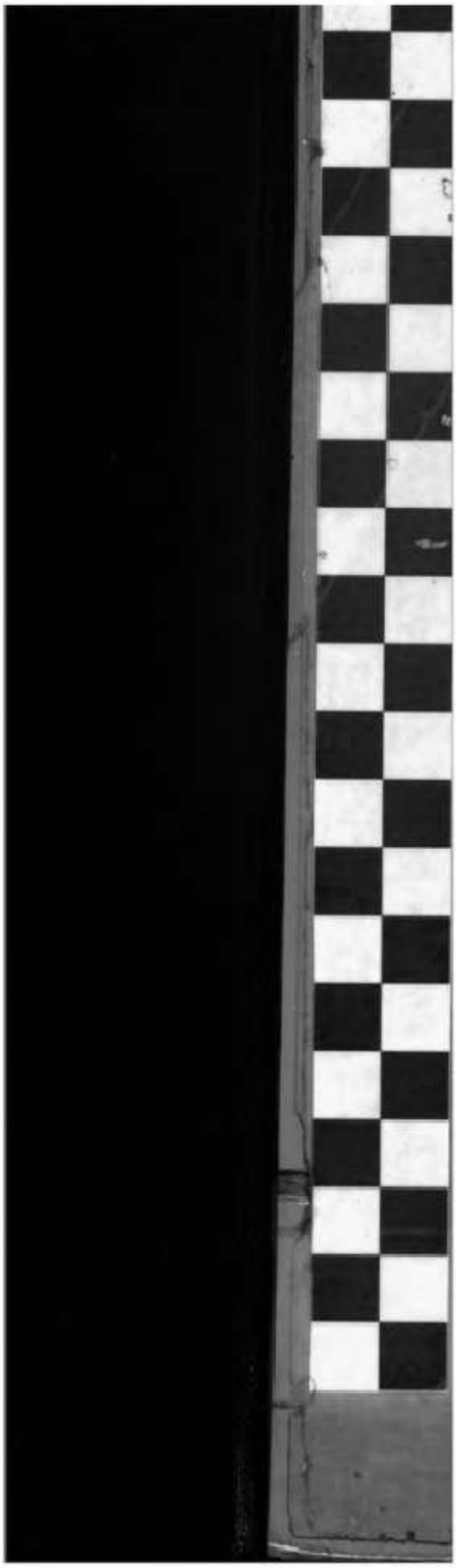
UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
A 000 125 011 7

THE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LOS ANGELES

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

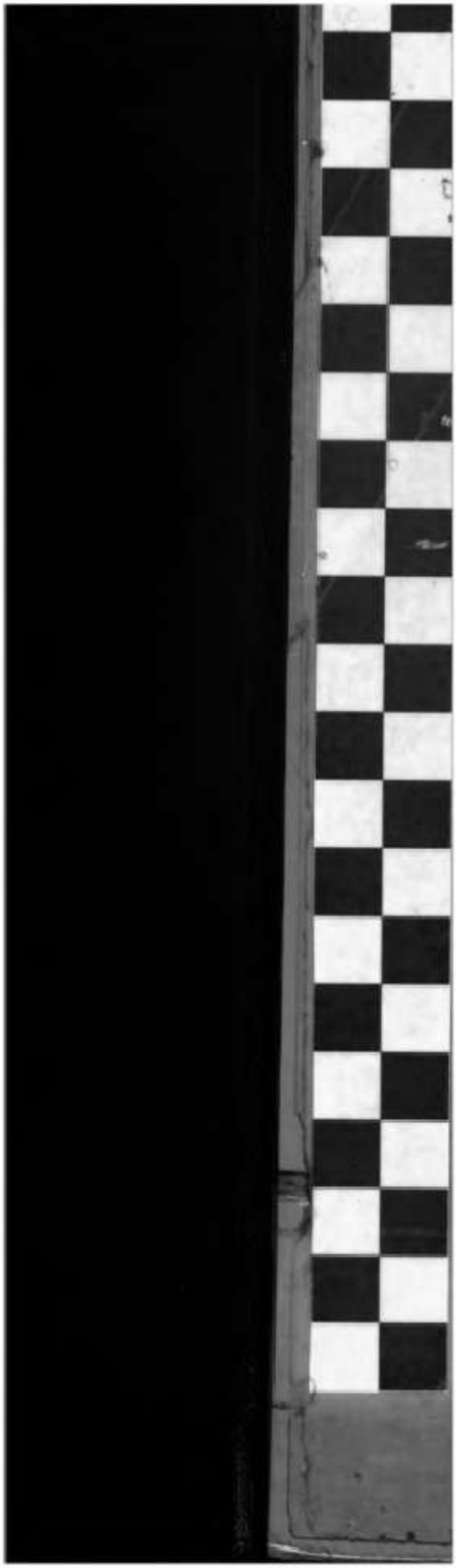


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA